

#### **BENETEAU S.A.**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 8 278 984 euros Siège Social : Les EMBRUNS - 16 boulevard de la Mer 85803 SAINT GILLES CROIX DE VIE

R.C.S. La Roche sur Yon B 487 080 194 APE 6420Z Exercice Social : du 1er Septembre au 31 Août

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015-2016



## **SOMMAIRE**

Rapport de gestion du Directoire3
Groupe Bénéteau
Comptes consolidés67
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés110
Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion112
Bénéteau S.A.
Annexes aux comptes sociaux116
Rapport général des commissaires aux comptes132
Attestation du rapport financier annuel 2015-2016134



#### **RAPPORT DE GESTION - EXERCICE 2015/2016**

#### **GROUPE BENETEAU**

L'exercice 2015-2016 est caractérisé par une hausse à deux chiffres de tous les indicateurs :

- Croissance du chiffre d'affaires de près de 12%, passant de 969,5 M€ en 2014-2015 à 1.083,5 M€ en 2015-2016 ;
- Amélioration de la rentabilité de 27%: le résultat opérationnel courant s'élève ainsi à 43,6 M€ en 2015-2016 contre 34,4 M€ en 2014-2015.

Le Groupe Bénéteau termine l'exercice 2015-2016 avec de solides performances liées au dynamisme des ventes de ses deux divisions :

- Bateaux : l'activité progresse de plus de 10% pour la deuxième année consécutive, portée par la qualité de sa gamme de produits innovants et une bonne orientation du marché de la plaisance;
- Habitat : l'activité termine en hausse de 15% avec la forte reprise de l'investissement dans l'habitat de loisirs.

Le résultat net publié s'élève à 25,2 M€.

La trésorerie nette consolidée du groupe s'établit à 13,5 M€.

### I – ACTIVITE ET RESULTAT OPERATIONNEL DES DIVISIONS

#### Principaux indicateurs par activité

En M€	2015/2016	2014/2015	Variation	Variation
			(Données publiées)	(Change constant)
Chiffre d'affaires	1083,5	969,4	+ 11,8%	+ 10,6%
Datas	010.7	010.2	. 44 20/	. 0.00/
- Bateaux	910,7	819,3	+ 11,2%	+ 9,8%
- Habitat	172,8	150,1	+ 15,0%	+ 15,0%
Résultat Opérationnel				
Courant	43,6	34,4	+ 27,0%	
Résultat Net Part Groupe	24,8	12,8	+ 93,8%	



#### 1. L'activité Bateaux

A taux de change constant, le chiffre d'affaires annuel de l'activité Bateaux s'élève à 899,4 millions d'euros pour l'exercice 2015-2016, en hausse de + 9,8 % par rapport à l'année précédente.

En M€	2015/2016	2014/2015	Variation (données publiées)	Variation (change constant)
Chiffre d'affaires	910,7	819,3	11,16%	9,80%
Résultat Opérationnel Courant	46	33,6	36,90%	
EBITDA (*)	113	88	28,41%	

<sup>(\*)</sup> EBITDA = Résultat Opérationnel retraité des dotations / reprises de provisions pour risques et charges et dotations aux amortissements

L'activité Moteur qui progresse de +16,3% représente désormais 58,8% du chiffre d'affaires de l'activité Bateaux contre 41,2% pour l'activité Voile.

Le Groupe tire pleinement profit :

- d'un marché européen dynamique,
- de l'extension de son offre vers les bateaux de plus grande taille et d'une gamme étendue de catamarans voile et moteur,
- de l'intégration des marques et des réseaux commerciaux de RBH dans l'organisation commerciale de Bénéteau et Jeanneau.

En Europe, le chiffre d'affaires s'établit à 462,7 millions d'euros, en hausse de +18,3% à change constant par rapport à l'exercice précédent. Les marques du Groupe ont enregistré une croissance supérieure à +10% dans tous les pays d'Europe occidentale, y compris au Royaume-Uni.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires d'un montant de 283,7 millions d'euros progresse de +6,0% à change constant, tiré par le Moteur qui enregistre une croissance de +14,1%. La marque Prestige est pour la première fois leader aux Etats-Unis sur le segment des « Express Cruisers » de 50 à 60 pieds.

En Amérique du Sud, l'activité est en fort repli à 6,2 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit -62% à change constant. Le marché brésilien est particulièrement affecté par l'ampleur de la crise économique et sociale qui frappe le pays depuis plusieurs années. L'instabilité du pays ne permettant pas de réaliser de prévisions fiables de développement, le Groupe Bénéteau a décidé de mettre en sommeil l'activité de production de bateaux de plaisance pour la marque Bénéteau sur le site d'Angra dos Reis au Brésil. La gestion de l'activité commerciale est transférée à la filiale du Groupe aux Etats-Unis dont la direction a été étoffée fin août.

En Asie, les ventes sont en légère progression à 56,4 millions d'euros (+2,6%).

Concernant les flottes, le chiffre d'affaires d'un montant de 55,1 millions d'euros progresse de +12,5%. Le Groupe a également accompagné le développement de ses clients loueurs en proposant de nouvelles sources de financement.

Le **résultat opérationnel courant** (ROC) enregistre une forte hausse de +36,9% grâce au volume d'activité. Les premiers résultats des actions de transformation engagées par le Groupe et l'efficacité des mesures prises au 1er semestre – dont une gestion serrée des coûts – permettent de compenser les éléments non récurrents et d'améliorer sensiblement les prévisions. Le ROC ressort ainsi à 46,0 millions d'euros.



## SPBI (Chantiers Bénéteau - Chantiers Jeanneau - BJTechnologie)

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	630,5	576,2	507,1	511,7	521,0
Résultat d'exploitation (M€)	31,2	8,2	(4,6)	(7,9)	(10,0)
Résultat net (M€)	22,8	14,9	(8,1)	(8,6)	(2,9)
Effectif moyen	3 934	3 426	3 474	3 589	3 580

## Bénéteau Inc (\*)

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MUSD)	300,3	295,6	192,8	117,6	56,3
Résultat d'exploitation (MUSD)	(5,9)	(0,5)	11,1	5,4	(1,4)
Résultat net (MUSD)	(4,9)	(1,2)	6,5	3,7	(1,5)
Effectif moyen	685	597	651	174	159

<sup>(\*)</sup> dont Rec Boat Holdings LLC acquise en juin 2014 par Beneteau Inc

A compter de l'exercice clos le 31 août 2013, les comptes des filiales américaines (BGM, Beneteau América Inc, Jeanneau America Inc et Beneteau Inc) sont présentés de façon consolidée.

#### Ostroda Yachts

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MPLN)	287,6	233,3	209,9	216,2	203,8
Résultat d'exploitation (MPLN)	23,9	7,0	4,5	3,5	0,4
Résultat net (MPLN)	16,8	10,1	7,2	10,4	(3,1)
Effectif moyen	677	617	575	595	628

Cours de change au 31 août 2016: 1€ = 4,3533 PLN

Cours de change moyen sur l'exercice: 1€ = 4,3264 PLN

#### CNB

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	187,3	156,6	144,8	124,8	119,6
Résultat d'exploitation (M€)	21,5	14,3	9,9	7,1	6,6
Résultat net (M€)	12,2	8,5	5,7	4,3	3,8
Effectif moyen	745	457	436	437	456

#### **Monte Carlo Yachts**

	2015/2016	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011
Chiffre d'affaires (M€)	70,6	58,1	48,9	37,2	27,5
Résultat d'exploitation (M€)	4,6	2,1	(0,7)	(0,3)	(2,9)
Résultat net (M€)	3,6	4,1	2,2	(1,1)	0,5
Effectif moyen	261	220	196	170	107

#### **GBI Holding**

Les données financières individuelles concernant GBI Holding sont non significatives au cours des 5 derniers exercices, inférieures à 1 M€ en valeur absolue.

Cours de change au 31 août 2016: 1€ = 1,1132 \$

Cours de change moyen sur l'exercice: 1€ = 1,1107\$



#### Bénéteau Brasil Construção de Embarcações sa

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MBRL)	9,8	13,9	12,2	12,3	-
Résultat d'exploitation (MBRL)	(5,6)	(3,5)	(5,1)	(9,4)	(3,9)
Résultat net (MBRL)	(2,1)	(15,5)	(5,6)	(14,0)	(4,0)
Effectif moyen	30	31	41	35	12

Cours de change au 31 août 2016:  $1 \in 3.6016$  BRL Cours de change moyen sur l'exercice :  $1 \in 4.0863$  BRL

Postérieurement à la clôture, le Groupe a décidé de mettre en sommeil les activités de production au Brésil (cf note IV - évènements postérieurs à la clôture)

Bénéteau Brasil Promoçoes e Commercializacao de Embarcaçoes Ltda

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MBRL)	2,2	2,3	4,2	42,8	1,7
Résultat d'exploitation (MBRL)	(0,2)	(0,5)	-	0,8	(1,6)
Résultat net (MBRL)	1,0	(3,2)	0,1	(2,4)	(1,6)
Effectif moyen	0	1	2	4	3

Cours de change au 31 août 2016:  $1 \in 3.6016$  BRL Cours de change moyen sur l'exercice :  $1 \in 4.0863$  BRL

L'activité des filiales de commercialisation consiste à animer le réseau local des concessionnaires. De ce fait, le niveau et l'évolution de leur chiffre d'affaires ne sont pas significatifs des ventes réalisées sur leur territoire, la totalité des ventes de bateaux étant facturée depuis la France.

#### Bénéteau Italia srl

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	0,8	0,9	0,7	0,8	1,0
Résultat net (M€)	0,0	0,2	-	-	0,1
Effectif moyen	2,0	2,0	2,0	3,0	3,0

#### Jeanneau Italia srl

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6
Résultat net (M€)	0,0	0,0	-	-	-
Effectif moyen	1	1	1	2	2

#### Bénéteau Group Asia Pacific (ex Jeanneau Asia Pacific)

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MHKD)	-	-	0,0	0,0	0,0
Résultat net (MHKD)	0,1	-	(0,1)	0,2	0,2
Effectif moyen	4	3	2	1	1

Cours de change au 31 août 2016: 1€ = 8,6357 Cours de change moyen sur l'exercice: 1€ = 8,6192



#### 2. L'activité Habitat

En M€	2015/2016	2014/2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	172,8	150,1	15,12%
- Habitat de loisirs	160,7	133,9	20,01%
- Habitat résidentiel	12,1	16,2	-25,31%
Résultat Opérationnel Courant	-2,4	0,8	N/A
- Habitat de loisirs	0,8	4,3	-81,40%
- Habitat résidentiel	-3,2	-3,5	-8,57%
EBITDA (*)	4,3	3,5	22,86%

<sup>(\*)</sup> EBITDA = Résultat Opérationnel retraité des dotations / reprises de provisions pour risques et charges et dotations aux amortissements

L'activité Habitat de loisirs, qui a fait face à des difficultés opérationnelles et logistiques surmontées en fin d'exercice, connaît une forte progression.

#### Habitat de loisirs

L'activité a connu une fin de saison très active soutenue par deux facteurs positifs : la forte hausse des clients grands comptes (+40%) sur le marché français et une forte progression sur les grands marchés européens (+30%) autres que l'Italie.

Le résultat opérationnel courant à +0,8 millions d'euros reste pénalisé par les problèmes opérationnels rencontrés lors du démarrage d'un nouvel outil informatique. Ces problèmes qui ont pesé sur une bonne partie de l'exercice ont été surmontés.

#### Habitat résidentiel

L'activité en fort recul, enregistre un niveau insuffisant de commandes ne permettant pas d'atteindre l'équilibre financier. Le chiffre d'affaires à 12,1 millions d'euros, est en recul de 25% par rapport à l'exercice précédent. Malgré la mise en place de nouvelles synergies entre les deux activités de la division Habitat et la poursuite de la réduction des coûts de fonctionnement de l'activité Habitat résidentiel, le résultat courant reste négatif à -3,2 millions d'euros, en très légère amélioration par rapport à 2015.

### BIO Habitat (\*)

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	165,5	137,7	15,4	14,0	16,7
Résultat d'exploitation (M€)	2,2	4,1	0,2	0,2	0,6
Résultat net (M€)	1,4	3,8	0,1	0,1	0,1
Effectif moyen	979	745	93	108	106

<sup>(\*)</sup> avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2014, les sociétés IRM et O'HARA ont fusionné dans l'entité Bio Habitat.



## O'Hara

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	-	-	63,8	64,4	72,9
Résultat d'exploitation (M€)	-	-	1,2	3,6	6,9
Résultat net (M€)	-	-	0,6	2,1	0,7 (*)
Effectif moyen	-	-	277	287	286

<sup>(\*)</sup> dont abandon de créance consenti à O'Hara Vacances à hauteur de 3,1 M€

#### IRM

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012	
Chiffre d'affaires (M€)	-	-	86,6	95,3	134,3	
Résultat d'exploitation (M€)	-	-	2,9	4,1	14,4	
Résultat net (M€)	-	-	2,5	3,0	7,5	
Effectif moyen	-	-	449	462	472	

#### O'Hara Vacances

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	-	-	0,4	14,8	13,5
Résultat d'exploitation (M€)	-	-	(0,2)	0,5	(2,9)
Résultat net (M€)	-	(0,1)	0,1	(0,3)	- (*)
Effectif moyen	-	-	0	14	14

<sup>(\*)</sup> dont abandon de créance consenti par O'Hara à hauteur de 3,1 M€

#### ВН

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	13,4	16,7	17,3	20,4	14,2
Résultat d'exploitation (M€)	(3,2)	(3,5)	(3,9)	(4,6)	(8,5)
Résultat net (M€)	(2,5)	0,1	0,1	(0,1)	-
Effectif moyen	104	100	95	105	107
Dont abandon de créance consenti par Beneteau SA	(7,2)	(3,9)	(4,0)	(4,7)	(9,5)

## **BH Services**

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	1,9	2,0	2,1	2,6	3,8
Résultat d'exploitation (M€)	42,0	(0,0)	-	-	-
Résultat net (M€)	(1,9)	-	-	-	-
Effectif moyen	24	27	27	27	26

Postérieurement à la clôture, le Groupe a annoncé un projet de reconversion de l'activité habitat résidentiel. (cf. note IV – évènements postérieures à la clôture).



#### **Bio Habitat Italia**

	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	11,5	11,3	7,5	12,2	5,1
Résultat d'exploitation (M€)	(0,9)	(0,6)	(0,5)	(0,1)	(0,9)
Résultat net (M€)	(1,0)	(0,7)	(0,5)	(0,2)	(0,8)
Effectif moyen	44	36	36	39	9

Cette filiale, ayant démarré son activité en 2011/2012, a pour objet la construction de mobil homes pour le groupe en Italie.

#### Habitat d'avenir

Habitat d'avenir, dont l'objet est d'assister BH pour la commercialisation de ses maisons à ossature bois est consolidée par mise en équivalence. Le résultat net part du groupe s'élève à (-)168 milliers d'euros au 31 août 2016, contre 87 milliers d'euros au 31 août 2015.

#### **SGB Finance**

SGB Finance, société de financement, est consolidée par mise en équivalence. Le résultat net s'élève à 3 399 K€ (part du groupe), contre 4 327 K€ l'exercice précédent.

## II - DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AU RESULTAT NET

## 1. Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 33,9 M€. Il intègre une charge nette de 9,7 M€ correspondant principalement aux coûts de restructuration des activités du Groupe au Brésil et dans l'habitat résidentiel.

## 2. Le résultat financier

en M€	2015/2016	2014/2015
Résultat financier	(5,4)	(17,7)
Dont		
- résultat de change	(2,9)	(15,6)
- charge d'intérêts nette des produits de placements	(2,5)	(2,1)

La perte de change de 2,9 M€ traduit principalement la différence entre nos positions d'achat / vente à terme et le cours d'enregistrement comptable des transactions en dollars.

Depuis cet exercice, le groupe couvre son risque de change commercial en procédant uniquement à des opérations de change à terme.

Au 31 août 2016, les positions de couverture de change sont les suivantes :

- 130 427 KUSD de ventes à terme au taux moyen pour 1 € de 1,11643 USD
- 184 753 KPLN d'achats à terme au taux moyen pour 1€ de 4,3989 PLN



#### 3. Le résultat net

Le résultat net part du groupe s'élève à 24,8 M€.

Le résultat net du groupe comprend la constatation d'une charge d'impôt de 6,6 M€, faisant ressortir un taux effectif de 23,1%. Retraité de l'impact des déficits des filiales non activés pour un montant de 2,3 M€, ce taux ressortirait à 18,7%.

#### **III - STRUCTURE FINANCIERE**

M€	2015/2016	2014/2015	Δ %
Résultat Net	25,2	13,2	+ 91%
Résultat des MEQ neutralisé des dividendes reçus des MEQ	(2,5)	(4,4)	
Amortissements et Provisions	83,3	62,1	+ 34%
Impôts Différés et +/-values de cession	1,9	2,6	
Marge Brute d'Autofinancement	107,8	73,5	+ 47%
Variation de BFR	32,4	3,5	+ 826%
Autres	1,9		
Flux Nets d'Investissement	(68,8)	(61,8)	+ 11%
Change	(0,4)	(10,6)	
Free Cash Flow	72,9	4,6	+ 1485%
Dividendes	(4,9)	(2,4)	+ 104%
Flux sur actions propres	(3,6)	(0,1)	
VARIATION TRESORERIE NETTE	64,4	2,1	+ 2967%
Dette nette ouverture (1)	(51,0)	(53,1)	
Dette nette clôture (1)	13,4	(51,0)	

<sup>(1)</sup> après dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

Le Groupe a dégagé une **marge brute d'autofinancement** de 107,8 millions d'euros en hausse de +47% par rapport à l'exercice précédent. Après amélioration du besoin de fond de roulement de 32,4 millions d'euros et compte tenu d'un montant des investissements courants de 71,1 millions d'euros, la **trésorerie nette** ressort à un niveau positif de 13,4 millions d'euros contre un endettement net de 51 millions d'euros à la fin de l'exercice 2014-2015.

Au cours de l'année 2015-2016 et en complément du financement lié à l'acquisition de RBH en 2014, le Groupe a sécurisé une ligne de crédit moyen terme renouvelable d'un montant de 150 millions d'euros sur une durée de 5 ans auprès d'un pool de banques partenaires.

Il convient de rappeler que la trésorerie nette du groupe suit la forte saisonnalité de son activité et qu'au bilan du 31 août elle est proche de son niveau mensuel le plus élevé. La trésorerie moyenne annuelle est sensiblement inférieure à celle qui apparaît au bilan du 31 août.

La société a effectué une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.



Les principaux projets industriels ont concerné les **investissements** produits conformément au plan de sortie des nouveautés.

en M€	2015/2016	2014/2015
Investissements matériels	71,1	69,1
Produits de cession des immobilisations	(1,1)	(5,8)
Variation des dettes sur immobilisations	(1,3)	(1,5)
Variation de périmètre	0,1	0
Investissements nets	68,8	61,8

#### IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Deux évènements post clôtures sont à signaler :

 La situation économique au Brésil ne permettant pas à court terme d'envisager un retour à l'équilibre de l'entité de production, le Groupe a décidé mi-octobre de mettre en sommeil la production de bateaux dans ce pays. Cette décision permet de poursuivre l'objectif d'éliminer les foyers de perte;

Au 31 août 2016, l'ensemble des actifs et passifs des deux sociétés brésiliennes a été classé en actifs et passifs destinés à la vente, selon la norme IFRS5.

Par ailleurs, une provision de 4,7 M€ a été constatée en résultat opérationnel non courant.

- Malgré la capacité démontrée par la filiale BH (habitat résidentiel à ossature bois) à réaliser des projets innovants et compétitifs, les solutions proposées ne trouvant pas leur place sur les marchés de la maison individuelle, du logement collectif et des résidences dédiées, le Groupe a annoncé fin octobre le projet de reconversion de la filiale BH pour fabriquer des mobilehomes.

Au 31 août 2016, la provision pour perte à terminaison de BH a été augmenté de 4 M€ et une provision pour restructuration a été constaté dans les comptes de BH Services à hauteur de 1,9 M€. Ces deux provisions sont présentées en résultat opérationnel non courant.

#### **V - PERSPECTIVES**

#### **Activité Bateaux**

Les premiers salons de la saison en Europe et aux Etats Unis se sont déroulés dans une ambiance positive. La tendance devrait rester favorable sur ces marchés. L'Amérique du Sud et l'Asie sont en retrait, sans remettre en cause le potentiel que ces marchés représentent pour le Groupe.

#### **Activité Habitat**

La confirmation d'une bonne saison 2016 pour les professionnels français de l'habitat de loisirs est de bon augure. Les intentions de commande d'ici fin décembre constitueront un indicateur tangible pour évaluer l'orientation de l'activité sur l'année 2017.



#### VI - RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE et ENVIRONNEMENTALE

#### Nos fondamentaux : nos valeurs

Les principes de la Responsabilité Sociale d'Entreprise et de Développement Durable s'intègrent pleinement à la stratégie de croissance du groupe Bénéteau et à ses méthodes de travail. Des valeurs et des fondamentaux solides du Développement Durable font ainsi partie de l'ADN du groupe : la qualité, la rareté, la matière première noble, la transmission, et le savoir-faire.

Le groupe Bénéteau est un groupe familial et c'est le même état d'esprit qui l'anime depuis 130 ans. L'organisation puise sa force dans une histoire aux racines profondes, et les valeurs que sont le respect, la générosité, et l'intégrité sont ancrées dans le cœur des hommes qui la composent. Conscient de la richesse humaine et du savoir-faire dans ses territoires historiques, le groupe est attentif au maintien de l'emploi tout en poursuivant son internationalisation. Ainsi, où qu'il se trouve, le groupe veille à promouvoir les richesses internes et à valoriser l'expérience et la formation continue.

Depuis 1884, les hommes et les femmes du groupe ont ainsi cultivé au fil des générations, la passion du produit, le sens de l'innovation, et l'engagement constant vis-à-vis des clients et de l'environnement.

De l'amateur au professionnel, du novice au plaisancier, du régatier au skipper, le groupe met la même énergie à élaborer un produit qui réponde aux différentes ambitions. Il veille, avec ses concessionnaires, à toujours mieux accompagner ses clients, au gré de leurs envies. Cet engagement vis-à-vis de ses clients est le même qui anime aujourd'hui le développement du groupe dans l'Habitat. Créateur de tendances, en permanence à la recherche d'idées nouvelles, le groupe n'a eu de cesse d'innover et cherche à anticiper les besoins de ses clients en créant avec passion les solutions de demain.

Afin d'accompagner le développement du groupe et de renforcer sa rentabilité, dans le respect de ses valeurs et fondamentaux, la Direction Générale du groupe a lancé, au cours de l'exercice, un plan global de transformation qui s'organise autour de six thématiques :

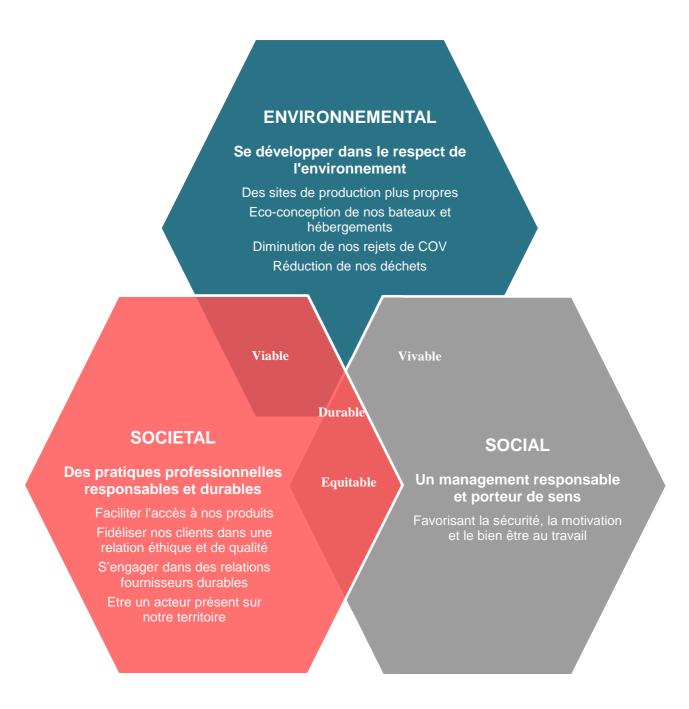
- Le développement et l'innovation,
- La stratégie produit,
- Le digital,
- L'internationalisation,
- Les Ressources Humaines,
- · Les procédés de gestion.

Chaque thématique est pilotée par un comité de transformation positive. Les premières actions proposées ont été présentées par les leaders et animateurs de chaque comité fin août 2016 devant les membres du comité de pilotage, la Direction Générale et Louis-Claude Roux, Vice-Président du Conseil de Surveillance.

Focus sur le comité RH: l'objectif général des chantiers RH est d'anticiper et de garantir le niveau de compétences et de motivation nécessaires au développement et à la performance du groupe autour de trois axes: le développement de la mobilité interne, la gestion prévisionnelle des compétences, et le développement de la culture managériale. Les premiers travaux ont visé à l'amélioration de l'intégration des opérateurs intérimaires par le renforcement du niveau d'information des partenaires sur nos métiers, et par la formation des intérimaires à leur arrivée dans le groupe.



## Les piliers de notre politique Développement Durable





## 1. Engagement social

## 1.1. Les hommes et les femmes du groupe Bénéteau

#### Evolution des effectifs

Effectifs au 31 août (CDD et CDI)	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France (1)	4 783	4 724	4 799
Pologne	691	625	
Etats-Unis	662		
Effectifs – Périmètre RSE	6 136	5 349	4 799
Effectifs - Groupe	6 479	6 328	6 389

(1) Pour la première fois en 2015/2016, le périmètre France inclut la société BH Services ainsi que les expatriés

Les données sociales présentées dans le rapport RSE portent sur :

- Le périmètre France qui intègre toutes les filiales françaises, consolidées par intégration globale, dont l'effectif moyen est supérieur à 20 personnes. La société BH Services et les expatriés ont été intégrés au périmètre RSE pour l'exercice 2015/2016.
- Pour certains indicateurs sociaux, le périmètre a été élargi à la Pologne pour l'exercice 2014/2015 et aux Etats-Unis en 2015/2016.

Sauf mention spécifique, les indicateurs sociaux sont présentés sur ce périmètre RSE. Le périmètre de chaque indicateur est précisé en note méthodologique.

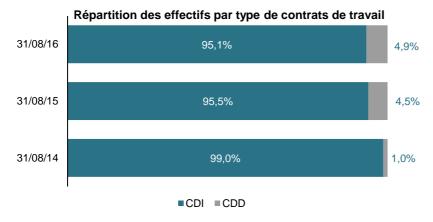
L'impact du changement de périmètre est mentionné pour chacun des indicateurs concernés.

Après retraitement des données relatives à la société BH Services et aux expatriés, l'effectif du groupe sur le périmètre France passe de 4 745 collaborateurs au 31 août 2015 à 4 756 collaborateurs au 31 août 2016. Les effectifs sont donc stables sur le périmètre France, malgré les nombreux départs à la retraite constatés au cours de l'exercice, ce qui démontre que le groupe est entré dans une période de stabilisation et de croissance de ses effectifs permanents.

La progression de 11% des effectifs de la société Ostroda Yacht, en Pologne, s'explique par une anticipation, dès l'été, des embauches habituellement réalisées en fin d'année pour faire face à l'accroissement de l'activité programmée sur l'exercice à venir.

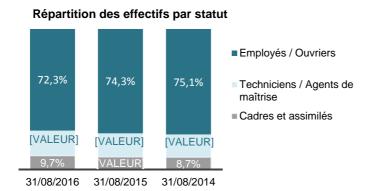
Les sociétés incluses dans le reporting RSE (France, Pologne, Etats-Unis) représentent 95% des effectifs totaux du groupe au 31 août 2016 contre 85% au 31 août 2015. Sur le périmètre du groupe Bénéteau, les effectifs consolidés totaux passent de 6 328 salariés au 31 août 2015 à 6 479 salariés au 31 août 2016. Cette croissance de l'emploi témoigne de la reprise des activités du groupe.

## Répartition des effectifs par type de contrats de travail



Afin de privilégier l'emploi stable, les contrats de travail conclus au sein du groupe sont majoritairement des contrats à durée indéterminée. Le recours aux contrats à durée déterminée intervient principalement dans les services de production.

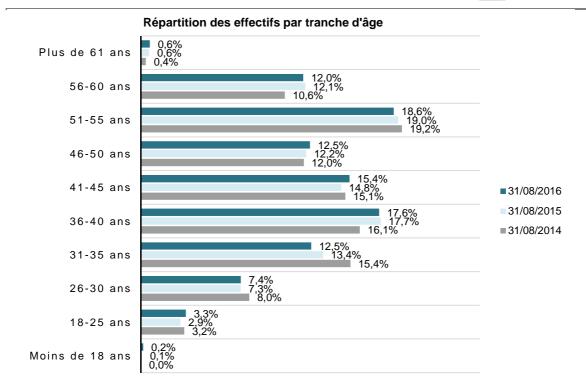
### Répartition des effectifs par statut, par tranche d'âge et par sexe – Périmètre France



Compte tenu de la nature industrielle des activités du groupe, la part des employés / ouvriers sur l'effectif total est prépondérante.

Nous notons néanmoins, cette année, une augmentation sensible du nombre de techniciens et agents de maîtrise liée à la structuration de l'activité, sur tous les sites du groupe et pour les deux activités, Bateaux et Habitat.

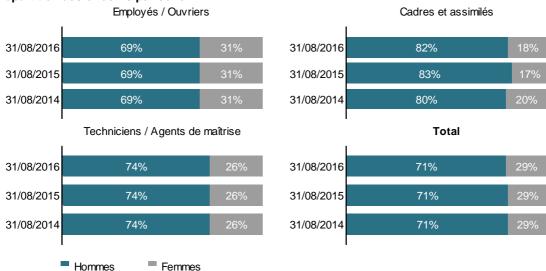




Du fait de la stabilité de l'effectif ainsi que de son ancienneté, notamment dans l'activité Bateaux, le groupe bénéficie de collaborateurs expérimentés à forte valeur ajoutée technique, gage de l'enjeu lié à la transmission du savoir-faire.

Conscient de cet enjeu, le groupe a mis l'accent sur le développement des formations en alternance. Une politique soutenue d'accueil d'alternants a ainsi été déployée : le nombre de collaborateurs recrutés en contrats d'alternance a progressé de 16% sur l'exercice, et devrait encore progresser de plus de 40% pour l'exercice prochain sur l'activité Bateaux. Bien que la typologie des contrats d'alternance intégrés au sein du groupe soit très variable, le groupe a axé ses recrutements, cette année, sur des formations techniques, telles que les CAP et licences composites. Ces formations, dans le cadre desquelles chaque jeune est tutoré par un plus ancien, avec le soutien du centre de formation technique du groupe, favorisent la transmission du savoir-faire.

## Répartition des effectifs par sexe



La part d'emplois occupés par des femmes reste stable et représente 29% de l'effectif global France. Cette répartition est en ligne avec les données publiées par l'INSEE pour l'industrie manufacturière. La part des femmes sur les candidats recrutés, en interne ou en externe, est de 32%.

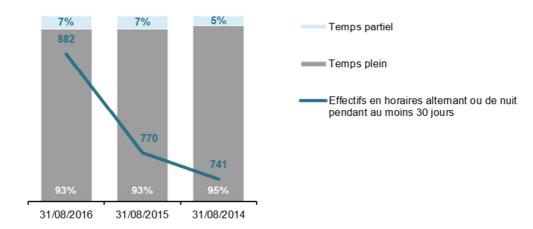


Dans le cadre de ses accords sur l'égalité professionnelle, le groupe Bénéteau s'assure du respect de l'égalité entre les femmes et les hommes par une analyse annuelle comparée et détaillée, avec les partenaires sociaux, de la situation des femmes et des hommes. Suite à cette analyse des plans d'actions spécifiques visant à garantir l'égalité entre les hommes et les femmes ont été mis en œuvre.

Au sein de la société SPBI, ces plans d'actions se sont traduits par : l'attribution de budgets équivalents entre les hommes et les femmes dans le cadre de la revalorisation des salaires liées aux classifications, la mise en place d'un process de gestion des retours de congés maternité, et par le déploiement d'un plan de communication visant à favoriser l'embauche des femmes.

La société CNB travaille avec le Comité Technique Action Mixité bordelais pour promouvoir la mixité dans les usines. Dans ce cadre, des visites d'usine sont organisées pour faire découvrir, aux femmes qui le souhaitent, les métiers de l'industrie nautique. A l'issue de ces visites, les femmes intéressées peuvent être orientées vers des formations adaptées et accueillies en stage. Un premier recrutement a eu lieu cette année suite à la mise en place de cet accompagnement.

## Organisation du temps de travail – Périmètre France



Le travail par équipes concerne essentiellement les métiers de moulage / composite de l'activité Bateaux, en lien avec les cycles de production et les process utilisés. La progression des emplois à horaires alternants ou de nuits est liée au passage progressif de certains ateliers en 2x8 et à l'adaptation de certains horaires en discontinue sur huit heures de travail pour faire face à la croissance de la demande.

La part des emplois à temps partiel reste faible dans le groupe et est basée exclusivement sur du volontariat.

### Absentéisme

Taux d'absentéisme – Périmètre France	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Maladie	6,29%	5,62%	6,07%
Accident de travail / Maladies professionnelles	2,20%	2,25%	1,84%
Autres (1)	0,26%	0,33%	0,24%
Total	8,75%	8,20%	8,15%

(1) Congés maternité, congés pour convenances personnelles, et absences injustifiées.

L'absentéisme répertorie les absences pour cause de maladies, de maladies professionnelles, les accidents de travail, les accidents de trajet, les congés maternité ainsi que les congés pour convenances personnelles et les absences injustifiées.

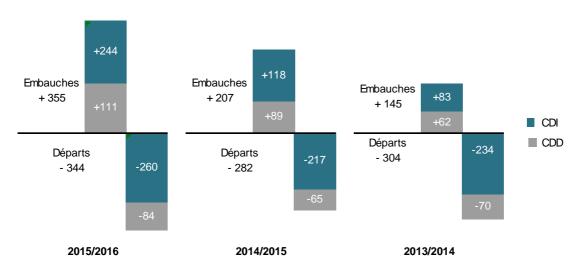


Le taux d'absentéisme est en progression sur l'exercice sous les effets conjugués, d'une part, de la progression de l'absentéisme lié aux absences pour maladie, et, d'autre part, de la diminution du taux d'absentéisme lié aux accidents du travail et maladies professionnelle.

Le groupe a mis en œuvre cette année le plan BSAFE afin de diminuer l'accidentologie et d'endiguer la progression du taux d'absentéisme lié aux accidents du travail et maladies professionnelles dans les usines de production. L'augmentation récente de l'absentéisme pour maladie, notamment dans la division Bateaux, est actuellement en cours d'analyse.

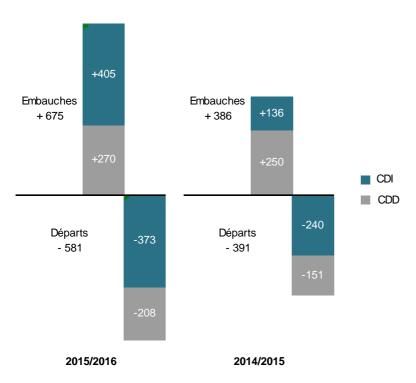
## 1.2. Recrutement, turnover et mobilité

#### Variations de l'effectif - Périmètre France



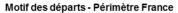
Le périmètre France intègre, pour l'exercice 2015/2016, la société BH Services.

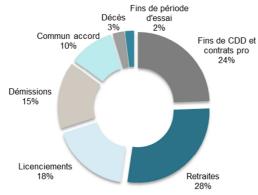
#### Variations de l'effectif - Périmètre RSE



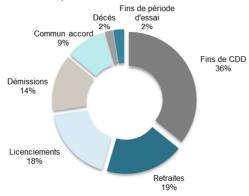


Le périmètre RSE intègre en 2014/2015 le périmètre France et la Pologne, et en 2015/2016 les Etats-Unis. Il n'est donc pas comparable d'une année sur l'autre.





#### Motif des départs - Périmètre RSE





Sur le périmètre France, les embauches de CDI doublent par rapport à l'an passé. Cette progression est directement liée à l'augmentation de 48% des départs à la retraite et témoigne de la reprise de l'activité.

Cette tendance devrait se poursuivre lors des prochains exercices. En effet, afin de faire face aux départs à la retraite et de stabiliser les compétences en interne, le groupe s'est engagé dans une politique de recrutement de CDI qui s'est concrétisée par la mise en place d'un plan d'embauche de 180 CDI sur les sites de production annoncé lors des NAO. La réalisation de ces embauches dépendra des départs en retraite, du niveau de croissance de l'activité et des besoins de stabilisation des métiers clés. Un état des lieux sera également réalisé concernant les fonctions clés SPBI en dehors des usines afin de prévoir les remplacements à réaliser.

On observe également une progression de 25% des embauches de CDD sur le périmètre France. Cette progression s'explique notamment par le développement des contrats d'alternance sur l'exercice. Cette année, la société SPBI a procédé au recrutement de 37 alternants, contre 31 pour l'exercice précédent. Cette tendance se confirme pour l'exercice 2016/2017, avec une prévision de recrutements de 53 alternants.

Taux de turnover	2015/2016	2014/2015
France	3,31%	3,07%
Pologne	2,84%	4,34%
Etats-Unis	13,08%	
Périmètre RSE	4,37%	3,18%

Les modalités de calcul du turnover ont été modifiées cette année afin de rendre la donnée plus comparable avec les données de marché. Le calcul a également été retraité pour l'exercice précédent afin de permettre une comparabilité entre les deux exercices. Le turnover des salariés permanents correspond désormais aux départs des employés en CDI lors de l'exercice considéré, à l'initiative de l'employeur ou de l'employé, sur l'effectif moyen permanent de l'exercice. Les motifs de départs pris en compte sont les suivants : démission, licenciement, ruptures conventionnelles et ruptures de périodes d'essai.

Sur le périmètre France, le taux de turnover s'élève à 3,31%. Ce faible turnover, maîtrisé, traduit la fidélité de nos effectifs.

#### Mobilité interne

Le groupe Bénéteau a conçu et mis en œuvre un processus de mobilité interne pour garantir un accès à l'information et un traitement équitable de chaque candidature interne qui se déroule de la manière suivante :

- La liste des postes de techniciens, agents de maîtrise et cadres à pourvoir dans le groupe est diffusée en interne. Elle est disponible sur l'intranet du groupe et affichée sur l'ensemble des sites de production en France. L'information interne est préalable à la diffusion externe.
- Pour chaque poste sont précisés : les missions, les prérequis nécessaires, l'exercice du poste ainsi que son lieu de réalisation.
- Le collaborateur fait acte de candidature rédigée (CV + lettre) auprès de son service RH en informant son manager, ce qui garantit ainsi le respect de chacun dans ses fonctions.
- Chaque candidat interne est systématiquement reçu en entretien par le pilote RH du recrutement, puis informé des suites données à sa candidature.
- Les candidatures internes sont prioritaires aux candidatures externes pour une même adéquation aux prérequis définis.



15% des embauches réalisées cette année au sein du périmètre France correspondent à des embauches internes.

### 1.3. <u>Accompagner la santé et la sécurité au travail</u>

## Politique et organisation en matière de santé et de sécurité au travail

La politique du groupe en matière de santé et de sécurité est déclinée dans chaque filiale lors des comités de pilotage mensuels relatifs à la santé et à la sécurité. Ces comités sont composés, selon les sociétés, des Directions Générales, des Directions Techniques et Opérationnelles, des Directions Industrielles, des responsables santé-sécurité, et pour l'activité Bateaux, des médecins du travail.

Dans les usines, la politique santé-sécurité est déployée par des animateurs sécurité-environnement, présents sur tous les sites de production de l'activité Bateaux en France, et par des relais sécurité présents dans la plupart des usines de l'activité Habitat. Des réunions sont organisées, tous les deux mois, entre ces relais locaux et le service central Hygiène-Sécurité-Environnement pour échanger sur les accidents du travail survenus dans les usines, les actions communes à tous les sites et les évolutions réglementaires.

Chaque site de production dispose également de son propre Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Le groupe compte actuellement près de 20 CHSCT qui accompagnent les usines dans l'amélioration des conditions de travail et la prévention des accidents. En plus des équipes de méthodes industrielles traditionnelles, le groupe dispose de deux médecins du travail et de deux ergonomes salariés.

Le groupe travaille également en collaboration avec les services de prévention de Santé au travail (CARSAT, OPPBTP, Service de Santé au Travail) sur des problématiques spécifiques, comme le risque chimique ou les travaux en hauteur. La majorité des sites de production de l'activité Bateaux, et deux sites de l'activité Habitat, ont participé au programme TMS initié par la CARSAT.

Les deux sites des Etats-Unis, Marion et Cadillac, sont dotés d'un comité sécurité composé d'une vingtaine de salariés volontaires (employés, superviseurs, managers, responsables sécurité et directeurs) qui se réunissent tous les mois ou tous les deux mois pour échanger sur les questions de sécurité. Le site de Cadillac dispose également d'une infirmière à temps partiel.

#### Données chiffrées sur l'accidentologie

Taux de fréquence (1)	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Périmètre France	39,8	42,0	42,5
Périmètre RSE (2)	30,79	36,5	
Taux de gravité <sup>(1)</sup>	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Périmètre France	2,0	1,9	1,8
Périmètre RSE (2)	1,5	1,7	
Maladies professionnelles	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Périmètre France	14 805	12 996	13 489

<sup>(1)</sup> Uniquement pour les sociétés ayant une activité de production.

<sup>(2)</sup> Le périmètre RSE inclut, en complément du périmètre France, pour l'exercice 2014/2015, la Pologne, et, pour l'exercice 2015/2016, la Pologne et les Etats-Unis.



#### Le plan d'action pour la sécurité BSAFE

Face aux chiffres de l'accidentologie jugés trop élevés, la Direction Générale a mis en place, au cours de l'exercice, un plan d'action pour la sécurité, le plan BSAFE. Initialement implémenté sur la société SPBI, ce plan a vocation à être déployé ultérieurement sur l'ensemble des filiales françaises du groupe, et aux Etats-Unis.

#### Quel est l'objectif du plan BSAFE ?

Faire de la sécurité une valeur de base du groupe, et diviser par deux le nombre d'accidents du travail en travaillant sur l'organisation et en changeant les comportements.

La mise en œuvre du plan BSAFE au sein de la société SPBI est pilotée par un comité composé de la Direction Générale, de la Direction des Ressources Humaines, de la Direction des Opérations, de la Direction Hygiène-Santé-Sécurité et de la Responsable de la communication interne et des relations au travail.

Il s'articule autour de 6 thématiques principales.



Ce plan d'action repose sur l'implication de l'encadrement dans la prévention des accidents. Dans ce cadre, le groupe a fait appel à un organisme spécialisé et reconnu dans le domaine de la sécurité pour l'accompagner dans sa démarche. A ce jour, tout le Comité de Direction Groupe a été formé sur l'approche à adopter face à la sécurité et plus spécifiquement au dialogue sécurité, outil central de la démarche. Les Directeurs d'usine, l'encadrement et certaines usines de SPBI ont également commencé à être formés sur l'exercice.



Le projet s'articule autour du dialogue sécurité, outil d'observation et d'échange sur la sécurité. Le dialogue sécurité consiste à observer le travail d'un opérateur, par deux managers formés à la démarche, pendant 20 à 30 minutes, dans les conditions habituelles de réalisation des tâches. A l'issue de l'observation, les managers font part de leurs conclusions (points positifs, axe d'amélioration).

Le dialogue sécurité s'achève par une mise en œuvre immédiate quand elle est simple à réaliser et par un engagement mutuel sur les comportements et les actions à développer à moyen terme. L'objectif fixé par le groupe est que l'ensemble des opérateurs bénéficient d'un dialogue sécurité par an. Les managers opérationnels réalisent un dialogue sécurité par semaine, les services support un par mois et le Comité de Direction un par trimestre.



Premier dialogue sécurité pour Hervé Gastinel, Président du Directoire, à l'usine de Bois vert

#### La formation des collaborateurs

En complément de ce plan, le groupe privilégie la formation des collaborateurs comme axe majeur de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Des quarts d'heure hebdomadaires abordant une thématique sécurité spécifique ont été mis en place pour l'ensemble des opérateurs de l'activité Habitat.

Des sessions de formation animées par deux ostéopathes ont également été proposées aux salariés de l'usine de Luçon, dans l'Habitat.

Sur le site de Bordeaux, la formation PLAYSAFE, dispensée depuis 2012 par un organisme extérieur, a permis de former plus de 300 personnes depuis sa mise en place. Cette formation a pour objectif une prise de conscience individuelle, par chaque collaborateur, de sa responsabilité dans sa propre sécurité et dans celle de ses collègues.

60 collaborateurs de l'usine OSTRODA YACHT, en Pologne, et 26 collaborateurs des différents sites des Etats-Unis ont été formés aux premiers soins.

La sensibilisation à la sécurité concerne également les apprentis. Chaque année, une réunion est animée par le responsable HSE de SPBI, à la maison familiale de St Gilles-Croix-de-Vie (Centre de Formation des Apprentis dans les métiers du composite) dans les 15 premiers jours de leur formation, en compagnie des tuteurs, afin de leur communiquer les consignes de sécurité inhérentes à leurs activités.

#### Les investissements en matière de santé et de sécurité

Le groupe poursuit également ses actions de prévention, qui reposent sur :

## Un travail de substitution de produits chimiques

L'utilisation de résine à faible teneur en styrène en remplacement de la résine classique est privilégiée sur l'ensemble des sites de l'activité Bateaux. Ainsi cette année, pour la première fois, 100% de la production d'un site, le site de Belleville, a été réalisé en utilisant de la résine à faible teneur en styrène.

#### La mise en place de moyens de protection collective (aspiration à la source)

Cette année, une ventilation complémentaire a été apportée sur le site du Poiré 2, et trois cabines de ventilation ont été mises en place sur le site des Herbiers.



## La diminution des opérations de manutention de charges manuelles

Le groupe poursuit ses investissements pour diminuer les opérations de manutention de charges manuelles. Dans l'activité Bateaux, des préhenseurs à ventouse ont été mis en place pour la manutention des panneaux de bois de l'ébénisterie de Saint Hilaire. Dans l'activité Habitat, le groupe a notamment travaillé sur la création de machines sur mesure afin de découper du bardage pour le contournement des fenêtres. Ces machines, initialement mises en place dans une usine, seront déployées dans l'ensemble des usines de l'activité Habitat. Le groupe a également investi dans près de 30 tables élévatrices plus sécuritaires. En Pologne, un système de manutention pour la pose des parebrises a été installé sur deux ateliers.

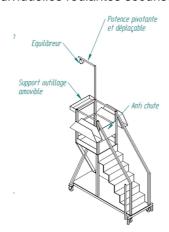




Préhenseur à ventouse – Ebénisterie de Saint Hilaire

#### • La protection contre les chutes de hauteur

Dans l'activité Bateaux, les investissements se sont poursuivis pour la mise en place de protections contre les chutes de hauteur. Une standardisation des filets de protection contre les chutes depuis les ponts des bateaux a été conduite. Pour les opérations plus ponctuelles, des lignes de vie ont été mises en place sur les sites de production de SPBI. Huit plateformes individuelles roulantes sécurisées ont également été mises en place dans les usines de l'Habitat.



PIR - Usine U1 Habitat



Plateformes mises en place en remplacement des escabeaux – Usine de Cadillac (USA)



Passerelle Nacelle - CNB

Les investissements pour la sécurité ont représenté, pour le périmètre France, plus de 1,2 M€ sur l'exercice.



Pour la 7<sup>ème</sup> année consécutive, une journée de prévention et d'information sanitaire a eu lieu sur le site de l'usine du groupe à Cadillac. L'objectif de cette campagne était de permettre aux salariés de réfléchir à l'impact de leur mode de vie sur leur santé. Cette campagne a connu un vif succès, avec un taux de participation des salariés de plus de 45%.

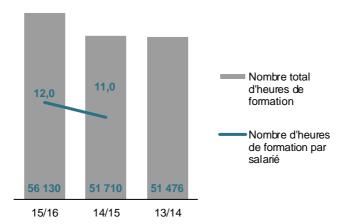


La journée Health Fair en quelques chiffres :

- 109 vaccins antigrippes
- 80 contrôles des taux de lipides sanguins
- 105 massages
- 190 mesures de tension artérielle

## 1.4. <u>Développer les compétences</u>

Les données présentées dans ce paragraphe portent sur le périmètre France.



Les fondamentaux des marques du groupe Bénéteau reposent sur la qualité du savoir-faire des hommes et des femmes qui le composent, et leur sens de l'innovation. C'est pourquoi le développement du capital humain est au cœur de ses priorités.

Afin d'accompagner les salariés dans l'amélioration constante de leurs compétences, la formation a été définie comme un axe prioritaire de la politique de Ressources Humaines du groupe.

La politique de formation du groupe s'articule autour de trois axes prioritaires de développement :

- · Le savoir-faire technique,
- L'efficacité managériale,
- La sensibilisation à la sécurité.

## Le savoir-faire technique

Les formations techniques sont dispensées en interne par le centre de formation technique du groupe Bénéteau. Le centre de formation technique a été créé en 2011 avec pour objectif de former les opérateurs des usines sur tous les métiers techniques, du moulage au montage des bateaux, au plus près des besoins des usines. Les formations sont animées par les huit formateurs permanents du centre, tous anciens opérateurs du groupe, avec une forte ancienneté, garants d'une transmission



optimale de la culture du groupe Bénéteau et des pratiques professionnelles. Tous les collaborateurs formés bénéficient d'un accompagnement en atelier, à l'issue de leur formation, par leur formateur afin de favoriser la mise en pratique des acquis obtenus pendant la formation.

Initialement centré sur les opérateurs de la division Bateaux, le spectre des formations s'est élargi depuis 2011. Ainsi, des formations spécifiques relatives à la sécurité sont également dispensées pour les collaborateurs de l'activité Habitat. La population formée s'est également étendue, et de plus en plus de formations adaptées sont effectuées pour les collaborateurs des bureaux d'étude, dessinateurs, techniciens ou ingénieurs lors de leur entrée dans le groupe. Depuis janvier 2015, les formations se sont également élargies aux intérimaires.

Un module « culture nautisme embarqué » a été développé l'an passé au sein du centre de formation. L'objectif de ce module est de mettre les opérateurs en situation de navigation, pour prendre en compte les dimensions sécurité, qualité et utilisation du bateau. La Fondation Bénéteau met à disposition du centre de formation, le Lady Valentine, un Océanis 46, à flot dans le port des Sables d'Olonne. Sur l'exercice 2015/2016, 387 salariés ont réalisé ce module d'une journée par groupe de 8 personnes.

Le centre de formation délivre également des habilitations, valables trois ans, sur les métiers à risque, tels que l'installation des circuits de gaz, le collage des hublots ou encore le collage des ponts. Le process d'habilitation repose sur une formation de 1 à 3 jours, suivie de l'acquisition d'une expérience en usine et validée par un audit réalisé par le formateur dans un délai maximal de deux mois. Depuis sa création, près de 805 habilitations ont été délivrées par le centre de formation.

CENTRE DE FORMATION
GROUPEBENETEAU

#### Le centre de formation en quelques chiffres

Sur l'exercice 2015/2016 : 2 172 personnes formées, dont 762 intérimaires 17 580 heures de formations dispensées

#### L'efficacité managériale

Les formations à destination des managers sont déployées grâce à deux outils spécifiques :



L'école du management opérationnel de production forme les superviseurs, les responsables d'atelier et les coordinateurs de l'ensemble des filiales sur quatre types de formation : la culture d'entreprise, le management, la qualité sécurité environnement et l'organisation-méthodes.

39 personnes ont été formées au cours de l'exercice.

Le groupe Bénéteau organise, en partenariat avec l'école de commerce de Nantes, 2 formations :

- **Bénéteau's Corporate MBA** est une formation habilitée Titre de niveau I " Manager-Directeur d'Unité Opérationnelle", dispensée en partie en anglais, pour développer et préparer les collaborateurs cadre « contributeurs reconnus » à de nouvelles missions ou fonctions dans le groupe et à être les premiers relais de la transformation positive du groupe.
- Visa Manager est une formation visant à préparer et développer les managers du groupe dans leurs missions managériales; à les rendre ambassadeurs, exemplaires et promoteurs du socle managérial attendu dans le groupe.

Visa managers





#### La sensibilisation à la sécurité

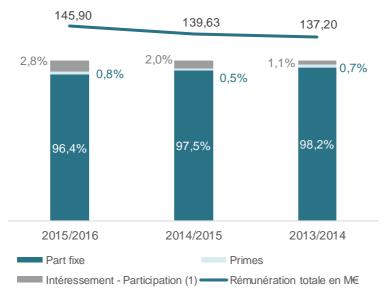
Cette année, 12 870 heures de formation, soit 23% des heures de formation totales, ont été consacrées à la santé et à la sécurité sur le périmètre France, dont 384 heures concernent les formations mises en place dans le cadre du plan d'action BSAFE.

Les différents outils de formation mis en place ces dernières années ont permis d'augmenter le nombre d'heures de formation par salarié de 11 à 12 sur l'exercice. Les coûts de formation ont représenté, pour l'exercice 2015/2016, 2,5% de la masse salariale.

## 1.5. <u>Favoriser le bien-être et la motivation au travail</u>

#### Rémunérations et avantages sociaux

#### Rémunérations – Périmètre France



#### (1) Montants provisionnés

La politique globale de rémunération du groupe Bénéteau vise à optimiser l'équilibre entre les différents éléments de rémunération. Elle est axée sur trois principes majeurs : la valeur de marché des postes en fonction d'un marché local référent, la performance individuelle et le niveau d'inflation.

Chaque activité dispose d'accords de classifications permettant une gestion transparente des métiers, compétences, et rémunérations par coefficients de conventions collectives. Afin d'assurer une meilleure homogénéité entre les différents sites du groupe, le groupe travaille sur l'harmonisation des classifications et des minima salariaux des opérateurs et ETAM au sein de la société SPBI. Un premier accord a été signé sur l'exercice pour les opérateurs. Un accord équivalent est en cours de négociation sur la population des techniciens et agents de maîtrise.

En complément du salaire fixe, les collaborateurs bénéficient d'un système d'intéressement et de participation, et, pour les collaborateurs de statut cadre, d'une part variable assise, selon les fonctions, sur les résultats de l'entreprise et leurs performances individuelles ou commerciales. Afin d'harmoniser les versements d'intéressement, et pour garantir une cohérence entre les salariés du groupe, un accord d'intéressement groupe et des accords d'intéressement intégrant des objectifs groupe ont été signés cette année dans la grande majorité des filiales.



#### Dialogue social

Le groupe est particulièrement attentif à conserver une relation d'échanges continus et constructifs avec ses partenaires sociaux. Les membres des Comités d'Entreprise ainsi que les Délégués du Personnel échangent tous les mois avec les Ressources Humaines. En complément de ces réunions, se tiennent également, au niveau du groupe, un comité central bateaux, couvrant l'activité Bateaux, et un comité groupe couvrant la totalité des activités qui s'est réuni 3 fois sur l'exercice. Ainsi, pour l'exercice 2015/2016, ce sont plus de 400 réunions formelles qui se sont tenues avec les partenaires sociaux.

Au-delà des obligations légales (Comités d'Entreprise, Délégués du Personnel, Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail), des réunions informelles portant notamment sur la sécurité et la préparation des accords sont organisées avec les partenaires sociaux.

22 accords collectifs ont été signés et déposés à la DIRECCTE pour l'exercice 2015/2016. La nature des accords signés reflète les préoccupations et les priorités du groupe en matière sociale. Ainsi, pour l'exercice 2015/2016, les accords ont notamment porté sur :

- L'amélioration des conditions de travail au travers de la signature d'accords sur le compte épargne temps, sur l'aménagement du temps de travail, et sur les congés pour événements familiaux.
- L'association du plus grand nombre aux résultats par la signature d'un accord intéressement groupe, d'accords d'intéressement des filiales, et d'accords relatifs au versement d'un supplément d'intéressement pour l'activité Habitat.

Aucun accord ne concerne la santé et la sécurité au travail cette année.

#### Communication interne

Afin d'associer pleinement l'ensemble des collaborateurs à la stratégie du groupe, la direction a poursuivi ses efforts de développement et de renforcement de la communication interne au sein du groupe. Cette volonté s'est traduite, cette année, par la création d'un poste dédié à la communication interne et par le déploiement d'un plan de communication axé sur :

- Une communication systématique auprès de tous les managers et salariés des informations concernant le groupe : communication financière, présentation des changements d'organisation, nominations internes, recrutements, chantiers de transformation et projets stratégiques.
- Le renouvellement des outils à disposition. A cet effet, un projet de refonte de l'intranet groupe (B-Web), actuellement en accès sur plus de 2 000 postes, est en cours avec une intégration des outils collaboratifs (réseau social d'entreprise). Le journal interne a été revu, et présente désormais l'intégralité des informations en provenance des différentes entités du groupe. La première version de ce nouveau journal interne, B-Com' a été publiée en juin 2016
- Une utilisation fréquente de la ligne managériale comme relais de l'information: maillon essentiel de dialogue et de communication, l'implication des managers dans la transmission des informations a été renforcée cette année, par le biais, notamment, de l'organisation de conférences téléphoniques entre la Direction Générale et les managers.
- Des réunions générales d'information. Le groupe organise des moments d'échange et d'information avec l'ensemble des salariés lors des rendez-vous annuels du personnel. Ces réunions prennent des formes différentes en fonction des filiales (réunions plénières du personnel, réunions des managers, séminaires, rencontres et réunions en usine). Ces différentes réunions sont pour les salariés et la direction des rendez-vous privilégiés qui favorisent le maintien d'un climat de confiance et de respect réciproque.





Le 2ème numéro de B Com' publié en septembre 2016.

#### 1.6. Egalité de traitement

#### Emploi et intégration des personnes handicapées

Périmètre France	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap	305,1	328,4	315,5
% de l'effectif moyen France	6,4%	7,0%	6,6%

Le groupe a poursuivi ses actions en faveur des personnes handicapées via des actions et investissements visant le maintien dans l'emploi des salariés concernés.

## Politique de lutte contre les discriminations

La politique générale en matière de Ressources Humaines s'appuie sur des outils de gestion transparents visant à garantir une équité optimale.

Le groupe prohibe toute discrimination tant à l'embauche que pendant l'exécution du contrat de travail. Il n'a fait l'objet d'aucune plainte à ce titre. Les processus de recrutement ont été établis dans le respect des règles éthiques et garantissent, par exemple, un accès à l'information et une obligation pour le groupe d'informer tout candidat de la suite donnée à son dossier.

## 1.7. <u>Promotion des valeurs fondamentales</u>

Le groupe respecte les principes fondamentaux du Droit du Travail et les réglementations en vigueur. Il s'engage notamment à lutter contre toute forme de discrimination. Le groupe veille à ce que les valeurs fondamentales soient respectées dans tous les pays où il opère.

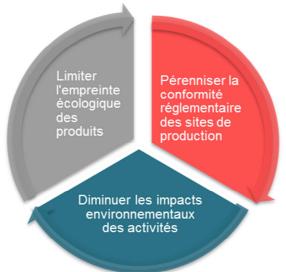
Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective sont inscrits dans la législation française. Les conventions collectives qui encadrent les activités du groupe garantissent une protection de l'ensemble des salariés du groupe.

Le groupe respecte les conventions internationales en vigueur relatives à l'élimination du travail forcé ou obligatoire et à l'abolition du travail des enfants.



## 2. Engagement environnemental

Conscient de l'impact environnemental de ses activités, le groupe Bénéteau a mis en œuvre une démarche environnementale qui repose sur trois engagements majeurs :



Les données environnementales présentées dans le rapport RSE portent sur :

- Le périmètre France qui intègre toutes les filiales françaises, consolidées par intégration globale, dont l'effectif moyen est supérieur à 20 personnes.
- Pour certains indicateurs environnementaux, le périmètre a été élargi à la Pologne l'an passé et aux Etats-Unis pour cet exercice.
- Seules les sociétés de production sont prises en compte.

Le périmètre de chaque indicateur est précisé en note méthodologique.

L'impact du changement de périmètre est mentionné pour chacun des indicateurs concernés.

## 2.1. <u>Pérenniser la conformité réglementaire des sites de production</u>

Le groupe est engagé dans une démarche de certification ISO 14001 de l'ensemble de ses sites de production depuis plusieurs années. Au 31 août 2016, 14 des 16 sites de production de l'activité Bateaux, en Europe, sont certifiés ISO 14001. Le renouvellement de la certification ISO 14001 est en cours pour 7 des 8 sites de l'activité Habitat.

Les démarches de certification se sont poursuivies cette année. La société SPBI a obtenu en octobre 2015 la certification ISO 50001 pour l'ensemble de ses sites (production et tertiaire).

19 des 23 sites français du groupe sont ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) et sont soumis à ce titre à une réglementation très stricte.

#### 2.2. Diminuer les impacts environnementaux des activités

Le groupe Bénéteau a identifié trois enjeux majeurs en termes d'impact environnemental de ses activités :

- La baisse de la consommation d'énergie et des émissions des gaz à effet de serre,
- La réduction des déchets générés et l'amélioration de leur traitement,
- La diminution des émissions de COV liées à l'utilisation de solvants, résine et gel coat.



### Organisation du management environnemental

Les actions menées pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions sont pilotées par des plans de management environnementaux. Ces plans sont définis par la direction et déployés au sein des usines. Des revues de direction sont effectuées annuellement afin de faire un bilan des actions et des indicateurs de l'année écoulée et de fixer les objectifs de l'année suivante.

Tous les sites de l'activité Bateaux, et la plupart des sites de l'activité Habitat, sont dotés d'un animateur, ou d'un relais, sécurité-environnement dont le rôle est de veiller au respect des réglementations locales et à l'application de la politique environnementale du groupe au sein des usines.

#### Sensibilisation et formation des salariés

Afin de sensibiliser les collaborateurs aux enjeux environnementaux et de les impliquer dans la démarche développement durable du groupe, chaque nouvel arrivant suit une formation au cours de laquelle sont rappelés les principes de tri des déchets et les actions à mettre en œuvre quotidiennement pour diminuer les consommations d'eau, d'électricité, de chauffage et de composants.

Des formations sont dispensées régulièrement pour sensibiliser les salariés aux problématiques environnementales. Les animateurs et les relais sécurité-environnement bénéficient de formations spécifiques qui visent notamment à leur rappeler leurs rôles et responsabilités en matière de protection et de respect de l'environnement.

Par ailleurs, des formations environnementales sont déployées pour l'intégralité des collaborateurs des sites certifiés ISO 14001 au moins une fois tous les trois ans, dans le cadre du renouvellement de la certification.

#### Prévention des risques environnementaux et des pollutions

Les principaux risques identifiés en matière d'atteinte à l'environnement portent sur les déversements et les incendies.

Tous les sites ont la capacité de circonscrire un éventuel accident de déversement, fuite ou eaux d'extinction en cas d'incendie, grâce aux équipements en place. Ces équipements sont notamment composés d'aires de dépotage étanches et de stockage sécurisées, d'obturateurs, de bassins de rétention et de kits d'intervention.

Ces équipements évoluent chaque année afin d'améliorer la prévention du risque de déversement. Sur les nouvelles constructions, qu'il s'agisse de nouveaux sites, ou d'agrandissement/modifications de sites existants, un système de rétention de la totalité des liquides inflammables est systématiquement installé. Cette année, des barrières de rétention ont été mises en place dans les locaux de stockage de matière des sites du Poiré et de Cholet. Sur le site de Bordeaux, des plaques adhésives pour boucher les trappes pluviales ont été installées dans le parking pour éviter le déversement des eaux de ruissellement. Sur le site d'Ostroda Yacht, en Pologne, un nouveau système de stockage du carburant, plus sécuritaire, a été mis en place.





Barrières antipollution mises en place sur les sites de Cholet et du Poiré

Les personnes manipulant des matières dangereuses sont formées à l'utilisation des kits de rétention et aux risques liés aux produits. Les plans ETARE (établissement répertorié) de tous les sites de SPBI ont été mis à jour cette année et ont été communiqués et validés par les services de secours locaux et départementaux.

Tous les sites bénéficient des organisations techniques et humaines nécessaires pour prévenir le risque de pollution accidentelle lié aux incendies. Ces dernières sont définies dans des plans d'urgence internes mis à jour régulièrement. L'intégralité des plans d'urgence interne des sites de l'activité Bateaux ont fait l'objet d'une évaluation. Cette année, tous les sites de l'activité Habitat ont été testés, avec mise en pratique réelle. Cet audit a donné lieu à la mise à jour des plans d'urgence interne (PUI) de l'activité Habitat.

Des exercices de simulation de déversement accidentel et d'évacuation incendie ont été pratiqués dans toutes les usines cette année dans l'Habitat et dans le Bateaux. Dans l'Habitat, des formations spécifiques ont également été dispensées dans le cadre de la mise à jour des PUI.

Des équipes spécifiques de première intervention sont formées à l'utilisation des moyens de secours (extincteurs, Robinet Incendie Armé) et s'entraînent régulièrement lors d'exercices. Certains sites disposent, en complément, d'équipiers de seconde intervention ESI habilités à intervenir sur des feux de plus grosse importance. Les sites sont tous équipés de détection incendie et, pour les plus sensibles, de sprinklers. Des audits sont réalisés régulièrement par les assureurs sur les sites.

Dans le Bateaux, la réalisation de ces actions s'inscrit dans une démarche, menée avec les assureurs, de labellisation « Risque Hautement Protégé ». Les sites de Cholet et du Poiré sont en cours de labellisation.

Le groupe n'a pas constitué de provision pour couvrir des risques environnementaux. Ces risques sont couverts dans le cadre de la *Garantie Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement du fait de l'exploitation des sites de l'assuré*. Aucun accident avec atteinte à l'environnement n'a eu lieu cette année.



#### Efficacité énergétique et émission des gaz à effet de serre

Consommation d'électricité KWh	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France	36 384 291	34 004 270	31 860 278
Pologne	2 866 140	2 703 989	
Etats-Unis	8 257 657		
Total RSE	47 508 088	36 708 259	31 860 278
Consommation de gaz naturel KWh PCS	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France	52 756 753	50 200 806	46 055 880
Pologne	4 500 470	4 158 973	
Etats-Unis	30 230 933		
Total RSE	87 488 156	54 359 779	46 055 880
Emissions de gaz à effet de serre t eq. CO2	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France	12 489	11 837	11 037
Pologne	3 071	2 902	
Etats-Unis	9 903		
Total RSE	25 463	14 739	11 037

L'électricité est utilisée pour le fonctionnement des usines de production et l'éclairage. Le gaz est utilisé pour le chauffage des bâtiments industriels et des principaux bâtiments administratifs.

La progression de la consommation d'énergie des sites sur l'exercice est liée à la progression de l'activité.

Des plans d'actions énergie visant à réduire les consommations d'énergie sont déployés sur tous les sites. Ces plans d'actions reposent sur :

- Un suivi centralisé des énergies permettant d'adapter le niveau d'utilisation des différentes énergies en fonction de l'activité, grâce à la mise en place de centrales de gestion (GTC). Des comptages énergétiques sont ajoutés et supervisés, via les GTC, à chaque ajout d'équipements ayant potentiellement un impact sur les consommations. 15 compteurs ont été mis en place sur l'exercice. Ces compteurs permettent un meilleur suivi opérationnel des consommations d'énergie.
- Des actions de détection des fuites, pilotées par un service central dédié, au moyen d'un suivi régulier des consommations et d'une vérification régulière des installations par la maintenance dans les ateliers. L'air comprimé représente en moyenne 10% des consommations. Par conséquent, une mesure de fuites d'air est réalisée 3 fois par an au minimum. Des actions correctives sont mises en place lorsque les taux de fuite sont



supérieurs à 10%. Pour cet exercice, le taux de fuite moyen observé sur la société SPBI s'établit à 8.6%.

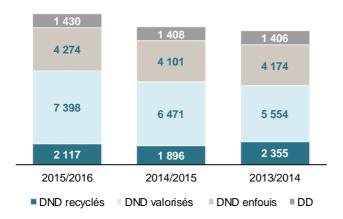
- La récupération de la chaleur issue de locaux de compresseurs, pour chauffer des ateliers en remplacement du chauffage gaz.
- La mise en place de compresseurs moins énergivores proposant un meilleur rendement, sur l'exercice, des compresseurs variables en fonction du besoin ont été installés sur les sites de Saint Gilles et de Dompierre afin d'éviter de mettre en marche les gros compresseurs sur les périodes de nuit.
- L'optimisation des ventilations ateliers, grâce, notamment, à la mise en place de variateurs de vitesse sur les machines tournantes. Cette année, l'intégralité des machines tournantes des sites de SPBI (>2 KW) ont été équipées de variateurs.
- La mise en place de dé-stratificateurs dans les ateliers prototypes pour garantir une meilleure homogénéité de la chaleur dans les ateliers et éviter les plus hautes températures sous plafond. 5 dé-stratificateurs ont été installés sur l'exercice.
- L'isolation thermique des bâtiments, cette année les toitures des sites d'U2, Challans et Saint Hilaire ont été remplacées par des toitures plus performantes. Des skydômes ont été installés pour augmenter la luminosité et diminuer ainsi la consommation d'électricité tout en favorisant le confort des salariés.
- La réduction de la consommation de carburants grâce à la rénovation du parc automobile et à l'instauration d'un système de réservation de véhicules et de covoiturage.
- L'installation de panneaux photovoltaïques sur les parkings de certains sites.
- Des actions de sensibilisation (chasse au « gaspillage »), grâce à une communication mensuelle sur les sites de production.

Tous les sites de la société SBPI ont été certifiés ISO 50001 en octobre 2015. Cette certification valide les démarches menées pour réduire la consommation d'énergie et améliorer la performance énergétique.

Dans l'Habitat, un diagnostic énergétique a été réalisé par un prestataire externe sur quatre sites. Suite à ce diagnostic, la mise en œuvre d'un plan d'action est en cours afin d'améliorer la consommation et favoriser la réduction des gaz à effet de serre.

#### Gestion des déchets

# Quantité de déchets industriels générés par type (en tonnes)





Périmètre France	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Taux de valorisation / recyclage	69,0%	67,1%	65,5%
des déchets non dangereux			

Le groupe vise à améliorer de manière constante le suivi et la collecte des déchets. Dans ce cadre, la plupart des sociétés du groupe ont changé de prestataire pour la gestion de leurs déchets cette année. Ce changement a été effectué dans le respect des pratiques environnementales du groupe et dans l'objectif de travailler avec un partenaire qui puisse accompagner le groupe et le faire progresser sur sa gestion des déchets.

Tous les sites du groupe procèdent au tri sélectif des déchets depuis plusieurs années, avec des filières de valorisation, notamment des déchets d'emballages et de bois. Le groupe reste également en veille permanente sur les nouvelles filières de valorisation.



Le groupe travaille également à réduire la volumétrie des déchets pour diminuer le nombre de rotations. Sept sites de l'activité Bateaux ont été équipés de compacteurs pour les déchets industriels banals.

Pour certains sites, les déchets enfouis sont revalorisés énergétiquement grâce à un traitement en centre d'enfouissement. Ainsi, selon les informations communiquées par notre prestataire, une tonne de déchets traités lui permet de produire 30 KWh d'électricité.

Ces différentes actions ont permis d'améliorer le taux de valorisation / recyclage des déchets non dangereux, qui est passé de 67,1% en 2014/2015 à 69,0% en 2015/2016.

Des actions sont mises en œuvre par le groupe pour augmenter le niveau de valorisation des déchets dangereux (régénération des déchets souillés d'acétone, DEEE et batteries, recyclage ou réutilisation des contenants après lavage). La plupart des déchets dangereux font l'objet d'une incinération avec valorisation énergétique par nos prestataires.

#### Emissions de COV

Rejets de COV des sites (en tonnes)	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France <sup>(1)</sup>	624	558	633
Pologne	243		
Etats-Unis	166		
Total RSE	1 033	558	633

(1) Données établies sur la base de l'année civile pour SPBI.

La progression de l'émission de COV de 12% sur le périmètre France est liée à la progression de l'activité.

Les émissions de composés organiques volatils (COV) sont liées à l'activité composite pour laquelle le groupe utilise de la résine, du gel coat, des enduits de collage et des solvants.



Afin de réduire ses émissions de COV, le groupe est en constante recherche de techniques et de produits moins émissifs. Il a ainsi porté ses efforts sur le développement de techniques d'injection et d'infusion moins émissives, notamment la polymérisation sous vide pour la fabrication de pièces en polyester. L'utilisation de produits, gel coat, résine, et enduit de collage, à faible teneur en styrène ou COV est privilégiée. En 2015, une nouvelle résine à faibles émissions de styrène a été utilisée sur le site de Belleville. Cette nouvelle résine sera déployée sur d'autres sites de production. Dans l'atelier bois moulé, les colles à solvant ont été remplacées par des colles à base aqueuse.

Les actions menées pour réduire les émissions de COV se concentrent également sur la diminution des consommations d'acétone. Le groupe privilégie l'utilisation de produits de substitution en remplacement de l'acétone (solvant de nettoyage tels que DIESTONE DLS, ou savons). Grâce à l'utilisation de ces produits, l'acétone n'est pratiquement plus utilisée dans les activités de montage des bateaux. Dans les ateliers de moulage, le groupe a réduit la quantité d'acétone utilisée pour le nettoyage des outils et a mis en place des machines de nettoyage pour le sol. Dans l'activité de réparation gel coat, des machines de nettoyage pour les pistolets ont été mises en place. En complément de ces actions, le groupe promeut la mise en place de bonnes pratiques pour diminuer la consommation, en sensibilisant le personnel sur la récupération et la réutilisation de l'acétone.

#### Utilisation durable des ressources

## Consommation d'eau

Consommation d'eau (m³)	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France (1) (2) (3)	80 541	79 296	57 443
Pologne	10 417	9 118	
Etats-Unis	15 902		
Total RSE	106 860	88 414	57 443

- (1) Données hors site de Cholet et hors CNB en 2013/2014.
- (2) Données établies sur la base de l'année civile pour SPBI.
- (3) Les données 2014/2015 publiées en n-1 pour la société CNB ont été modifiées.

L'eau est principalement consommée par l'activité Bateaux notamment pour le remplissage de ses bassins d'essai et pour la réalisation des tests d'étanchéité. L'eau utilisée provient du réseau public et de forages pour certains sites. Sur les sites le permettant, une surveillance régulière des consommations d'eau est effectuée afin de minimiser le risque de fuite.

Des actions ont été mises en place cette année sur les bassins d'essai afin de réduire la consommation d'eau. Sur certains sites de production, des systèmes de remplissage automatique ont été installés afin d'éviter un remplissage systématique des bassins d'essai avec l'eau du réseau public. Les utilisateurs des bassins d'essai ont été sensibilisés sur la mise en œuvre de techniques permettant de diminuer la pollution de l'eau des bassins lors de la réalisation des tests d'étanchéité afin d'augmenter la durée de réutilisation de l'eau.

Grâce à ces mesures, la consommation d'eau sur le périmètre de France, n'a progressé que de 2% sur l'exercice, malgré la progression de l'activité. En Pologne, l'augmentation de la consommation s'explique, d'une part, par la progression de l'activité et, d'autre part, par la création d'une nouvelle piscine.

Le groupe Bénéteau n'a pas identifié, à ce jour, de contraintes locales éventuelles en termes d'approvisionnement en eau.



# Consommation de matières premières

Les principales ressources utilisées par le groupe sont les produits parapétroliers et le bois.

Consommation de résine / gel coat (en tonnes)	2015/2016	2014/2015	2013/2014
France (1) (2)	7 056	6 037	5 809
Pologne (3)	2 203	1 864	
Etats-Unis	2 301		
Total RSE	11 560	7 901	5 809

- (1) Données établies sur la base de l'année civile pour SPBI.
- (2) Activité Bateaux uniquement.
- (3) Les données publiées en n-1 pour la Pologne ont été corrigées.

La progression de la consommation de résine et de gel coat de 17% sur le périmètre France est principalement liée à la progression de l'activité. Le groupe poursuit ses actions de mise en place de machines plus performantes permettant de maîtriser l'utilisation de ces produits lors de l'injection.

Périmètre France	2015/2016	2014/2015	2013/2014
Consommation de bois – En Tonnes	55 983	54 815	53 234
Quantité de bois rebuté / quantité de bois consommé	18,3%	14,7%	16,2%

Compte tenu de sa faible empreinte écologique, l'utilisation du bois est privilégiée dans la fabrication des logements, qu'il s'agisse de l'habitat résidentiel ou de l'habitat de loisirs.

Le bois utilisé provient majoritairement de forêts éco-gérées et possède par conséquent un label PEFC ou FSC.

Le groupe veille, par ailleurs, à maîtriser son utilisation du bois en optimisant les plans de débit et la gestion des fins de vie de produits afin de générer le moins de rebuts possible. La totalité des déchets de bois, hormis les sciures de certains sites, fait l'objet d'une revalorisation. La nouvelle gamme de produits, Coco Sweet, développée depuis le début de l'exercice précédent dans l'activité Habitat, est par ailleurs moins génératrice de déchets de bois. Dans l'activité Bateaux, suite au transfert de l'activité contreplaqué sur le site de Saint Hilaire, toutes les plaques d'une taille supérieure à 1,5 m sur 1,5 m sont réutilisées, représentant ainsi une économie matière très significative.

La progression de la quantité de bois rebuté sur la quantité de bois consommée s'explique notamment par la mise en place d'un nouvel ERP dans l'activité Habitat qui a rendu plus difficile l'optimisation de la gestion du bois consommé et par un nettoyage des parcs.

#### Adaptation aux conséquences du changement climatique

Le groupe est conscient des conséquences que pourraient engendrer des événements climatiques tels qu'une canicule, des inondations, des tempêtes ou des chutes de neige. Dans ce cadre, un plan canicule a été défini, en collaboration avec les services de Santé au travail.

Dans l'habitat de loisirs, des consignes ont été déployées sur certains sites pour le calage des mobilhomes en cas de vent fort. En cas d'alerte rouge (vent, inondation, neige ou autre), le personnel doit minimiser les interventions sur les parcs de stockages et les techniciens des SAV ne doivent pas intervenir sur les toitures voire sur certains campings, si nécessaire.

### Impact sur le milieu aquatique

Tous les sites du groupe disposent de séparateurs à hydrocarbure, régulièrement entretenus, qui permettent d'épurer les eaux avant rejet dans le milieu naturel. Dans ce cadre, des travaux de sécurisation de la pompe ont été menés sur le site de Beaucaire cette année.



La plupart des bassins d'essai des bateaux, activité la plus consommatrice en eau, ont été équipés de systèmes de filtration au sable permettant de conserver une eau de qualité et de réduire l'utilisation de produits chimiques de conservation de l'eau.

Les rejets aqueux font l'objet d'une surveillance par des mesures régulières.

Le taux de conformité des rejets industriels aqueux est en légère diminution par rapport à l'an passé et se situe à 95%, contre 96% l'an passé.

#### Nuisances sonores

Les limites de nuisances sonores sont fixées dans les arrêtés propres à chaque site. Dans ce cadre, le groupe réalise un suivi régulier de ses émissions sonores. Afin de réduire ces nuisances, les sites procèdent à des investissements spécifiques de capotage ou au déplacement de machines et installations bruyantes. Une attention particulière est également portée sur l'impact sonore des nouveaux équipements lors de leur achat.

#### Utilisation des sols

Un contrôle sur la pollution des sols est réalisé sur les sites lors de leur cession ou lors de la réalisation de travaux conséquents. Par ailleurs, pour l'ensemble des sites du groupe classés ICPE, l'impact des activités sur les sols est contrôlé et maîtrisé en vertu du statut d'installation classée.

#### Protection de la biodiversité

La protection de la biodiversité est prise en compte lors de la construction des nouveaux sites, dans le cadre du dossier ICPE.

Cette année, lors de la remise en service de la rampe de mise à l'eau sur le site de Bordeaux (B6), une étude d'impact sur la faune et la flore a ainsi été réalisée. Les conclusions de cette étude se sont révélées satisfaisantes.

Par ailleurs, la majorité du bois consommé est issue de forêts gérées durablement, pour lesquelles la protection de la biodiversité fait partie intégrante des critères de gestion.

#### Lutte contre le gaspillage alimentaire

Le groupe Bénéteau a recours à des prestataires externes pour la restauration sur ses sites de production. L'ensemble des prestataires est engagé dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Des actions de prévention et de sensibilisation sont réalisées par ces prestataires dans les restaurants du groupe.

### 2.3. <u>Limiter l'empreinte écologique des produits</u>

Les enjeux environnementaux sont intégrés tout au long de la conception et du développement des produits et services du groupe dans le cadre de l'approche ACV (Analyse du Cycle de Vie).

La consommation en ressources durables des produits fabriqués par le groupe est prise en compte dès leur conception. Le groupe veille ainsi à diminuer l'empreinte écologique de ses produits, grâce, notamment, à :

- L'utilisation de bois reconstitué en substitution des essences fines,
- Le choix des moteurs et l'optimisation des systèmes de propulsion en vue d'assurer performance et consommation réduite,
- Le choix réfléchi des équipements et accessoires permettant des économies d'eau et d'énergie (l'utilisation en standard pour les éclairages des ampoules à faible consommation d'énergie ou led, des équipements classe A ou A+, des solutions économes de type clef contacteur, minuteur pour éclairage extérieur),
- Le développement d'une option de mise en place de Gestions Techniques Centralisées (GTC) dans les mobil-homes,
- La réponse à des demandes de clients sur projets spécifiques (isolation sous forme de composants éco-produits).



Au sein de l'habitat de loisirs, la démarche d'éco-conception repose sur la définition d'un éco-profil intégrant plus de 100 critères pour chaque gamme de produit. Une notation, réalisée par un groupe multidisciplinaire, permet d'évaluer les améliorations de tous les millésimes en phase de conception. La démarche d'éco-conception repose sur le choix de matériaux respectueux de l'environnement, d'équipements économes en énergie et de solutions favorisant la déconstruction, en s'appuyant sur les axes suivants :

- Le confort de vie (accessibilité et habitat sain),
- La maintenance et le nettoyage aisé,
- L'intégration des habitats au sein de l'environnement paysagé,
- L'optimisation de la mise en place de la résidence mobile (réversibilité, déchets engendrés),
- La politique d'achat responsable des matériaux et composants,
- La diminution des impacts liés au transport en amont et en aval,
- L'optimisation environnementale en fin de vie.

Au sein de l'habitat résidentiel, la majorité des projets développés le sont sous des labels de type NF HABITAT qui intègre les critères de développement durable. Le principe de construction des logements repose sur le choix du bois comme matériau écologique (capteur de CO2, limitation des effets de serre lors de sa transformation, excellent isolant thermique, ressource renouvelable, recyclabilité et revalorisation énergétique).

L'activité Bateaux développe des équipements permettant de limiter les impacts des usagers sur les milieux. A ce titre, un système de gestion des eaux noires est proposé sur ces modèles et imposé pour tous navires évoluant en eaux fermées (lac).

Adhérent de la <u>Fédération des industries nautiques</u> (FIN) où il siège aux instances dirigeantes, le groupe Bénéteau participe de manière active aux travaux de mise en place de la filière de déconstruction des bateaux de plaisance hors d'usage (BPHU). Créée en 2009, cette filière a été initiée de manière volontaire en France par les acteurs de la construction nautique, dont le Groupe Bénéteau est l'acteur le plus important.

La filière est gérée par l'Association pour la Plaisance Eco-Responsable (APER). Association de loi 1901, son objectif est d'organiser et d'animer la mise en place de la filière française de déconstruction et de recyclage des BPHU et, par extension, des autres filières de déchets liés à l'ensemble des activités du nautisme.



# 3. Engagement sociétal

Le groupe Bénéteau est particulièrement attaché à des pratiques professionnelles responsables et durables au service de ses parties prenantes : fournisseurs, collaborateurs, concessionnaires, clients, et partenaires commerciaux. Il a la volonté d'agir en entreprise citoyenne dans les communautés au sein desquelles il évolue au travers de ses divers engagements.

#### 3.1. Etre un acteur présent sur son territoire

Tout en adoptant un profil de plus en plus international, le groupe Bénéteau continue à participer de manière active à l'animation socio-économique du territoire Vendéen, berceau du groupe familial créé en 1884 par Benjamin Bénéteau à Croix-de-Vie. Cette volonté de s'impliquer dans son territoire et d'intervenir comme un employeur de premier plan au niveau local est également présente au sein des filiales étrangères.

Cette présence s'articule autour de trois grands axes : l'emploi/formation, la valorisation des métiers du groupe et l'insertion des travailleurs handicapés.

Le groupe Bénéteau participe activement aux projets de développement du bassin local d'emploi, en partenariat avec les acteurs locaux, tels que l'Ecole de la 2<sup>ème</sup> chance, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDF), les missions locales, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi et les Maisons de l'Emploi. Ces projets reposent sur une découverte des métiers au moyen, notamment, de l'organisation de visites d'entreprises, et sur des actions de valorisation des savoirfaire locaux par la promotion du tourisme industriel.

Les sociétés françaises du groupe accueillent plus de 150 stagiaires chaque année, et certains collaborateurs participent aux jurys d'examen et au recrutement d'étudiants et de stagiaires pour les centres de formation. En Pologne, la société Ostroda Yacht a conclu un partenariat avec l'université de Dansk et a accueilli, à ce titre, une dizaine de stagiaires (bachelor de construction navale) cet été, dont deux ont choisi de continuer leurs études en alternance au sein d'Ostroda Yacht.



La société Rec Boat Holdings a organisé cet été un stage de construction de bateaux d'une durée de huit semaines, Boat Building School, en partenariat avec le centre de formation local.





La société CNB participe à la semaine nationale de l'industrie, afin de valoriser les métiers du nautisme au sein de l'industrie. A cette occasion, un rallye photo est organisé au sein des entreprises participantes pour faire découvrir les usines aux étudiants. La photo prise dans les locaux de CNB a remporté le 2ème prix cette année.

Le groupe est présent dans les réseaux de développement économique locaux. A ce titre, il adhère au réseau Entreprendre Vendée et autres associations d'entreprises, et deux directeurs d'usine participent à des groupements d'employeurs départementaux.

Le groupe souhaite contribuer à l'insertion des populations en difficulté en favorisant le recours aux ESAT et aux associations de travailleurs en situation de handicap. En Pologne, la société Ostroda Yacht fait appel, pour le gardiennage et le nettoyage, à des sociétés employant uniquement du personnel en situation de handicap.

### 3.2. Favoriser une politique d'achats durables

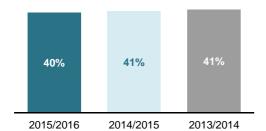
La politique Achats du groupe Bénéteau est fixée dans la charte Achats propre à chaque activité du groupe. Les principes directeurs de la politique Achats repris dans ces chartes sont communs aux deux activités du groupe. Ils reposent sur :

- La volonté d'instaurer une relation partenariale de long terme avec les fournisseurs,
- La sensibilisation des acheteurs à la responsabilité territoriale du groupe,
- La gestion des risques de dépendance réciproque,
- La prise en compte du risque fournisseur dans les critères d'attribution des marchés,
- L'intégration de la problématique environnementale dans la relation fournisseur.

Ces chartes sont déployées auprès des collaborateurs des directions des achats du groupe. Des actions de sensibilisation sont également mises en œuvre au sein du groupe pour inciter les acheteurs à pratiquer une politique d'achats durables. Ainsi, la formation sur les achats responsables organisée dans l'Habitat l'an passé a été dispensée à près de 90% des acheteurs de l'activité Bateaux en janvier 2016

Les acheteurs sont sensibilisés à la responsabilité territoriale du groupe et s'appuient sur un réseau local, connu de longue date, et auprès duquel le groupe bénéficie d'un fort capital confiance, permettant une maîtrise équilibrée de la relation fournisseur. Les approvisionnements auprès des fournisseurs locaux représentent plus de 40% des achats de production au cours des trois dernières années.

#### Part des dépenses avec les fournisseurs locaux - Périmètre France



Pour les achats évalués comme « sensibles », la sélection des fournisseurs est réalisée en suivant une matrice de préconisation. Les critères d'évaluation de la performance des fournisseurs définis dans cette matrice intègrent, notamment, l'existence d'une politique environnementale et de développement durable, la proximité du fournisseur et l'impact carbone lié au transport des pièces. Un planning d'audit qualité des fournisseurs est prévu pour chaque exercice. Celui-ci est établi en fonction de l'importance et de la criticité des fournisseurs. Ces audits permettent une meilleure connaissance des fournisseurs du groupe et une évaluation de leurs performances. Pour l'exercice 2015/2016, ils ont concerné 6 fournisseurs de l'activité Bateaux.

Les achats de production réalisés auprès des sous-traitants sont définis comme l'ensemble des prestations de service achetées pour se substituer au travail des usines. L'activité Bateaux a recours à la sous-traitance pour les métiers de l'ébénisterie et du composite. Pour l'activité Habitat, la sous-traitance concerne principalement les meubles, les faisceaux électriques ainsi que les châssis. Pour l'exercice 2015/2016, la sous-traitance a représenté l'équivalent de 21 ETP pour l'activité Bateaux et l'équivalent de 28 ETP pour l'activité Habitat. Cet équivalent ETP a été calculé sur la base de 8 heures de travail quotidien par opérateur pendant 207 jours par an. Les sous-traitants sont situés en France.

### 3.3. Promouvoir des pratiques professionnelles responsables et durables

Le groupe a, depuis toujours, privilégié une relation de partenariat avec ses parties prenantes en les impliquant dans sa stratégie de croissance, et en leur faisant partager ses valeurs et sa culture d'entreprise.

#### Avec les concessionnaires

Le groupe porte une grande attention à la qualité de la relation et à la santé économique de ses concessionnaires partenaires.

Chaque année, l'organisation de conventions internationales est l'occasion d'exposer stratégie commerciale, nouvelles gammes de produits, innovations et outils de communication. Ces conventions, moments de partage privilégiés, permettent au groupe Bénéteau d'accompagner les concessionnaires dans leur développement.



Convention dealers meeting marque Jeanneau qui a réuni plus de 400 personnes à Nantes le 6 juillet 2016

Le groupe propose à ses concessionnaires des formations techniques, dispensées dans les locaux du centre de formation du groupe avec une mise à disposition du matériel de formation du centre de formation, et animées par les équipes SAV et par certains fournisseurs. Chaque année, près de 150 collaborateurs techniciens de son réseau de concessionnaires sont ainsi formés par le groupe.



Les différentes marques de l'activité Bateaux disposent chacune d'une équipe SAV itinérante constituée de six à sept collaborateurs qui se déplacent chez les concessionnaires du monde entier pour les assister et les former.

Au-delà de l'accompagnement technique, le groupe soutient également financièrement son réseau de concessionnaires en leur proposant par l'intermédiaire de sa filiale-partenaire SGB Finance, société captive de financement, partenaire du groupe Bénéteau depuis plus de quinze ans, un financement de leur stock dans tous les pays dans lesquels SGB Finance est présent.

#### Avec les clients

Afin de faciliter l'accession à la propriété et faire ainsi partager au plus grand nombre le plaisir de naviguer, le groupe Bénéteau, à travers sa filiale-partenaire SGB Finance, permet à ses clients de bénéficier de solutions de financement sur mesure qui s'adaptent entièrement à leur situation personnelle (Crédit ou Location avec Option d'Achat) et d'assurances conçues spécifiquement pour le nautisme. Plus de la moitié des bateaux neufs vendus aujourd'hui par le groupe, en France, bénéficient d'un financement de SGB Finance. Initialement développé dans le domaine de la plaisance, le partenariat avec SGB Finance s'est élargi à l'habitat de loisirs, depuis cinq ans, en proposant des solutions de financement aux campings pour l'acquisition de mobil-homes. Ce partenariat a permis de développer un nouveau modèle économique pour le financement des produits de la gamme Coco Sweet lancée en septembre 2014. Basé sur de la location longue durée avec rachat par le groupe au bout de sept ans, ce nouveau modèle économique propose un financement adapté et avantageux.

Le groupe Bénéteau accompagne ses clients lors de la revente de leurs produits. EYB, filiale du groupe dédiée à l'occasion, facilite l'achat et la revente des bateaux grâce à une base de données unique en ligne. Le site d'EYB permet de réaliser des cotations en ligne et centralise les offres de bateaux d'occasion des concessionnaires européens Bénéteau, Jeanneau, Lagoon et CNB.

La marque Bénéteau et son réseau de concessionnaires ont mis en place un service de mesure de la satisfaction client dans le monde entier appelé My Beneteau Experience, dans lequel chaque nouveau client Bénéteau est questionné sur son niveau de satisfaction quant au service apporté par son concessionnaire Bénéteau, ainsi que sur son bateau. Sur l'enquête « Initial » adressée au client à la livraison de son bateau, le taux de retour est de 58% et le niveau de satisfaction de 90%. Sur l'enquête « Follow up » adressée au client un an après la livraison de son bateau, le taux de retour est de 28% et le niveau de satisfaction de 90% également.

Le groupe, à l'écoute de ses clients, s'est fixé comme objectif de répondre à leurs demandes dans un délai réduit. Pour l'exercice, plus de 80% des demandes des clients de l'activité Bateaux ont obtenu une réponse en moins de trois jours.

Le groupe est vigilant sur la qualité et la sécurité de ses produits. Lors du développement de nouveaux produits, les bureaux d'études s'attachent à apporter un maximum de confort thermique, phonique et ergonomique aux utilisateurs tout en assurant leur sécurité et leur santé. Les produits sont contrôlés avant leur mise sur le marché, afin de s'assurer qu'ils respectent les normes techniques et de sécurité. Des guides d'utilisation sont à la disposition des clients pour leur permettre un usage optimal des produits.

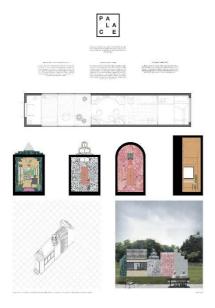


#### Avec la fondation Bénéteau

La promotion du savoir-faire, l'innovation constante et le respect de l'environnement sont autant d'engagements qui font partie de la culture du groupe Bénéteau depuis sa création.

Ces engagements se sont traduits par la création, en 2005, de la Fondation Bénéteau, à l'initiative du groupe Bénéteau et de ses filiales. La Fondation d'entreprise Bénéteau œuvre depuis plus de 10 ans avec trois axes prioritaires :

- Encourager et promouvoir la protection de l'environnement dans l'univers du nautisme, dans la construction et l'habitat par des projets innovants, des recherches ainsi que l'émergence de métiers contribuant à la création et à l'innovation dans ces secteurs,
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naval,
- Sensibiliser le grand public aux enjeux de la protection de l'environnement, notamment dans l'univers du nautisme.



Pour la 5ème année consécutive, la Fondation d'entreprise Bénéteau a organisé un concours ouvert à tous les étudiants inscrits dans une école française d'architecture, de design, d'art ou suivant un cursus universitaire en lien avec la problématique du concours. Le thème 2015 était l'habitat alternatif. Pour cette édition, la Fondation a reçu plus de 130 projets d'étudiants, parmi lesquels elle a sélectionné 3 concepts particulièrement créatifs et ingénieux. Les prix ont été remis en décembre 2015 dans le cadre du Nautic de Paris par Annette Roux, Présidente de la Fondation d'Entreprise. Le premier prix a été attribué au projet « Palace » (maquette ci-contre) qui présente un concept inédit de plusieurs espaces.

La Fondation est un partenaire historique de l'association Team Vendée. Créée en 2013, l'association forme des navigateurs et des préparateurs aux différents métiers de la voile sportive. Chaque membre de l'équipe reçoit un enseignement complet, dispensé par des intervenants professionnels, pour appréhender efficacement les situations rencontrées à terre, dans le cadre de la mise en place d'un projet et de la préparation à la navigation, et en mer, à l'occasion de courses exigeantes en termes de condition physique et de capacité stratégique.

#### Avec les associations



La marque Jeanneau soutient l'équipe nautique de la Croix Rouge Française à Paris. Le 13 septembre 2016, Jeanneau a fait don à la délégation Croix-Rouge française de Paris d'un Merry Fisher 695 réaménagé et spécialement équipé pour les interventions de son équipe nautique. La société Yamaha, partenaire de Jeanneau, s'est également engagée en offrant le moteur du bateau.

La marque Jeanneau soutient également, depuis plus de 10 ans, l'association Voiles Sans Frontières. Cette organisation de solidarité internationale intervient auprès des populations accessibles uniquement par voies maritimes dans deux domaines : le médico-sanitaire et l'éducatif.



Beneteau Sailing School, est une école de voile actuellement en test chez un concessionnaire. Elle propose aux clients des formations sur-mesure adaptées à la pratique de la croisière. Encadrées par des professionnels choisis pour leurs compétences techniques et pédagogiques, les formations délivrées au sein de chaque Bénéteau Sailing School respectent une charte et une méthodologie commune. Un bilan de compétences nautiques permet d'évaluer le niveau initial du participant, de valider son objectif et de mettre en place le programme sur-mesure le plus adapté.

En Pologne, la société Ostroda Yacht, sponsor du club de voile local, ouvre son usine, une fois par an, à ses salariés afin de leur permettre de construire ou de rénover les voiliers du club avant la saison de régates.



La société Rec Boat Holdings, aux Etats-Unis, a participé à la collecte de dons dans le cadre du programme United Way, programme communautaire qui a notamment pour actions le soutien des victimes de violence conjugale, et la collecte de denrées alimentaires. Les employés de Rec Boat Holdings ont apporté la plus forte contribution à ce programme.

#### 3.4. Garantir des pratiques loyales

Le groupe Bénéteau rejette toute forme de corruption. Il estime être peu exposé aux risques liés à la corruption dans la plupart de ses métiers, compte tenu de son activité et de ses zones d'implantation.

L'ensemble des dispositions légales spécifiques relatives à l'abus d'autorité en matière sexuelle et au harcèlement moral sont intégrées dans les règlements intérieurs de la majorité des filiales du groupe.



# 4. Note méthodologique du reporting social, environnemental, et sociétal

### 4.1. Référentiel d'indicateur

Le référentiel a été défini en s'appuyant sur les exigences réglementaires françaises établies par l'article 225 de la loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 », et de son décret d'application, le décret n°2012-557 du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale.

Les recommandations des lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI G4) ont également été prises en compte.

Le référentiel d'indicateurs publiés évolue régulièrement dans un objectif d'amélioration continue de la pertinence et de la fiabilité de l'information publiée. Cette année, les modifications ont concerné :

- La définition de l'effectif total au 31 août qui intègre désormais les expatriés et modifie les modalités de comptage des salariés multi employeurs afin de se rapprocher de la définition retenue pour le reporting RH Groupe,
- La mise en place d'une méthode de calcul du taux de turnover plus pertinente décrite dans le point 4.5 et prenant en compte les départs CDI hors retraites et décès.
- Le calcul du nombre d'heures de formation par salarié qui se base désormais sur un effectif moyen et non plus un effectif fin de période,
- La publication d'un nouvel indicateur social « Coûts de formation sur masse salariale ».

Une information est fournie en cas d'incidences significatives de ces évolutions sur la comparabilité des données RSE par rapport à celles publiées lors de l'exercice précédent.

### 4.2. Période de reporting

Les données collectées couvrent la période du 1er septembre 2015 au 31 août 2016.

Cependant, certains sites reportent les indicateurs relatifs aux consommations d'eau et aux émissions de COV sur la base de l'année civile (1er janvier au 31 décembre 2015) lorsqu'ils disposent uniquement de déclarations annuelles sur cette période. Ce choix s'explique par la volonté de corréler les informations communiquées dans ce rapport avec les informations des différentes déclarations réglementaires environnementales. Les indicateurs relatifs au nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap, les coûts de formation sur masse salariale ainsi que la consommation de résine / gel coat sont également reportés sur l'année civile pour certaines sociétés.

#### 4.3. Périmètre du reporting

Le périmètre du reporting, initialement limité aux sociétés françaises de plus de 50 salariés, a progressivement été élargi dans un objectif de couvrir, à terme, le périmètre financier du groupe et de se conformer aux exigences de la loi Grenelle 2 qui impose une concordance entre le périmètre RSE et le périmètre financier.

Pour cet exercice, l'évolution du périmètre a porté sur :

- La publication d'indicateurs complémentaires pour la société Ostroda Yacht, située en Pologne
  - o Nombre de recrutements CDI
  - o Nombre de recrutements CDD
  - Nombre et nature des départs Tous contrats
  - o Taux de turnover
  - o Rejets de COV des sites de production
- L'intégration des sociétés situées aux Etats-Unis dans le périmètre de certains indicateurs,



 L'extension du périmètre aux sociétés françaises de plus de 20 salariés. Cette extension concerne la société BH Services qui est désormais intégrée au périmètre de reporting pour l'ensemble des indicateurs qui la concernent (hors indicateurs non pertinents).

Les sociétés incluses dans le reporting RSE représentent 95% des effectifs totaux du groupe au 31 août 2016, contre 85% au 31 août 2015, en considérant la mise à jour du périmètre de reporting RSE.

Des indicateurs ont été identifiés comme non pertinents pour certaines des sociétés du périmètre et ne couvrent donc pas l'intégralité du périmètre. Il s'agit notamment :

- Des indicateurs sécurité, environnementaux et sociétaux qui ne portent que sur les sociétés exerçant une activité de production (l'indicateur sociétal étant lié aux achats de production et, par conséquent, à l'activité industrielle),
- De l'indicateur relatif au taux de conformité des rejets industriels aqueux : la société CNB ne réalisant pas de mesure du taux de conformité des rejets industriels aqueux, elle est exclue de l'indicateur.
- De l'indicateur relatif à la consommation de résine et de gel coat : seules les sociétés de l'activité
   Bateaux, sociétés consommatrices de résine et de gel coat, ont été prises en compte.

Par ailleurs, afin de garantir la pertinence et la fiabilité des données publiées, les sociétés étrangères ont été exclues du périmètre de certains indicateurs. Ce périmètre a vocation à être étendu progressivement au cours des prochains exercices afin de se rapprocher du périmètre de consolidation financière.

Le périmètre de chaque indicateur est précisé au paragraphe 5.

### 4.4. Procédure de reporting

Les procédures à mettre en œuvre pour la mesure et le reporting des indicateurs en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale du groupe Bénéteau sont formalisées dans un guide méthodologique.

Ce guide méthodologique a pour objectifs de :

- Préciser le rôle et les responsabilités des différents interlocuteurs,
- Présenter la liste des indicateurs quantitatifs et qualitatifs sélectionnés pour le reporting,
- Proposer des définitions précises de chaque indicateur quantitatif ainsi que les contrôles à mettre en œuvre par chaque contributeur de manière à garantir une cohérence et une homogénéité entre les données collectées auprès des différentes filiales,
- Présenter l'outil de collecte des données.

Les données sont saisies par les différents contributeurs dans des matrices de collecte thématiques (une matrice pour chaque volet thématique). Ces matrices permettent de collecter, de valider, et de consolider les données. Des contrôles automatiques ont été paramétrés dans ces outils afin de détecter d'éventuelles incohérences ou erreurs de saisie. Les responsables thématiques contrôlent également la cohérence des données collectées afin de garantir la fiabilité des données et leur conformité aux définitions communiquées dans le guide méthodologique.

# 4.5. <u>Précisions sur certains indicateurs</u>

#### Volet social

<u>Effectifs</u>: il s'agit des collaborateurs liés par un contrat de travail avec une des sociétés du périmètre, qu'ils soient à temps complet ou à temps partiel, rémunérés ou pas. Les effectifs pris en compte sont les effectifs inscrits au 31 août.

Les collaborateurs mis à la disposition d'une autre société et restant salariés d'une société du périmètre RSE (salariés détachés et expatriés), les contrats de professionnalisation et d'apprentissage, les VIE, les contrats d'alternance, les collaborateurs en congés maternité, paternité et parentaux, ainsi que les personnes en congés sabbatiques, en congés sans soldes, en congés



pour création d'entreprise, en absence longue durée, ou en arrêt maladie sont comptabilisés dans l'effectif. Les mandataires sociaux, les intérimaires, les salariés détachés par une autre entreprise, les retraités, les sous-traitants, ainsi que les stagiaires ne sont pas comptabilisés.

Recrutement : un recrutement correspond à toute conclusion d'un contrat de travail, qu'il soit d'une durée définie ou indéterminée, au cours de l'exercice considéré. Le passage de CDD à CDI, le passage de contrat de professionnalisation à CDI/CDD, le passage d'intérim à CDI/CDD, ainsi que le passage de stagiaire à CDI, sont considérés comme des recrutements en CDI. La succession de deux CDD conclus pour le même motif est comptée comme deux recrutements s'il y a interruption entre les deux contrats. Dans le cas contraire, un seul recrutement est comptabilisé. La succession de deux CDD pour des motifs différents est considérée comme deux recrutements. Les mobilités internes au périmètre RSE ne sont pas considérées comme des recrutements.

<u>Turnover</u>: le turnover des salariés permanents correspond aux départs des employés en CDI lors de l'exercice considéré, à l'initiative de l'employeur ou de l'employé, sur l'effectif moyen permanent de l'exercice. La définition a été modifiée pour l'exercice 2015/2016 avec retraitement des données publiées pour l'exercice 2014/2015.

Les motifs de départs pris en compte sont les suivants : démission, licenciement, ruptures conventionnelles, et ruptures de périodes d'essai.

<u>Effectif permanent</u>: l'effectif permanent se compose des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée. Il exclut donc les personnes employées par une société extérieure, les CDD, les contrats d'apprentissage ou contrats professionnels et les stagiaires.

<u>Absentéisme</u>: les heures d'absence recouvrent les absences pour maladie, maladie professionnelle, mi-temps thérapeutique, accidents du travail (y compris les heures d'arrêt du jour de l'accident), ainsi que les absences non payées (congés pour convenances personnelles et absences injustifiées). Les congés pour événements familiaux sont exclus.

Le nombre d'heures travaillées théoriques correspond au nombre d'heures théoriquement travaillées conformément aux contrats de travail hors congés payés, RTT et jours fériés.

Accidents du travail : les accidents survenus durant le temps du trajet domicile/travail ne sont pas comptabilisés. Les intérimaires, stagiaires, expatriés et prestataires sont exclus de ce calcul. Les accidents n'ayant entraîné un arrêt que le jour de l'accident ne sont pas pris en compte. Les rechutes liées à un premier accident du travail ne sont pas comptées comme un nouvel accident du travail. Les accidents du travail non reconnus par l'autorité administrative ne sont pas comptabilisés. Les accidents du travail contestés par l'employeur sont comptabilisés, sauf s'ils n'ont pas été reconnus par l'autorité administrative.

<u>Heures travaillées réelles</u>: les heures travaillées incluent toutes les heures de présence dans l'entreprise (y compris les heures de formation, les heures de représentation et les heures d'infirmerie), ainsi que les heures de formation à l'extérieur de l'entreprise. Le nombre d'heures théoriques par jour pour les collaborateurs travaillant au forfait jour a été défini par chaque société en fonction de la catégorie du collaborateur.

Nombre de jours d'arrêt de travail suite à un accident : tous les arrêts de travail sont pris en compte quelle que soit la durée de l'arrêt mais le jour de l'accident n'est pas compté sauf lorsque la date de déclaration de l'arrêt de travail coïncide avec la date de l'accident. Les jours d'arrêts engendrés au cours de l'exercice de reporting liés à des rechutes suite à un premier accident du travail sont comptés. Dans ce cas, le jour de la rechute est également compté. Les jours d'arrêts suite à un accident du travail non reconnu par l'autorité administrative ne sont pas comptabilisés. Les jours d'arrêt de travail suite à un accident du travail contesté par l'employeur sont comptés, sauf s'il n'a pas été reconnu par l'autorité administrative. Les jours d'arrêt sont comptabilisés sur la base des jours calendaires.

<u>Taux de fréquence</u> : le taux de fréquence est le nombre d'accidents de travail avec arrêt x 1 000 000 / nombre d'heures travaillées réelles.

<u>Taux de gravité</u> : le taux de gravité est le nombre de jours d'arrêts pour accident du travail x 1 000 / nombre d'heures travaillées réelles.



<u>Formation</u>: est considérée comme formation, toute intervention dispensée à un collaborateur de l'entreprise, qu'elle soit faite par un intervenant externe ou non, et qui fait l'objet d'une attestation de présence formalisée par une feuille de présence et un programme. Le nombre d'heures de formation par salarié est calculé sur la base de l'effectif moyen permanent.

Nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap : le périmètre est constitué des personnes reconnues en situation de handicap dans le cadre de la déclaration annuelle AGEFIPH. Le nombre d'unités de valeur est calculé sur le périmètre entreprise, intérim, et sous-traitance.

#### Volet environnemental

<u>Certification ISO 14001</u>: les sites ou filiales pris en compte sont ceux disposant d'un certificat ISO 14001 valable au 31 août de l'exercice. Pour un certificat multi-sites tous les sites sont comptabilisés comme certifiés.

Rejets de COV: Composés Organiques Volatils (COV): tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières. Les composés organiques contiennent au moins l'élément carbone et un ou plusieurs des éléments suivants: hydrogène, halogènes, oxygène, soufre, phosphore, silicium ou azote (à l'exception des oxydes de carbones et des carbonates et bicarbonates inorganiques). Ils sont émis, soit par combustion, soit par évaporation. Les émissions sont évaluées par calcul d'un bilan matière réalisé sur les quantités de produits contenant des COV. Les facteurs d'émission sont issus du Guide de Rédaction d'un Schéma de Maîtrise des Emissions de COV dans le Secteur des Composites publié en 2004 et rédigé en collaboration avec le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique), le GPIC (Groupement de la Plasturgie Industrielle et des Composites), la F.I.N. (Fédération des Industries Nautiques) et le SPMP (Syndicat des Producteurs de Matières Plastiques).

Déchets : la nomenclature retenue est la suivante :

- Déchets non dangereux recyclés : carton, PVC, papier, cuivre, plastique, ferraille, plâtre,
- Déchets non dangereux valorisés : déchets de bois, sciures de bois pour l'activité Bateaux,
- Déchets non dangereux enfouis : tout venant, déchets inertes,
- Déchets dangereux : colles, peintures, résines, piles, ampoules/néons, DAS, batteries.

Recyclage: retraitement de matériaux ou de substances contenus dans des déchets au moyen d'un procédé de production de telle sorte qu'ils donnent naissance ou sont incorporés à de nouveaux produits, matériaux ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas, notamment, la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible, les procédés comportant une combustion ou une utilisation comme source d'énergie, y compris l'énergie chimique, ou les opérations de remblayage.

Réutilisation : utilisation directe du déchet, sans effectuer de procédé pour le transformer, par exemple, la réutilisation d'une palette.

Valorisation: utilisation du déchet pour produire une source d'énergie ou pour remplacer un élément ou un matériau.

Enfouissement: mise en décharge ou stockage souterrain.

<u>Consommation d'eau</u> : quantité d'eau spécifiquement utilisée pour les besoins du site (à usage domestique ou industriel).

<u>Consommation d'énergie</u>: quantité totale d'électricité (en KWh) ou de gaz (en KWh PCS) achetée ou produite et consommée par les sites. En ce qui concerne la consommation de gaz, seul le gaz naturel est pris en compte. Les consommations de propane sont exclues du calcul.

Emissions de gaz à effet de serre : il s'agit des émissions liées à l'énergie. Les facteurs d'émission pour l'électricité sont 0,075 kgCO2e/KWh pour la France, 0,781 kgCO2e/KWh pour la Pologne et



0,522 kgCO2e/KWh pour les Etats-Unis (source : Base Carbone de l'ADEME, 2015). Pour le gaz, le facteur d'émission est de 0,185 kgCO2e/KWhPCS (source : Ministère du Développement Durable). Ces facteurs prennent en compte les émissions amont et combustions au niveau de la centrale.

<u>Consommation de bois</u> : la consommation de bois est mesurée à partir des quantités achetées au cours de l'exercice, les stocks étant généralement non significatifs à la clôture.

<u>Consommation de résine et de gel coat</u> : la consommation de résine et de gel coat est mesurée à partir des quantités consommées au cours de l'exercice.

#### Volet sociétal

<u>Fournisseurs locaux</u> : les fournisseurs locaux sont les fournisseurs situés dans les régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Aquitaine. L'adresse de référence est l'adresse de facturation.



# 5. Table de correspondance

# 5.1. <u>Indicateurs sociaux</u>

Grenelle II Article 225	Indicateurs	Rapport	Périmètre
<u>Emploi</u>			
Effectif total et répartition des salariés	Effectif total	1.1	France, Pologne, USA
	Répartition de l'effectif par type de contrats	1.1	France, Pologne, USA
	Répartition de l'effectif par statut	1.1	France
	Répartition de l'effectif par sexe	1.1	France
	Répartition de l'effectif par âge	1.1	France
	Répartition de l'effectif par zone géographique	1.1	France, Pologne, USA
Embauches et licenciements	Nombre de recrutements - CDI	1.2	France, Pologne, USA
	Nombre de recrutements - CDD	1.2	France, Pologne, USA
	Nombre de départs par nature - CDI et CDD	1.2	France, Pologne, USA
	Taux de turnover des effectifs permanents	1.2	France, Pologne, USA
Rémunérations et leur évolution	Répartition des charges de personnel	1.5	France
Organisation du travail			
Organisation du temps de travail	Effectifs temps plein et temps partiel	1.1	France
,	Nombre de personnes ayant occupé des emplois à horaires d'équipe ou de nuit pendant au moins	1.1	France
Absentéisme	30 jours sur l'exercice Taux d'absentéisme	1.1	France
Relations sociales			
Organisation du dialogue social		1.5	France
Bilan des accords collectifs	Nombre d'accords collectifs signés	1.5	France
Santé et sécurité (1)			
Conditions de santé et de sécurité au travail		1.3	France, Pologne, USA
Bilan des accords signés en matière de santé et de sécurité au travail	Nombre d'accords signés en matière de santé et de sécurité	1.5	France
Fréquence et gravité des accidents du	Taux de fréquence	1.3	France, Pologne, USA
travail	Taux de gravité	1.3	France, Pologne, USA
Maladies professionnelles	Nombre de jours d'absence pour maladies professionnelles	1.3	France
<u>Formation</u>			
Politiques mises en œuvre en matière de formation	Coûts de formation sur masse salariale	1.4	France
Nombre total d'heures de formation	Nombre d'heures de formation par salarié	1.4	France
Egalité de traitement			
Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes		1.1	France
Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	Nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap	1.6	France
Politique de lutte contre les discriminations		1.6	France
*	ondamentales de l'Organisation internationale d	du travail	
Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective		1.7	France, Pologne, USA
Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession		1.7	France, Pologne, USA
Elimination du travail forcé ou obligatoire		1.7	France, Pologne, USA
Abolition effective du travail des enfants		1.7	France, Pologne, USA



# 5.2. <u>Indicateurs environnementaux (1)</u>

Grenelle II Article 225	Indicateurs	Rapport	Périmètre
Politique générale en matière environne	mentale_		
Organisation de la société	Nombre de sites certifiés ISO 14001	2.1	France, Pologne, USA
Actions de formation et d'information menées en matière de protection de l'environnement		2.2	France, Pologne, USA
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions		2.2	France, Pologne, USA
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	Montant des provisions pour risques et charges environnementaux IFRS	2.2	France, Pologne, USA
Pollution	m 1 6 271 171 171		
Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets	Taux de conformité des rejets industriels aqueux	2.2	France hors CNB
•	Rejets de COV des sites de production	2.2	France, Pologne, USA
Prise en compte des nuisances sonores		2.2	France, Pologne, USA
Economie circulaire			
Prévention et gestion des déchets	Quantité de déchets industriels générés par type	2.2	France
Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire		2.2	France
Utilisation durable des ressources			
Consommation d'eau	Consommation d'eau	2.2	France, Pologne, USA
Consommation de matières premières	Consommation de bois	2.2	France
	Quantité de bois rebuté / quantité de bois acheté	2.2	France
	Consommation de résine et gel coat	2.2	France – Activité Bateaux, Pologne, USA
Consommation d'énergie	Consommation d'électricité	2.2	France, Pologne, USA
	Consommation de gaz	2.2	France, Pologne, USA
Utilisation des sols		2.2	France
Changement climatique			
Rejets de gaz à effet de serre	Emissions de CO2	2.2	France, Pologne, USA
Adaptation aux conséquences du changement climatique		2.2	France, Pologne, USA
Protection de la biodiversité			
Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité		2.2	France, Pologne, USA



# 5.3. <u>Indicateurs sociétaux</u>

Grenelle II Article 225	Indicateurs	Rapport	Périmètre
Impact territorial, économique et	social de l'activité de la société		
En matière d'emploi et de développement régional	Part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux (1)	3.2	France
Sur les populations riveraines ou locales		3.1	France, Pologne, USA
Relations entretenues avec les p	personnes ou les organisations intéressées par l'a	ctivité de la	société
Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations		3.3	France, Pologne, USA
Les actions de partenariat ou de mécénat		3.3	France, Pologne, USA
Sous-traitance et fournisseurs			
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux		3.2	France
Importance de la sous-traitance		3.2	France
Loyauté des pratiques			
Actions engagées pour prévenir la corruption		3.4	France, Pologne, USA
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs		3.3	France, Pologne, USA
Autres actions engagées en faveur de droits de l'Homme.	es	3.4	France, Pologne, USA

(1) Sociétés de production uniquement



#### **BENETEAU S.A.**

#### Principaux niveaux de résultat

BENETEAU S.A., holding de tête du groupe Bénéteau, a une activité non significative au regard de ses filiales industrielles.

Ses principaux niveaux de résultat sont les suivants :

<u>en M€</u>	2015/2016	2014/2015
Chiffre d'affaires	14,4	13,6
Résultat d'exploitation	(5,1)	(8,9)
Résultat financier	(2,0)	(4,8)
Résultat net	(1,7)	(6,9)

Au cours de l'exercice, Bénéteau S.A. a perçu 10 M€ de dividendes de CNB SA, BIO Habitat SAS, SPBI SA et SGB.

La situation nette bancaire globale de la société s'élève à (-)14,4 M€ au 31 août 2016 contre (-)53,2 M€ au 31 août 2015.

#### Solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

Les dettes fournisseurs de la société s'élèvent à 3 248 K€ au 31 août 2016 (dont factures non parvenues pour 1 718 K€)

Le solde (hors factures non parvenues) se décompose par date d'échéance comme suit :

- dettes échues : 1 010 K€
- échéances au plus tard au 30/09/2016 : 520 K€
- échéances au plus tard au 31/10/2016 : néant
- échéances au-delà : néant.

#### Autres éléments

A notre connaissance, à l'exception de BERI 21 S.A., une autre personne morale détient plus de 5 % du capital de Bénéteau S.A. Il s'agit du fonds Franklin Ressources Inc à hauteur 12,3543 %. Le Directoire précise que 509 435 actions, soit 0,615 % du capital, sont détenues par les salariés et anciens salariés dans le cadre du FCPE BENETEAU ACTION, en application de l'Article L.225-102 du Code de commerce.

Les dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I. s'élèvent, pour l'exercice, à la somme de 17 471€.

Aucune délégation pour augmentation de capital n'a été donnée sur l'exercice par l'assemblée générale.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux achats et ventes d'actions Bénéteau dans les conditions suivantes :

- des achats pour un total de 1 305 217 actions au cours moyen de 10,6567 €
- des ventes pour un total de 600 183 actions au cours moyen de 12,0938 €
- des attributions d'actions gratuites pour un total de 1 056 200 actions au cours moyen de 8,4952 €
- des frais de négociation : 74 K€.

Ainsi, au 31 août 2016, le solde des actions propres est de 1 156 742 actions au nominal de 0,10 €, représentant 1,40% du capital, soit 0,75% en actions propres et 0,65% en actions attribuées. La valeur au bilan s'élève à 10 477 milliers d'€ et la valeur au 31 août 2016, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2016, s'élève à 10 409 milliers d'€.

Les motifs des acquisitions entrent dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par l'Assemblée Générale du 29 janvier 2016.



#### Affectation du résultat

Le Directoire propose d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 août 2016 de BENETEAU S.A., d'un montant de (-) 1 706 206,39 €, augmenté de 92 304,18 € de « Report à nouveau positif » antérieur, de la manière suivante :

- Autres réserves : - 1 613 902,21 €

Ramenant ainsi le poste Autres réserves de 157 772 878,85 € à 156 158 976,64 €

Et de prélever 8 278 984,00 € sur les Autres réserves pour :

- Dividendes : - 8 278 984,00 €

Le poste Autres réserves sera ainsi porté de 156 158 976,64 € à 147 879 992,64 €.

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte Report à nouveau.

Le dividende proposé s'élève à 0,10 € pour chacune des 82 789 840 actions de 0,10 € nominal. Il sera versé le Vendredi 3 février 2017, après déduction des prélèvements sociaux.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nominal de l'action	0,10 €	0,10 €	0,10 €
Nombre d'actions	82.789.840	82.789.840	82.789.840
Dividende net	-	0,04 €	0,06 €



### RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES – BENETEAU S.A.

Montants en €	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 278 984	8 278 984	8 278 984	8 278 984	8 278 984
Nombre d'actions	82 789 840	82 789 840	82 789 840	82 789 840	82 789 840
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	13 100 214	13 077 022	12 678 398	13 562 132	14 359 635
Résultat avant impôts, participation et					
intéressement des salariés, amort. etprov.	3 705 942	1 174 982	(8 547 966)	(12 546 473)	(7 955 579)
Impôts sur les bénéfices	(7 998 693)	(3 827 854)	(3 483 946)	(5 561 452)	(5 447 177)
Participation et intéressement des salariés	0	0	0	7 638	42 387
Résultat net	7 876 978	(2 942 404)	(7 036 659)	(6 911 283)	(1 706 206)
Résultat distribué	0	0	3 311 594	4 967 390	8 278 984
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation et intéressement,					
mais avant amortissements et provisions	0,14	0,06	(0,06)	(0,08)	(0,03)
Résultat net	0,10	(0,04)	(0,08)	(0,08)	(0,02)
Dividende attribué à chaque action	0,00	0,00	0,04	0,06	0,10
Personnel					
Effectif moyen des salariés	24	23	23	24	27
Montant de la masse salariale	1 584 922	1 619 661	1 847 271	2 670 953	3 458 392
Montant des sommes versées					
au titre d'avantages sociaux	1 908 860	735 966	1 356 679	1 226 214	7 326 158

### Liste et rémunérations des Mandataires Sociaux

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité des rémunérations. Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction des résultats atteints.

Les membres du directoire et du conseil de surveillance ont obligation de conserver les actions attribuées pendant deux ans pour les plans antérieurs à 2016 et pendant un an depuis 2016 à compter de la date d'attribution définitive.

Il n'existe pas d'engagement d'indemnités de fin de contrat de travail pour les dirigeants.

Le groupe s'est engagé à se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP – MEDEF.



Director & Chairman

#### Liste des Mandataires Sociaux au 31-08-2016

**GASTINEL Hervé** Président du Directoire BENETEAU SA (cotée)

1er mandat : CS 27-07-2015

effet 26-08-2015 - échéance en 2017

SPBI SA Président du CA et Directeur Général

**CNB SA** Vice-Président du CA **BIO HABITAT SA** Président du CA **BH SASU** Administrateur SGB FINANCE SA Administrateur **FONDATION BENETEAU** Administrateur

**BGM AMERICA INC** Director BENETEAU AMERICA INC Director JEANNEAU AMERICA INC Director

**GBI HOLDING SRL** Administrateur MONTE CARLO YACHT SPA Administrateur BENETEAU GROUP ASIA PACIFIC Ltd Directeur Général

TREFLE SAS Président TREFLE II SAS Président

**CAUDRELIER BENETEAU SA** (cotée) Membre du Directoire

1er mandat : CS 29-04-2015 effet 4-06-2015 Christophe

échéance en 2017

**BENETEAU INC** 

**CNB SA** Administrateur SGB FINANCE SA Administrateur **BENETEAU INC** Director

**BGM AMERICA INC** Director & Chairman

BENETEAU AMERICA INC Director JEANNEAU AMERICA INC Director **GBI HOLDING SRL** Administrateur MONTE CARLO YACHT SPA Administrateur **BIO HABITAT ITALIA** Administrateur JEANNEAU ITALIA Administrateur

**DEMARIA Carla BENETEAU SA** (cotée) Membre du Directoire

> 1er mandat : 31-08-2011 dernier renouvellement: CS 8-01-2015,

> échéance en 2017

Directeur Général Délégué et SPBI SA administrateur

MONTE CARLO YACHT SPA Président

BENETEAU ITALIA SRL Président du CA BENETEAU AMERICA INC Director & Chairman

UCINA (Fédération du nautisme italien) Présidente



**CHAPELEAU Jean-**

Paul

BENETEAU SA (cotée)

1er mandat : 09-01-2014

dernier renouvellement : CS 8-01-2015,

échéance en 2017

SPBI SA Directeur Général Délégué et

administrateur

Membre du CS

Président du CS

Membre du Directoire

JEANNEAU AMERICA INC Director & Chairman

JEANNEAU ITALIA Président

OSTRODA YACHT Président du Supervisory Board

ROUX Annette BENETEAU SA (cotée)

1er mandat : 28-01-2005

dernier renouvellement: AG 30-01-2015,

échéance en 2018

BERI 21 SA Président du CS
SPBI SA Administrateur
BH SASU Administrateur
BIO HABITAT SA Administrateur
FONDATION BENETEAU Président
BERI 210 SARL Gérant

LYON-CAEN Yves BENETEAU SA (cotée)

1er mandat : 28-01-2005

dernier renouvellement : AG 30-01-2015,

échéance en 2018

BERI 21 SA Président du Directoire
SPBI SA Vice-Président du CA

CNB SA Administrateur
BIO HABITAT SA Administrateur
BH SASU Administrateur

HABITAT D'AVENIR SAS représente BH, membre du Comité de

Direction

FONDATION BENETEAU Administrateur
GBI HOLDING SRL Président du CA
BENETEAU ITALIA SRL Administrateur
BIO HABITAT ITALIA Administrateur

SCI ODYSSEY Gérant
BERI 210 SARL Gérant
BERI 75 SARL Gérant

UNIBAIL-RODAMCO SA (cotée) Administrateur
SUCRES et DENREES SA Membre du CS
FEDERATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES Président du CA

BENETEAU Yvon BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

1er mandat : 28-01-2005

dernier renouvellement : AG 31-01-2014,

échéance en 2017

BERI 21 SA Membre du Directoire

SPBI SA Administrateur
NOVY 6 SAS Président
FONDATION BENETEAU Administrateur



DUPE Luc BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

1er mandat : 28-01-2005

dernier renouvellement: AG 30-01-2015,

échéance en 2018

BERI 21 SA Membre du Directoire

SPBI SA Administrateur BIO HABITAT SA Administrateur

ELMA ASSOCIES SAS Directeur Général Délégué

DE LABRIFFE BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

Christian 1er mandat : 28-01-2005

dernier renouvellement : 29-01-2016, échéance

en 2019

PARC MONCEAU SARL Gérant

CHRISTIAN DIOR SA (cotée) Administrateur
CHRISTIAN DIOR COUTURE SA Administrateur

SAVEPAR SA (cotée) Président Directeur Général représente SALVEPAR SA,

administrateur

DRT SA représente SALVEPAR SA,

administrateur

TCA Partnership SAS Président

Fondation Nationale des Arts Graphiques et

**Plastiques** 

Administrateur

GOUDANT Jean- BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

**Pierre** 1er mandat : 07-11-2012

dernier renouvellement : 29-01-2016, échéance

en 2019

FEDERATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES Vice-Président et Trésorier EUROPEAN BOATING INDUSTRY Vice-Président et Trésorier

POURRE Catherine BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 dernier renouvellement : 29-01-2016, échéance

2019

NEOPOST SA (cotée) Membre du CA SEB SA (cotée) Membre du CA

CREDIT AGRICOLE SA (cotée) Censeur auprès du CA
CREDIT AGRICOLE CIB Censeur auprès du CA

Class 40 Membre du CA

BRIGNON Claude BENETEAU SA (cotée) Membre du CS

1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017

ROUX Louis-Claude BENETEAU SA (cotée) Vice-Président du CS

1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 dernier renouvellement : 29-01-2016, échéance

2019

BERI 21 SA Membre du Directoire

SPBI SA Administrateur CNB SA Administrateur

BIO HABITAT SA Vice-Président du CA

BH SASU Administrateur

BH SASU



BENETEAU Benjamin	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017	Membre du CS
	BERI 21 SA	Membre du CS
	SPBI SA	Administrateur
	CNB SA	Administrateur
	BIO HABITAT SA	Administrateur



# Rémunérations des Mandataires Sociaux

Rémunérations et options et actions attribuées à chaque dirigeant <u>mandataire social</u>

			31/08	/2016	31/08/	2015
Nom	Fonction		Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montant s versés
GASTINEL	Président du Directoire	Rémunération fixe	404 890	404 890	6 452	6 452
Hervé	Bénéteau SA	Rémunération variable	156 274	0	0	0
		Rémunération exceptionnelle	0		0	0
		jetons de présence	15 000	15 000	0	0
		Avantages en natures	6 267	6 267	0	0
		TOTAL	582 431	426 157	6 452	6 452
CALIBRELIER	Membre du			004.500		
CAUDRELIER	Directoire	Rémunération fixe	231 566	231 566	46 457	46 457
Christophe	Bénéteau SA	Rémunération variable	109 392	25 500	0	0
		Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
		jetons de présence	4 167	4 167	0	0
		Avantages en natures	2 838	2 838	0	0
		TOTAL	347 963	264 071	46 457	46 457
DE MARIA	Membre du Directoire	Rémunération fixe	300 000	300 000	300 000	300 000
Carla	Bénéteau SA	Rémunération variable	384 557	194 835	194 352	157 150
		Rémunération exceptionnelle	0	0		
		jetons de présence	7 000	7 000	5 500	5 500
		Avantages en natures	0	14 075	0	0
		TOTAL	691 557	515 910	499 852	462 650
	Membre du	<b>-</b> / / <b>-</b>				
CHAPELEAU	Directoire	Rémunération fixe	260 436	260 436	238 701	238 701
Jean Paul	Bénéteau SA	Rémunération variable	165 481	42 939	0	9 697
		Rémunération exceptionnelle	7 000	0	0	0
		jetons de présence	7 000	7 000	5 500	5 500
		Avantages en natures	3 894	3 894	3 894	3 894
		TOTAL	436 811	314 269	248 095	257 792
CATHELINAIS	Président du Directoire	Rémunération fixe	0	0	331 879	331 879
Bruno (*)	Bénéteau SA	Rémunération variable	0	0	117 800	73 920
		Rémunération exceptionnelle	0	0	695 974	165 208
		jetons de présence	0	0	27 500	27 500
		Avantages en natures	0	0	5 794	5 794
		TOTAL	0	0	1 178 947	604 301

<sup>(\*)</sup> fin du mandat au 31/08/2015



# Rémunérations et options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (suite)

			31/08	8/2016 31/08/2015		/2015
Nom	Fonction		Montan ts dus	Montan ts versés	Montan ts dus	Montan ts versés
	Membre du					
GUST	Directoire	Rémunération fixe	0	0	266 050	266 050
Dieter (**)	Bénéteau SA	Rémunération variable Rémunération	0	0	116 600	65 000
		exceptionnelle	0	0	0	0
		jetons de présence	0	0	11 000	11 000
		Avantages en natures	0	0	5 560	5 560
		TOTAL	0	0	399 210	347 610
	Membre du					
DUTHOIT Aymeric	Directoire	Rémunération fixe	0	0	166 786	166 786
(**)	Bénéteau SA	Rémunération variable Rémunération	0	0	5 300	0
		exceptionnelle	0	0	0	0
		jetons de présence	0	0	11 000	11 000
		Avantages en natures	0	0	2 520	2 520
		TOTAL	0	0	185 606	180 306

<sup>(\*\*)</sup> fin de mandat entre le 31 décembre 2015 et le 29 janvier 2017



# Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Nom	Fonction	Nature	31/08/2016	31/08/2015
GASTINEL Hervé	Président du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	582 431 0 278 500	6 452 0 0
CAUDRELIER Christophe	Membre du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	347 963 0 139 250	46 457 0 0
DE MARIA Carla	Membre du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	691 557 0 0	499 852 0 0
CHAPELEAU Jean Paul	Membre du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	436 811 0 0	248 095 0 0
CATHELINAIS Bruno (**)	Président du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	0 0 0	1 178 947 0 0
GUST Dieter	Membre du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	0 0 0	399 210 0 0
DUTHOIT Aymeric (***)	Membre du Directoire Beneteau SA	Rémunération due au titre de l'exercice Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	0 0 0	185 606 0 0

<sup>(\*)</sup> juste valeur des actions attribuées selon la méthode utilisée pour l'établissement des comptes consolidés (\*\*) fin du mandat au 31/08/2015 (\*\*\*) fin de mandat entre le 31 décembre 2015 et le 29 janvier 2017



# Jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux <u>non dirigeants</u>

			31/08/	2016	31/08	/2015
Nom	Fonction	Nature	Montants dus	Montant s versés	Montants dus	Montants versés
LYON CAEN Yves	Président du conseil de surveillance	Jetons de présence	41 000	41 000	46 800	46 800
		Autres rémunérations	301 929	335 665	356 858	326 642
ROUX Louis Claude	Vice-Président du Conseil de surveillance	latana da práganas	33 000	33 000	27 000	27 000
Claude	Surveillance	Jetons de présence				
	Membre du Conseil	Autres rémunérations	78 820	78 820	76 408	67 700
ROUX Annette	de surveillance	Jetons de présence	42 500	42 500	27 000	27 000
		Autres rémunérations	100 000	100 000	100 000	100 000
De LABRIFFE Christian	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	22 250	22 250	23 000	23 000
		Autres rémunérations	0	0	0	0
GOUDANT Jean Pierre	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	30 750	30 750	31 500	31 500
		Autres rémunérations	0	0	0	0
POURRE Catherine	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	21 250	21 250	22 000	22 000
		Autres rémunérations	0	0	0	0
BRIGNON Claude	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	33 750	33 750	34 500	34 500
		Autres rémunérations	0	0	0	0
BENETEAU Yvon	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	21 500	21 500	25 800	25 800
		Autres rémunérations	41 703	41 703	42 556	42 556
DUPE Luc	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	24 834	24 834	14 800	14 800
		Autres rémunérations	40 550	40 550	39 996	55 396
BENETEAU Benjamin	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	40 167	40 167	32 300	32 300
		Autres rémunérations	106 437	106 437	78 496	62 088



#### Opérations sur actions réalisées par les mandataires sociaux

#### 1. Options d'Achats d'Actions

#### Etat des options d'achats d'actions attribuées au 31-08-2016

				Options	Options	Options
	Nombre			exercées	exercées	non exercées
Date	d'actions	Date	Prix	avant	en	au
d'attribution	attribuées	échéance	d'exercice	2015-2016	2015-2016	31-08-2016
03-10-2001	450.000	03-10-2011	5,96	422.950	0	27.050*
13-02-2003	450.000	13-02-2013	6,456	381.610	0	68.390**
30-08-2006	72.500	30-08-2016	12,564	1.300	0	71.200***

<sup>\*</sup> les 27.050 actions non exercées à l'échéance du 3-10-2011, ont été reclassées

Options consenties au cours de l'exercice 2015-2016 aux mandataires sociaux

Néant

Options exercées au cours de l'exercice 2015-2016 par les mandataires sociaux

Néant

## 2. Attributions Gratuites d'Actions

# Etat des attributions gratuites d'actions attribuées au 31-08-2016

	Nombre	Valeur des
Date	d'actions	actions
<u>d'attribution</u>	attribuées	attribuées
<u>29-04-2014</u>	212.000	12,005 (cours de clôture du 29-04-2014)
28-04-2016	326.000	12,050 (cours de clôture du 28-04-2016)

# Attributions gratuites d'actions consenties au cours de l'exercice 2015-2016 aux mandataires sociaux

	Nombre	Valeur des
	d'actions	actions
Nom	attribuées	<u>attribuées</u>
Yves LYON-CAEN	50.000	12,050
Hervé GASTINEL	50.000	12,050
Christophe CAUDRELIER	25.000	12.050

#### Attributions gratuites d'actions attribuées définitivement au cours de l'exercice 2015-2016 aux mandataires sociaux

	Nombre	Valeur des	
	d'actions	actions	
Nom	attribuées	attribuées	
Jean-Paul CHAPELEAU	25,000	9.390	(cours d'ouverture du 10-05-2016)

<sup>\*\*</sup> les 68.390 actions non exercées à l'échéance du 13-02-2013, ont été reclassées

<sup>\*\*\*</sup> les 71.200 actions non exercées à l'échéance du 30-08-2016, ont été reclassées



# 3. Opérations réalisées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015-2016

Noms	Nature de l'opération	Date de réalisation	Nombre de titres	Montant
Hervé GASTINEL	Acquisition	01-02-2016	1.200	13.260 €
	Acquisition	02-02-2016	7.729	85.405 €
	Acquisition	08-02-2016	9.492	99.041 €
	Acquisition	09-02-2016	9.852	97.622 €
	Acquisition	03-05-2016	1.564	14.545 €
	Acquisition	04-05-2016	8.853	82.217 €
	Acquisition	13-06-2016	7.492	67.428 €
	Acquisition	14-06-2016	3.378	30.171 €
(étroitement liée)	Acquisition	20-06-2016	2.644	23.464 €
(étroitement liée)	Acquisition	20-06-2016	2.644	23.464 €
Yvon BENETEAU (étroitement liée)	Acquisition	09-11-2015	151.960	2.127.440 €
<del></del>	•			
Benjamin BENETEAU	Cession	09-11-2015	37.990	531.860 €
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Cession	11-04-2016	1.400	16.417 €



# **COMPTES CONSOLIDES**

# Compte de résultat consolidé au 31 août 2016

En milliers d'euros	Note	31.08.2016	31/08/2015
Chiffre d'affaires	Note 18	1 083 563	969 453
Variation des stocks de produits finis et en-cours		23 146	(4 275)
Autres produits de l'activité		1 016	1 377
Achats consommés		(561 914)	(481 627)
Charges de personnel	Note 19	(294 858)	(259 270)
Charges externes	Note 20	(119 714)	(107 322)
Impôts et taxes		(19 770)	(20 249)
Amortissements		(62 689)	(60 299)
Autres charges opérationnelles courantes	Note 21	(7 270)	(5 730)
Autres produits opérationnels courants	Note 21	2 129	2 329
Résultat opérationnel courant	Note 18	43 639	34 387
Autres produits et charges opérationnels	Note 22	(9 719)	(4 998)
Résultat opérationnel		33 920	29 389
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	Note 23	0	42
Coût de l'endettement financier brut	Note 23	(2 702)	(3 008)
Coût de l'endettement financier net	Note 23	(2 702)	(2 966)
Autres produits financiers	Note 23	638	1 981
Autres charges financières	Note 23	(3 349)	(16 719)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		3 231	4 414
Charge d'impôt sur les résultats	Note24	(6 582)	(2 884)
Résultat net de l'ensemble consolidé		25 156	13 215
Part des intérêts minoritaires		384	411
Résultat net (part du groupe)		24 772	12 804
En€			•
Résultat de base net par action	Note 25	0,30	0,15
Résultat net dilué par action	Note 25	0,30	0,15



# Etat du résultat global

en milliers d'e	uros	31/08/2016	31/08/2015
	Eléments qui ne seront pas retraités en résultat ultérieurem	ent	
	Ecarts actuariels	(5 705)	0
	Effet impôt	1 964	0
	Sous total	(3 741)	0
	Eléments qui seront retraités en résultat ultérieurement Ecart de conversion	(007)	450
	Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(927) (3 372)	450 2 530
Etat du	Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente  Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en	0	0
résultat global	capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0
J	Effet impôt	1 270	(1 005)
	Sous total	(3 029)	1 976
	Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(6 770)	1 976
	Résultat net de la période	25 156	13 215
	Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	18 386	15 191
	Dont quote-part attribuable aux propriétaires de la société mère	18 002	14 780
	Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	384	411



# Bilan consolidé au 31 août 2016

ACTIF – en milliers d'euros	Note	31/08/2016	31/08/2015
Ecarts d'acquisition	Note 5	79 452	79 332
Autres immobilisations incorporelles	Note 5	36 617	35 550
Immobilisations corporelles	Note 5	302 175	299 743
Participations dans les entreprises associées	Note 5	32 252	29 745
Actifs financiers non courants	Note 5	192	165
Actifs d'impôts différés	Note 24	7 281	5 711
Actifs non courants		457 969	450 246
Stocks et en-cours	Note 6	228 327	205 528
Clients et comptes rattachés	Note 7	88 537	132 752
Autres créances	Note 8	33 572	43 908
Actif d'impot courant	Note 8	27 874	17 672
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9	75 925	47 564
Actifs courants		454 235	447 424
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	Note 10	4 971	1 149
Total Actif		917 175	898 819



# Bilan consolidé au 31 août 2016 (suite)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF							
- en milliers d'euros	Note	31/08/2016	31/08/2015				
Capital		8 279	8 279				
Primes		27 850	27 850				
Autocontrôle	Note 11	(10 697)	(13 019)				
Réserves consolidées		481 013	483 092				
Résultat consolidé		24 772	12 803				
Capitaux propres (Part du Groupe	Note 11	531 217	519 005				
Intérêts minoritaires		1 039	916				
Total Capitaux propres	S	532 256	519 921				
Provisions	Note 12	10 507	2 527				
Engagements envers le personnel	Note 13	29 449	22 440				
Dettes financières	Note 14	42 280	52 247				
Passifs d'impôts différés		235					
Passifs non courants	S	82 471	77 214				
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	Note 14	20 176	46 322				
Fournisseurs et autres créditeurs	Note 15	106 794	102 037				
Autres dettes	Note 15	144 905	131 453				
Autres provisions	Note 12	25 841	21 467				
Dette d'impôts exigible	Note 15	240	0				
Passifs courants	S	297 956	301 279				
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	Note 10	4 493	405				
Total des capitaux propres et passif		917 175	898 819				



# Tableau de variation des capitaux propres

en milliers d'euros	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserv. Convers.	Résultat	Capitaux propres, Part du groupe	Int. Mino- ritaires	Total des capitaux propres
Situation nette au 31/08/2014	8 279	27 850	(12 918)	482 461	(10 732)	9 193	504 133	312	504 445
Résultat 2014 / 2015						12 804	12 804	411	13 215
Autres éléments du résultat global				1 525	450	12 00 1	1 976		1 976
Ç				1 525	450	12 804	14 780	411	15 191
Résultat global 2014 / 2015					450			411	
Affectation du résultat 2013 / 2014				9 193		(9 193)	0		0
Distribution de dividendes				(3 343)			(3 343)	(1)	(3 344)
Ecart de conversion					1 175		1 175		1 175
Variation de périmètre				(194)			(194)	194	0
Mouvements sur actions propres			(101)	(28)			(129)	0	(129)
Autres (1)				2 584			2 584	0	2 584
Situation nette au 31/08/2015	8 279	27 850	(13 019)	492 198	(9 107)	12 804	519 005	916	519 921
Résultat 2015 / 2016						24 772	24 772	384	25 156
Autres éléments du résultat global				(5 845)	(925)		(6 770)	(0)	(6 770)
Résultat global 2015 /2016				(5 845)	(925)	24 772	18 002	384	18 386
Affectation du résultat 2014 / 2015				12 804		(12 804)	0		0
Distribution de dividendes				(4 883)			(4 883)	(9)	(4 892)
Ecart de conversion					528		528		528
Variation de périmètre				(2)			(2)	(253)	(255)
Mouvements sur actions propres			2 322	(5 936)			(3 615)	0	(3 615)
Autres (1)				2 182			2 182	0	2 175
Situation nette au 31/08/2016	8 279	27 850	(10 697)	490 518	(9 504)	24 772	531 217	1 039	532 256

# (1) détail des autres variations - Norme IFRS 2

1 973 k€ (note 19)

- Autres

209 k€



# Tableau de trésorerie

	2015/2	2016	2014/2	015
en milliers d'€				
Opérations d'exploitation				
Résultat net de l'exercice		22 654		8 801
Résultat Net de l'ensemble consolidé	25 156	22 00 1	13 2 1 5	0 001
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence (retraitée des dividendes reçus)	(2 502)		(4 414)	
Élimin.des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation		85 154		64 687
Amortissements et provisions	83 256		62 054	
Plus ou moins-values de cession	61		304	
Impôts différés	1 837		2 329	
Marge brute d'autofinancement		107 808		73 488
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	ı	31 684		3 514
Stocks et encours	(25 889)		(8 792)	
Créances	40 505		(5 504)	
Impôt exigible	(9 755)		(12 118)	
Dettes	26 823		29 928	
Total 1 - Flux de trés.prov.de l'exploitation		139 492		77 002
Opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations		(71 110)		(69 120)
Cessions d'immobilisations		1 116		5 796
Créances - Dettes sur immobilisations		1 270		1 539
Incidence des variations de périmètre		(65)		0
Total 2 - Flux de trésorerie afférents aux opérations d'investissement		(68 789)		(61 785)
u investissement		(00 700)		(01700)
Opérations de financement				
Variation de capital		0		0
Autres flux liés aux opérations de financement		1		0
Actions propres		(3 614)		(129)
Dividendes versés aux actionnaires		(4 892)		(2 371)
Encaissements provenant de dettes financières		5 <b>4</b> 20		338
Remboursements de dettes financières		(11 109)		(2 100)
Total 3 - Flux de trésorerie afférents aux opérations de		,		
financement		(14 194)		(4 262)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)		56 509		10 955
Trésorerie à l'ouverture (1)		15 670		8 820
Trésorerie à la clôture (1)		72 056		15 670
Incidence des variations de cours des devises		(123)		(4 104)
Variation		56 509		10 955
variauUII		30 303		10 933
Dont Autres VMP		976		2 650
Disponibilités		74 949		44 914
Comptes bancaires créditeurs		(3 869)		(31 894)



#### Note 1- Informations relatives à l'entreprise

Cotée sur Euronext Paris, Bénéteau SA est une société anonyme de droit français.

Le groupe a deux activités principales :

- la conception, fabrication et commercialisation auprès d'un réseau international de concessionnaires, de bateaux à voile et à moteur, activité regroupée sous la dénomination du secteur « Bateaux ». Principal acteur mondial des industries nautiques, le Groupe Bénéteau propose, à travers les 10 marques de sa division Bateaux, plus de 200 modèles de bateaux de plaisance qui répondent à la diversité des usages et des projets de navigation de ses clients, au moteur ou à la voile, monocoque ou catamaran;
- la conception, fabrication et commercialisation de résidences mobiles de loisirs, et la fabrication et commercialisation de logements à ossature bois, activité regroupée sous la dénomination du secteur « Habitat ». Leader européen de l'habitat de loisirs, les 3 marques de la division Habitat du Groupe offrent ? une gamme complète de résidences mobiles et de résidences de plein air éco-conçues, répondant aux standards de qualité, confort et praticité. Cette division comprend également la conception et la fabrication de maisons à ossature bois destinées à l'habitat résidentiel.

Les autres activités du groupe sont considérées comme des éléments de réconciliation au niveau de l'information sectorielle donnée en note 18.

Les états financiers consolidés au 31 août 2016 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « Le groupe »).

Le Directoire du 8 novembre 2016 a arrêté les comptes annuels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 août 2016. Ces comptes seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

## Note 2 - Faits marquants de l'exercice

Deux évènements importants sont intervenus au cours de l'exercice, impactant le résultat opérationnel non courant (cf rapport de Gestion du Directoire, note IV – évènement post- clôture):

- Mise en sommeil de notre activité industrielle au Brésil
- Projet de reconversion de l'activité d'habitat résidentiel.

## Note 3 - Méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 31 août 2016 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Incidence des nouvelles normes, amendements de normes existantes

Parmi les nouvelles normes adoptées par l'UE, les normes sur les contrats de location (IFRS16) et sur la reconnaissance du revenu (IFRS15) sont celles qui sont le plus susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés.



Le groupe Bénéteau est en cours d'appréciation des conséquences comptables de ces nouveaux textes.

Par ailleurs, les nouvelles normes et amendements suivants, publiés par l'IASB mais non encore entrés en vigueur, ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Instruments financiers (IFRS9)
- Amendement à IAS 7 initiative concernant les informations à fournir sur les états des flux de trésorerie
- Amendement à IAS 12 Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes.

#### 3.1. Présentation des états financiers consolidés

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

Estimation		Nature de l'information communiquée
Note 3.5.1	Principales acquisitions, cessions et variations de périmètre	Le cas échéant, présentation des principales méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises et des hypothèses retenues dans le cadre des test de dépréciation annuels
Note 13	Avantages du personnel	Taux d'actualisation, d'inflation, de rendement des actifs du régime, taux de progression des salaires
Note 11.2 et 19	Rémunération en actions	Modèle, hypothèses sous-jacentes à la détermination des justes-valeurs
Note 12	Provisions	Hypothèses sous-jacentes à l'appréciation et à l'estimation des risques
Note 24.2	Impôt sur les sociétés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs et les modalités d'application de la législation fiscale



#### 3.2. Méthodes de consolidation

#### **Filiales**

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

#### Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de perte du contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

#### Intérêts dans des entreprises associées ou coentreprises:

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans des entreprises associées ou coentreprises.

Les entités associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle ou le contrôle conjoint. La coentreprise est un partenariat conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets du partenariat et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Ils sont comptabilisés initialement au coût qui inclut les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prennent fin.

## Méthodes appliquées au groupe

Au 31 août 2016, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Bénéteau SA. Les comptes de ces sociétés sont donc consolidés par intégration globale; seules les sociétés SGB Finance et Habitat d'Avenir sur laquelle le groupe exerce un contrôle conjoint, dont le pourcentage de contrôle est respectivement de 49% et 50% sont consolidées par mise en équivalence.

Les soldes bilanciels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence. Selon les dispositions d'IFRS10, le contrôle se détermine au regard de la capacité du Groupe à exercer le pouvoir sur les entités concernées de manière à influer sur les rendements variables auxquels il est exposé ou a droit en raison de ses liens avec elles.

Conformément à IFRS11, ce dernier classe ses intérêts dans des partenariats, soit en tant qu'activité conjointe soit en tant que co-entreprise en fonction de ses droits sur les actifs et ses obligations au titre des passifs, relatifs au partenariat. Lors de cette évaluation, le Groupe prend en compte la structure du partenariat, la forme juridique du véhicule distinct, les stipulations contractuelles et le cas échéant d'autres faits et circonstances. A l'examen de ces nouvelles dispositions, il apparaît que le Groupe ne dispose que de co-entreprises. En conséquence, ces dernières sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IFRS11

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

#### 3.3. Méthode de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis, pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture, et pour le compte de résultat au cours moyen de l'exercice. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuation significative.



Les écarts de change liés aux opérations réciproques d'exploitation sont classés en charges ou produits financiers selon le cas.

## 3.4 Valorisation des actifs incorporels

#### 3.4.1 Regroupement d'entreprise et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financiers et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes.

#### 3.4.2 Frais de recherche et développement

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles créées en interne sont comptabilisées à leur coût de revient.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée d'utilisation attendue par le groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur. Ainsi, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie sont valorisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont valorisées au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les principales catégories d'immobilisations incorporelles correspondent aux frais de développements.

Les coûts de développement, nets des crédits d'impôt recherche associés, sont inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant aux critères suivants sont réunies :

- Les projets sont clairement identifiés et les coûts s'y rapportant sont individualisés et évalués de façon fiable.
- La faisabilité technique des projets est démontrée. Il existe une intention et la capacité de terminer les projets et d'utiliser ou vendre les produits issus des projets. Il existe un marché potentiel pour la production issue de ces projets ou bien leur utilité en interne est démontrée.

Les ressources nécessaires pour mener les projets à leur terme sont disponibles.

Le groupe estime qu'il est en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus. Par conséquent, ses projets de développement engagés pour la réalisation des moules sont immobilisés, car ils font partie de projets individualisés et leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée.



## 3.5. Dépréciation des actifs non financiers

#### 3.5.1 Goodwill

La valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie incluant le goodwill est revu annuellement. Un test de dépréciation est réalisé au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

La principale valeur qui figure à l'actif concerne l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) <u>BIO Habitat</u>, incluse dans l'activité Habitat. L'UGT antérieurement constituée de IRM est à présent constituée de BIO Habitat, conséquence de la fusion opérée entre IRM, O'hara et Bio Habitat en juin 2015.

Le goodwill généré lors de l'acquisition de la société Rec Boat Holdings LLC, constaté pour 20,9 millions de dollars au 31 août 2014 a été ajusté et est définitivement évalué à 17,9 millions de dollars depuis le 31 août 2015.

Les valorisations sont réalisées sur la base d'une évaluation des cash flows, dont les hypothèses sont déterminées sur la base du business plan arrêté par le Directoire du groupe. Les performances intégrées dans le business plan tiennent compte des performances historiques.

Les valorisations, taux d'actualisation et résultat des tests de dépréciation sont résumés dans le tableau suivant :

en milliers d'euros	BIO Habitat		Rec Boat Holdings LLC		
	31/08/2016	31/08/2015	31/08/2016	31/08/2015	
Valeur brute du goodwill	63 335	63 335	16 117	15 997	
Valeur Nette comptable de l'UGT	122 000	116 000	45 331	43 355	
Valeur d'entreprise	138 000	140 000	49 334	51 571	
Taux d'actualisation	6,96%	6,84%	11,52%	11,74%	
- coût des fonds propres	8,35%	8,15%	14,13%	14,38%	
- coût net de la dette	2,13%	2,42%	3,69%	3,80%	
Taux de croissance à l'infini	1%	1%	3%	3%	
Taux d'actualisation conduisant à une dépréciation	7,84%	8,08%	12,32%	13,24%	
Baisse du taux de marge conduisant à dépréciation	-0,80%	-1,15%	-0,40%	-0,85%	

Compte tenu des éléments disponibles, nous n'avons pas identifié d'hypothèse clé jugée raisonnable qui puisse conduire à une dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

#### 3.5.2 Frais de développement

Les frais de développement qui se rattachent à la conception de moules sont amortis en linéaire sur une durée comprise entre 3 et 6 ans selon les caractéristiques du modèle.

Les coûts de développement liés à la mise en place d'un nouvel ERP pour l'ensemble du Groupe Bénéteau sont amortis sur 7 ans.



#### 3.5.3 Autres immobilisations incorporelles

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel suivant:

Concessions, brevets, licences
 Logiciels
 sur la durée de validité du dépôt entre 1 et 3 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Les marques, non amortissables, font l'objet de test de dépréciation au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

#### 3.6. Actifs corporels immobilisés

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

#### 3.7. Amortissement et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des évènements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- aménagements sur terrains	10 à 20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau & informatique	2 à 10 ans

## 3.8. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.



## 3.9. Actifs et passifs financiers (hors dérivés)

Les actifs et passifs financiers sont constitués des créances clients, autres créances, dettes fournisseurs, emprunts et dettes financières.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, celui-ci est évalué à sa juste valeur, majoré le cas échéant des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

Les actifs et passifs financiers classés dans les catégories « détenues à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat. Les variations de juste valeur sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en autres éléments du résultat global sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière. Une dépréciation doit être comptabilisée lorsqu'il y a une baisse de valeur significative ou durable.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Conformément à IFRS 7 révisée, les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur ont été classés en fonction des niveaux de juste valeur précisée par la norme :

- Niveau 1 : la juste valeur correspond à la valeur de marché des instruments cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables
- Niveau 3 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données non observables.

#### 3.10. Stocks et encours

Les stocks de matières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Le coût de production des produits finis et travaux en cours comprend, outre le coût direct, les charges indirectes strictement imputables à la production, excluant les coûts de recherche et de service aprèsvente. Les coûts indirects comprennent l'ensemble des frais généraux de production, des bureaux d'étude ainsi que les coûts d'assurance et dotations aux amortissements. Ces coûts sont ensuite alloués sur la base des heures de production.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation. Cette valeur nette probable de réalisation correspond au prix de vente attendu du stock considéré.

#### 3.11. Actifs destinés à la vente

Les actifs non courants ou les groupes d'actifs et passifs sont classés comme actifs détenus en vue de la vente, s'il est hautement probable qu'ils soient recouvrés principalement par le biais d'une vente ou d'une distribution plutôt que par l'utilisation continue.

Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs ou les composants du groupe destiné à être cédé sont évalués selon les autres principes comptables du groupe.



Ensuite, les actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs générés par des avantages du personnel, des immeubles de placement et des actifs biologiques qui continuent d'être évalués selon les autres principes comptables du groupe qui leur sont applicable.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs) comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat.

Au 31 août 2016, faisant suite au projet de mise en sommeil des filiales brésiliennes, les actifs et passifs de ces sociétés ont été classés en actifs et passifs destinés avec une incidence sur le résultat opérationnel non courant de (-) 4 766 milliers d'euros.

#### 3.12. Capital et réserves

Lorsque le groupe rachète ou vend ses propres actions, le montant payé ou encaissé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « Actions Propres ».

#### 3.13. Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont constitués exclusivement d'avantages postérieurs à l'emploi. Ils correspondent principalement aux médailles du travail et aux indemnités de départ à la retraite.

#### Indemnités de départ à la retraite

Le groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, méthode comparable à celle effectué pour les régimes à prestations définies, sur la base d'un taux d'actualisation de 1% au 31 août 2016 contre 2,3% l'exercice précédent.

La sensibilité des engagements à une hausse de 1 point du taux d'actualisation s'élève à 4 576 milliers d'euros au 31 août 2016.

Conformément à l'obligation détaillée par la norme IAS 19 révisée, le groupe Bénéteau comptabilise les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. A ce titre, au cours de l'exercice, le groupe a diminué le taux de charges sociales des cadres de 1,07 points pour le porter de 59,12% à 58,05% et a diminué le taux de charges sociales des non cadres de 1,10 points pour le porter de 47,39% à 46,29% en plus de la baisse de 1,3 points du taux d'actualisation.

## Médailles du travail

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence dans le groupe des salariés à la date du versement.

## 3.14. Paiements en actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black &Scholes sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire. La juste valeur des actions gratuites a été déterminée en utilisant le modèle MonteCarlo pour tenir compte des conditions de performances.



Les principales données retenues pour le calcul de la juste valeur sont :

- le cours de l'action à la date d'attribution
- la moyenne des 20 derniers cours de bourse
- le taux de dividende par action
- la volatilité du titre
- le taux sans risque
- la durée d'acquisition des droits
- le turnover

les conditions de performance : concernant les plans en vigueur au 31 aout 2016, lorsqu'elles s'appliquent, les conditions de performances portent sur l'évolution de l'action Bénéteau par rapport à l'indice SBF120 et sur l'évolution du pourcentage de marge opérationnelle au regard d'objectifs définis par le Conseil de Surveillance.

#### 3.15. Provisions

Les provisions sont comptabilisées si les conditions suivantes sont remplies : lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé ; s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Les principaux risques couverts sont des litiges commerciaux, garanties constructeur, litiges fiscaux, litiges prud'homaux.

## 3.16. Gestion des risques financiers

#### Risque de crédit client

Ce risque concerne les créances commerciales. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

#### **Bateaux**

La facturation intervient lors de la mise à disposition pour l'activité Bateaux (cf point 3.18).

Les clients règlent les sociétés dues, selon les conditions exposées au contrat de vente, comptant avant l'enlèvement sauf obtention d'un accord de financement ou obtention d'une garantie bancaire. Le risque d'impayé sur cette activité est donc limité.

#### Habitat

Les clients de l'activité « Habitat » essentiellement français bénéficient de délais de règlement. Le service crédit management réalise systématiquement une analyse financière préalablement à l'ouverture d'un compte client, permettant de fixer le niveau d'encours accepté.

Cette démarche s'accompagne systématiquement d'une demande de couverture d'assurance-crédit auprès de la Coface pour les commandes hors financement. La couverture de la Coface représente entre 30 et 50 % de l'en cours autorisé.

## Autre risque de crédit

Ce risque concerne essentiellement les actifs financiers. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque concerne principalement les placements que le groupe effectue en dépôt à terme ou certificats de dépôt auprès de cinq établissements bancaires de première qualité.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers.

Le groupe dispose d'une trésorerie qui évolue avec le cycle d'exploitation.

Le groupe peut être amené à recourir à des moyens de financement pendant la période d'hiver. Durant cet exercice, le groupe a sécurisé une ligne de crédit moyen terme renouvelable d'un montant de 150 millions d'euros sur une durée de 5 ans auprès d'un pool de banques partenaires. Le contrat



actuel intègre des clauses de remboursement anticipé dans le cas de non-respect de ratios financiers évalué en date de clôture (Dettes financières nettes consolidées / EBITDA supérieur à 3). Ces contraintes ont été respectées au 31 août 2016.

Par ailleurs, le groupe a souscrit un emprunt en dollars auprès d'un pool bancaire pour financer l'acquisition de la société Rec Boat Holdings LLC. Cet emprunt est composé de trois tranches dont seule la première est utilisée à ce jour. Ce contrat d'emprunt intègre des clauses de remboursement anticipé dans le cas de non-respect de ratios financiers évalué en date de clôture (Dettes financières nettes consolidées / EBITDA supérieure à 2,75). Ces contraintes ont été respectées au 31 août 2016.

#### Risque de marché

Ce risque correspond au risque que des variations du prix de marché affectent le résultat du groupe.

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe n'utilise que des contrats de change à terme qui portent sur le dollar, le zloty.

Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture sont les suivants :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier :
- efficacité attendue de la couverture, pouvant être mesurée de façon fiable et démontrée tout au long de la relation de couverture déterminée initialement

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Cette dernière est mise à jour à chaque clôture. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

## 3.17. Impôts

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à constatation d'impôt différé : la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable, et les différences temporelles liées à des participations dans des filiales ou à des co-entreprises dans la mesure ou il est probable qu'elles ne s'inversent pas dans un avenir prévisible. De plus l'impôt différé n'est pas comptabilisé en cas de différence temporelle imposable généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

Les impôts différés ont été déterminés sur la base d'un taux d'impôt de 34,43% au 31 août 2016 contre 38% au 31 août 2015.

#### 3.18. Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable. Ce montant est net des remises, rabais accordées aux clients et de certains coûts liés aux prestations commerciales.



Au sein de l'activité Bateaux, le groupe reconnait le chiffre d'affaires à la date de mise à disposition du bien. La mise à disposition correspond à la date à partir de laquelle le bateau peut être enlevé par le client, cette date faisant l'objet d'une confirmation du client.

A cette date, les risques et avantages les plus importants ont été transmis au client.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

## 3.19. Résultat par action

#### Résultat de base par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

## Résultat dilué par action

Ce résultat est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives, qui comprennent les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

#### 3.20. Information sectorielle

Le groupe dispose de deux secteurs à présenter comme décrits ci-après, correspondant aux unités opérationnelles stratégiques du groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont organisés et gérés séparément suivant la nature des produits et services rendus.

- le secteur « Bateaux » regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de bateaux auprès principalement d'une clientèle de concessionnaires ;
- le secteur « Habitat» regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de résidences mobiles de loisirs auprès d'une clientèle de camping et de tour operators, et l'activité de fabrication et de commercialisation de logements à ossature bois.

Les autres activités sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles de ce secteur. Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le groupe possède des actifs notamment en France, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, en Espagne, en Angleterre et au Brésil.



## Note 4 – Participations et périmètre de consolidation

Les entités consolidées au 31 août 2016 sont les suivantes :

Intégration Fiscale					
BENETEAU SA	Société mère				Х
	Siège	N° siren	% d'intérêts	Méthode	
Bénéteau Inc. Holding	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau America Inc	Marion – USA		100,00	IG	
BGM America Inc	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau Italia	Parme – Italie		95,00	IG	
Bénéteau Brasil Construçao de Embarcaçoes SA	Angra dos Reis (RJ) - Brésil		100,00	IG	
Bénéteau Brasil Promoçoes e Commercializacao de Embarcacoes Ltda	Angra dos Reis (RJ) - Brésil		100,00	IG	
SPBI (*)	Dompierre s/yon – France	491 372 702	100,00	IG	Х
Ostroda Yacht	Ostroda – Pologne		100,00	IG	
Jeanneau America Inc	Annapolis – USA		100,00	IG	
Beneteau Group Asia Pacific	Hong-Kong		100,00	IG	
Jeanneau Italia	Rome – Italie		100,00	IG	
Rec Boat Holdings LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
925 Frisble Street LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Wellcraft LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Glastron LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Four Winns LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Construction Navale Bordeaux	Bordeaux – France	342 012 390	100,00	IG	Х
GBI Holding	Torino – Italie		100,00	IG	
Monte Carlo Yacht	Torino – Italie		90,00	IG	
O'Hara Vacances	Givrand – France	449 625 920	100,00	IG	Х
Bio Habitat (**)	La Chaize le Vicomte - France	511 239 915	100,00	IG	Х
Bio Habitat Italia	Torino – Italia		100,00	IG	
вн	La Chaize le Vicomte - France	501 361 737	100,00	IG	Х
BH Services	La Chaize le Vicomte - France	518 504 170	100,00	IG	Х
SGB Finance	Marcq en Baroeul - France	422 518 746	49,00	ME	
Habitat d'avenir	Paris – France	513 180 877	50,00	ME	

IG : Intégration globale - ME : Mise en équivalence

<sup>(\*)</sup> SPBI se compose de trois établissements : Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau et BJ Technologie

<sup>(\*\*)</sup> Avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2014, Bio Habitat a absorbé par voie de fusion les sociétés O'Hara et IRM.



## Note 5 – Actif immobilisé

## • Variation de l'actif immobilisé en valeur brute

En milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/201 5	Acquisition	Cession, Mise hors service	Var. chang e	Autres (*)	Var. par transfert de poste à poste	Fin de période au 31/08/2016
Ecart d'acquisition	79 332	0	0	119	0	0	79 452
Frais d'établissement et Fonds commercial	15	0	0	0	0	(15)	0
Frais de développement	7 276	977	0	(13)	(0)	1 585	9 825
Concess.Brevets, Licences	24 200	103	0	157	0	0	24 461
Autres IMMO incorporelles	9 638	817	(136)	(7)	0	176	10 489
IMMO incorporelles en cours	8 588	1 596	0	(0)	(0)	(1 482)	8 701
Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Total IMMO incorporelles	49 717	3 493	(136)	137	(0)	264	53 475
Terrains (1)	58 161	764	(200)	(27)	(2)	358	59 053
Constructions et aménagements (2)	247 565	7 911	(2 026)	(110)	(2 908)	3 195	250 719
Matériel et installations techniques (3)	387 858	32 999	(17 819)	(268)	(2 527)	11 706	409 420
Autres IMMO corporelles	43 486	3 703	(1 572)	10	(288)	(1 185)	43 866
IMMO corporelles en cours	22 187	22 213	(218)	0	1	(17 745)	26 439
Avances et acomptes sur IMMO	220	373	(194)	(2)	0	(83)	315
Total IMMO corporelles	759 477	67 962	(22 028)	(396)	(5 724)	(3 754)	789 812
·							
Participation dans les entreprises associées	29 745	2 661	0	0	(0)	0	32 406
Participations	12	28	0	(0)	0	(1)	40
Autres titres immobilisés	22	0	0	0	(0)	(1)	21
Prêts	10	0	0	0	0	0	10
Autres IMMO financières	122	53	(32)	(0)	(22)	0	121
Total actifs financiers non courants	166	81	(32)	(0)	(21)	(2)	192
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	918 437	74 197	(22 196)	(140)	(5 745)	(3 491)	955 337
(1) Dont Terrain en crédit bail	173						173
(2) Dont Construction en crédit bail	2 193						2 193
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219						219

<sup>(\*)</sup> dont Transfert en Actif destiné à être cédé : 5 817 k€

Le goodwill au bilan correspond à celui généré lors de l'acquisition de IRM, au sein de l'activité Habitat et à celui généré lors de l'acquisition de Rec Boat Holdings LLC au cours de l'exercice. Les modalités de comptabilisation du goodwill et de mise en œuvre des tests de dépréciation figurent en note 3.5.1.



# Variation des amortissements et provisions

En milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/2015	Dotations de l'exercice	Diminution par cession ou reprise	Var. de change	Autres (*)	Var. par transfert de poste à poste	Fin de période au 31/08/2016
Ecart d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'établissement et Fonds commercial	(15)	0	0	0	0	15	0
Frais de développement	(3 541)	(1 377)	0	17	0	0	(4 901)
Concess.Brevets, Licences	(2 363)	(420)	0	(2)	(1)	0	(2 789)
Autres IMMO incorporelles	(8 250)	(1 060)	131	6	1	0	(9 169)
IMMO incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Total IMMO incorporelles	(14 168)	(2 857)	131	20	0	15	(16 858)
-					0		
Terrains (1)	(17 682)	(2 051)	156	0	(1)	0	(19 579)
Constructions et aménagements (2)	(120 636)	(11 923)	1 893	9	531	0	(129 594)
Matériel et installations techniques (3)	(290 417)	(41 502)	17 400	240	1 397	3 522	(307 964)
Autres IMMO corporelles	(30 933)	(4 515)	1 049	(13)	114	0	(34 184)
IMMO corporelles en cours	(3)	0	0	Ò	0	3	Ó
Avances et acomptes sur IMMO	0	0	0	0	0	0	0
Total IMMO corporelles	(459 671)	(59 990)	20 498	237	2 041	3 525	(491 320)
	•	•			0		•
Participation dans les entreprises associées	0	(154)	0	0	0	0	(154)
Post de attend	0	0	0	0	0	0	0
Participations Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0	0
Autres IMMO financières	0	0	0	0	0	0	0
Total actifs financiers non courants	0	0	0	0	0	0	0
					0		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	(473 839)	(63 001)	20 629	258	2 041	3 540	(508 332)
Actifs déstinés à être cédé	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	(473 839)	(63 001)	20 629	258	2 041	3 540	(508 332)
	, , , , , , ,	(/					( <del>-</del> )
(1) Dont Terrain en crédit bail							
(2) Dont Construction en crédit bail	1 942	49	0	0		0	1 991
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219	0	0	0		0	219

(\*) dont Transfert en Actif destiné à être cédé : 2 101 k€



## 5.1- Participation

Ce poste concerne des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif :

En milliers d'euros	Date de clôture	Juste valeur des titres	Chiffre d'affaires	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	Résultat de l'exercice
Mare TC FVG Scarl	31/12/2015	40	375	159	5
Total participations		40			

## **5.2 Partenariats**

Il s'agit de la participation à hauteur de :

- 49% dans SGB Finance, les 51% étant détenu par CGL (groupe Société Générale), SGB Finance a distribué un dividende de 5 € par action, soit 1 985 milliers d'euros dont 973 milliers d'euros pour le Groupe Bénéteau
- et de la participation à hauteur de 50% dans la co-entreprise Habitat d'avenir.

Informations concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence :

#### **SGB**

en milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Total actifs nets	654 912	618 607
Capitaux propres	65 701	60 253
Comptes et emprunts (1)	530 201	499 248
Produit net bancaire	17 712	17 454
Résultat net	7 247	8 831

<sup>(1)</sup> auprès de la Société Générale

## Habitat d'avenir

en milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Total actifs nets	454	578
Capitaux propres	18	143
Actif immobilisé	0	5
Chiffre d'affaires	12	241
Résultat net	(125)	172



## Note 6 - Stocks et encours

A la clôture de l'exercice, les stocks et encours se présentent ainsi :

En milliers d'euros	Brut 31/08/2016	Amort.&Prov.	Net 31/08/2016	Net 31/08/2015
-	31/00/2010		31/00/2010	31/00/2013
Matières premières et autres approvisionnements	66 943	(6 214)	60 729	57 184
En-cours de production	64 383	0	64 383	56 453
Produits intermédiaires et finis	106 289	(3 076)	103 214	91 891
Total	237 616	(9 290)	228 327	205 528

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

La provision pour dépréciation des stocks de matières premières a été déterminée selon une méthode statistique, essentiellement fondée sur le risque de non utilisation de ces pièces.

Une provision pour dépréciation des stocks de produits finis est constatée si le prix de vente est inférieur au prix de revient ce qui ramène la valeur du stock à la valeur de vente probable.

#### Note 7 – Clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable brute. La gestion du risque financier relatif aux créances clients et comptes rattachés est présentée en note 27.

En milliers d'euros	Brut	Amort.&Prov.	Net	Net
	31/08/2016		31/08/2016	31/08/2015
Clients et comptes rattachés	92 967	(4 431)	88 537	132 752
TOTAL	92 967	(4 431)	88 537	132 752

## Note 8 - Autres créances

En milliers d'euros	Notes	31/08/2016	31/08/2015
Avances et acomptes sur commandes		3 087	9 446
Créance sur instruments financiers	Note 16	(0)	2 670
Créances fiscales et sociales diverses		18 710	20 796
Créance d'impôt		27 874	17 672
Autres créances		5 253	5 908
Charges constatées d'avance		6 522	4 908
AUTRES CREANCES		61 446	61 648

Les autres créances sont principalement constituées de créances fiscales et sociales.



## Note 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	976	2 650
Disponibilités à l'actif	74 949	44 914
TRESORERIE et EQUIVALENT TRESORERIE	75 925	47 564

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie nette se décompose comme suit :

En milliers d'euros	Notes	31/08/2016	31/08/2015
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus		976	2 650
Disponibilités à l'actif		74 949	44 914
Concours bancaires et intérêts courus	Note 14	(3 869)	(31 894)
Dettes financières auprès des établissements de crédit	Note 14	(56 795)	(64 055)
Autres dettes financières diverses	Note 14	(1 792)	(2 621)
TRESORERIE NETTE		13 469	(51 006)

La variation de l'endettement financier net a été la suivante :

en milliers d'euros	31/08/2015	Variation	Variation de périmètre	variation de change	31/08/2016
			pormiouro	onango	
Trésorerie brute	47 564	28 547	(48)	(138)	75 925
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(31 894)	27 935	0	89	(3 869)
Trésorerie nette	15 670	56 483	(48)	(49)	72 056
Endettement financier brut	(66 676)	8 368	0	(279)	(58 587)
Endettement financier net	(51 006)	64 850	(48)	(327)	13 469



## Note 10 - Actifs et passifs destinés à la vente

Les actifs destinés à la vente au 31 août 2016 correspondent aux actifs et passifs des filiales brésiliennes du Groupe Bénéteau (Bénéteau Brasil Construçao de Embarcaçoes SA et Bénéteau Brasil Promoçoes e Commercializacao de Embarcacoes Ltda).

En effet, le Groupe a décidé de transférer l'activité commerciale du Brésil au sein de ses filiales américaines et de mettre en sommeil l'activité de production de bateaux de plaisance pour la marque Bénéteau sur le site d'Angra dos Reis. Les actifs et passifs correspondant s'élèvent respectivement à 4 971 milliers d'euros et 4 493 milliers d'euros détaillés par poste dans le tableau ci-dessous :

Actif Net destiné à la vente	478
Total Passif	4 493
Passifs courants	4 493
Autres provisions	734
Autres dettes	677
Fournisseurs et autres créditeurs	751
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	2 330
Total Actif	4 971
Actifs courants	4 937
Trésorerie et équivalents de trésorerie	852
Actif d'impot courant	0
Autres créances	367
Clients et comptes rattachés	1
Stocks et en-cours	3 717
Actifs non courants	34
Immobilisations nettes	34
En milliers d'euros	

## Note 11 - Capitaux propres

## 11.1. Capital social

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 82 789 840 actions de 0,10 €.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2015	1 507 908	13 019
Acquisitions	1 305 217	13 909
Attribution	(1 056 200)	(8 973)
Cessions	(600 183)	(7 259)
Actions au 31/08/2016	1 156 742	10 697



## 11.2. Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Il n'y a pas eu de mouvements sur les options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'options	Options d'achat
Options en début d'exercice	71 200
Options exercées durant l'exercice	-
Options échues non exercées	(71 200)
Options à la fin de l'exercice	0

Les options d'achats d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel (note 19) sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black &Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire.

Aucune condition de performance n'est attachée à l'exercice de ces options. La période d'exercice est de 6 ans à l'expiration du délai d'indisponibilité de 4 ans.

## 11.3. Plans d'attribution d'actions gratuites

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'actions	Actions gratuites
Actions en début d'exercice	1 426 700
Actions émises durant la période	0
Actions autorisées durant la période	326 000
Transfert d'actions	50 000
Actions abandonnées durant la période	(208 500)
Actions attribuées durant la période	(1 056 200)
Actions en fin de période	538 000

Parmi les actions gratuites restantes au 31 août 2016, 220 300 sont soumises à des conditions de performance.

## 11.4. Stratégie de gestion du capital

Composition du capital au 31 août 2016:

	31/0	31/08/2016		3/2015
	Actions	Actions Droits de vote		Droits de vote
BERI 21	45 002 027	89 983 516	45 002 027	89 983 516
Autocontrôle	1 156 742		1 507 908	
Public	36 631 071	38 623 803	36 279 905	38 624 426
Actionnariat salarié	0		0	
TOTAL	82 789 840	128 607 319	82 789 840	128 607 942



BERI 21 a droit de vote double, comme tout actionnaire au nominatif depuis au moins 2 ans.

- La SA BERI 21 détient 54,36% du capital et 69,97% des droits de vote
- 1,40% du capital est détenu en autocontrôle, sans droit de vote
- Le reste du capital est détenu par le public. Conformément aux statuts, tout actionnaire détenant plus de 2,5% du capital doit informer la société. Au 31 août 2016, trois actionnaires autres que BERI 21 détiennent plus de 2,5% du capital, dont le fonds Franklin Ressources Inc à 12,3543%.

Le Directoire précise que 509 435 actions, soit 0,615 % du capital, sont détenues par les salariés et anciens salariés dans le cadre du FCPE BENETEAU ACTION, en application de l'Article L.225-102 du Code de commerce.

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

## Politique de distribution des dividendes

La politique de distribution des dividendes du groupe consiste à rémunérer l'actionnaire sur la base des résultats de l'exercice passé, tout en préservant les capacités d'investissements du groupe par ses fonds propres.

#### Politique d'attribution d'options

La politique du groupe consiste en l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites dans la limite du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société. Ces attributions s'effectuent auprès des dirigeants et mandataires sociaux mais également auprès d'une plus large population des effectifs du groupe.

## Politique de gestion des actions propres

Tous les 18 mois au maximum, un nouveau programme de rachat d'actions propres est défini et est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Le programme en cours actuellement a été approuvé par l'Assemblée Générale du 29 janvier 2016.

Note 12 - Provisions

En milliers d'euros	31/08/2015	Dot.	Reprise prov. utilisées	Reprise prov.non utilisées	Autres (*)	31/08/2016
Provisions non courantes	2 527	9 579	(1 047)	(926)	372	10 507
Provisions pour garanties	20 632	11 514	(6 347)	(159)	(109)	25 531
Autres provisions courantes	639	92	(59)	0	(361)	311
Provisions pour risque de change	196	0	(196)	0	0	0
Total provisions	23 993	21 185	(7 649)	(1 085)	(98)	36 348

<sup>(\*)</sup> dont virement au poste de passif destiné à la vente pour 95 milliers d'euros

Les provisions ont été revues au 31 août 2016 en fonction des éléments à disposition à la date de l'arrêté comptable. Les reprises sans objet correspondent essentiellement à la mise à jour de risques techniques en fonction des données historiques réelles.

Les provisions non courantes sont essentiellement constituées des provisions pour litiges et procès en cours.

Les provisions pour garanties couvrent les coûts intervenant durant la période de garantie des produits commercialisés par le groupe. Elles sont calculées sur la base d'une approche statistique permettant de déterminer un ratio de coûts de garantie par rapport au chiffre d'affaires. Ce ratio est calculé sur la base des données historiques observées. La provision statistique peut être complétée dans certaines circonstances par des provisions sérielles.



Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité des sociétés du groupe.

## Note 13 – Avantages au personnel

Il existe quatre régimes de retraite différents au sein du groupe selon le pays d'appartenance des filiales : Pologne, Etats-Unis, Italie et France. Ce sont tous des régimes à contribution définie.

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Médailles du travail	1 984	1 627
Indemnités de départ à la retraite	27 465	20 813
Total	29 449	22 440
Indemnités de départ en retraite		
En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Actifs financiers de couverture		
Valeur en début d'exercice	5 910	5 345
Rendement	52	565
Versements complémentaires		
Prestations payées		
Valeur fin d'exercice	5 962	5 910
Provisions renseignées au bilan	22.427	26.722
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par des actifs financiers (dette actuarielle)	33 427	26 723
Valeur des actifs financiers	(5 962)	(5 910)
Valeur actuarielle des engagements non couverts		
Gains et pertes actuariels non reconnus		
Provisions au bilan	27 465	20 813
O		
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services rendus	1 111	3 000
Charges d'intérêts sur la dette actuarielle	214	1 301
Rendement attendu des actifs	(52)	(565)
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat		
Charge de l'exercice	1 273	3 736
Variation des provisions au bilan		
Début d'exercice	20 813	20 590
Variation de périmètre		
Décaissements	(210)	(3 648)
Charge de l'exercice	1 273	3 736
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	5 589	135
Provision à la cloture	27 465	20 813



Indemnités de départ en retraite (suite)						
En milliers d'euros		31/08/2016	31/08/2015			
Principales hypothèse	es actuarielles					
Taux d'actualisation		1,0%	2,3%			
Taux d'augmentation m	noyen des salaires (avec inflation)	2%	2%			
Age départ en retraite	Cadre né avant 1952	60 ans	60 ans			
	Cadre né après 1952	65 ans	65 ans			
	Non cadre né avant 1952	60 ans	60 ans			
	Non cadre né après 1952	65 ans	65 ans			

Une variation de 1 point du taux actuariel aurait une incidence de (-) 4 576 milliers d'euros sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

## Médailles du travail

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Début d'exercice	1 627	1 609
Variation de périmètre	(-)	(-)
Décaissements	(72)	(74)
Charge de l'exercice	314	92
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	115	
Provision à la clôture	1 984	1 627

Le calcul de la provision pour médailles du travail est effectué par un actuaire selon les mêmes critères que la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le taux actuariel retenu s'élève à 1% au 31 août 2016 contre 2,3% au 31 août 2015.

## Note 14 - Dettes financières

La présente note fournit des informations sur les dettes financières du groupe. L'exposition du groupe au risque de taux d'intérêt, risque de change et de liquidité sont présentées en note 27.

En milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Concours bancaires créditeurs	3 869	31 894
Emprunt en crédit-bail	0	0
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	14 517	12 524
Emprunts et dettes financières diverses	1 790	1 904
Dettes financières à court terme	16 307	14 428
Emprunt en crédit-bail	0	0
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	42 280	51 531
Emprunts et dettes financières diverses	(0)	716
Dettes financières à long terme	42 280	52 247
Dettes Financières	62 456	98 569



Les termes et conditions des emprunts auprès des établissements de crédit en cours sont les suivants :

					31/08/2016	6
En milliers d'euros	devise	taux d'intérêt nominal	Année d'échéance	Valeur nominale	Valeur comptab le à court terme	Valeur comptable à long terme
		Libor US + 1,425% en				
Prêt bancaire garanti	USD	moyenne	2021	40 080	8 121	31 960
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor +0,8%	2025	3 205	377	2 828
Prêt bancaire garanti	EUR	35% de l'Euribor 6 mois	2021	7 700	1 540	6 160
Ligne de tirage court terme	EUR	Euribor 3 mois +0,85%	2016	4 400	4 400	

## Note 15 – Autres dettes et créditeurs

En milliers d'euros		31/08/2016	31/08/2015
Dettes fournisseurs d'exploitation	106 794	102 037	
Avances et acomptes reçus sur commandes  Dettes fiscales et sociales		32 330 80 686	25 533 71 719
Autres dettes d'exploitation	21 279	25 122	
Dettes sur instruments financiers No	ote 16	292	0
Dettes sur immobilisations		9 102	8 022
Produits constatés d'avance		1 216	1 057
Autres dettes		144 905	131 453
Dette d'impôt exigible		240	(0)

## Note 16 - Instruments financiers

Pour les instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition de la comptabilité de couverture, les pertes et gains représentatifs de la variation de valeur de marché à la date de clôture sont enregistrés en résultat, dans la ligne « autres charges financières ».

Au 31 août 2016, le portefeuille d'instruments financiers est le suivant :

Nature	Volume en milliers de devises	Date d'échéance	Juste Valeur (en k€)	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur le résultat (en k€)	Impact brut sur les réserves (en k€)
VAT\$	130 427	Entre octobre 2016 et mai 2017	(368)	Oui	(177)	(191)
AAT PLN	182 839	entre sept 2016 et août 2017	(84)	Oui	45	(128)

Au 31 août 2016, le groupe ne dispose que de ventes à terme \$ pour un taux moyen de 1,1164 €/\$ et d'achats à terme € pour un taux moyen de 4,3989 PLN€.



## Note 17 - Engagements

	31/08/2016					
	réciproques		donnés		reçus	
Cautions	0		4 488		4 105	
Garanties	121 485	(1)	42 356	(2)	2 778	
Garanties entreprises liées	29 933	(1)	11 336	(3)	9 712	(3)
Total Groupe	151 418		58 180		16 595	

- 1- Pour 151 418 milliers d'euros : engagements liés aux contrats de financement des produits.
- 2- Pour 41 786 milliers d'euros : garanties bancaires, Pour 570 milliers d'euros : engagements donnés liés aux locations mobilières,
- 3- Engagements sur les contrats de location.

# Note 18 - Information sectorielle

## 18.1- Secteurs opérationnels

## Exercice 2015/2016

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Eléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	910 700	172 863		1 083 563
Amortissements des actifs sectoriels	57 666	5 023		62 689
Résultat opérationnel courant	45 990	(2 354)		43 636
Actifs sectoriels	1 218 830	181 381	(483 208)	917 003
Passifs sectoriels	774 280	89 179	(483 208)	380 251
Investissements corporels et incorporels	64 294	6 816		71 110

## Exercice 2014/2015

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Eléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	819 261	150 192		969 453
Amortissements des actifs sectoriels	55 545	4 754		60 299
Résultat opérationnel courant	33 560	827		34 387
Actifs sectoriels	1 017 421	220 053	(338 655)	898 819
Passifs sectoriels	616 563	100 990	(338 655)	378 898
Investissements corporels et incorporels	66 018	6 587		72 605



# 18.2- Information géographique

Exercice 2015/2016 – en milliers d'euros

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	147 512	738 662	48 451
	Reste de l'Europe	345 753	165 759	10 710
	Amérique du Nord	284 876	315 118	4 381
	Amérique du Sud	6 202	-883	752
	Asie	59 459	174	0
	Reste du Monde	66 899	0	0
	Bateaux	910 700	1 218 830	64 294
Habitat	France	147 013	159 343	6 240
	Europe	25 850	22 038	576
	Reste du Monde	0	0	0
	Habitat	172 863	181 381	6 816
	Eléments de réconciliation	0	(483 208)	
TOTAL		1 083 563	917 003	71 110

# Exercice 2014/2015 – en milliers d'euros

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	120 245	668 677	52 122
	Reste de l'Europe	301 111	164 957	10 917
	Amérique du Nord	259 539	176 017	2 968
	Amérique du Sud	17 667	7 646	7
	Asie	55 010	124	3
	Reste du Monde	65 689	0	0
	Bateaux	819 261	1 017 421	66 018
Habitat	France	127 488	197 396	6 312
	Europe	22 704	22 657	275
	Reste du Monde	0	0	0
	Habitat	150 192	220 053	6 587
	Eléments de réconciliation	0	(338 655)	
TOTAL		969 453	898 819	72 605



# Note 19 - Personnel

Les charges de personnel sont réparties de la façon suivante :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Salaires et traitements	176 412	168 131
Charges sociales	69 455	61 667
Personnel extérieur	40 966	23 390
Avantages au personnel donnant lieu à provision	866	180
Rémunérations en actions (IFRS 2)	1 973	2 473
Participation et intéressement	5 185	3 429
Frais de personnel	294 858	259 270

Au 31 août 2016, le groupe Bénéteau compte au total 6 478 salariés (hors intérim) à travers le monde répartis ainsi :

	au 31 août 2016	au 31 août 2015
France	3 929	3 885
Autre Europe	961	868
USA – Brésil - Asie	687	640
Bateaux	5 577	5 393
France	854	898
Autre Europe	47	37
Habitat	901	935
TOTAL	6 478	6 328

Répartition par catégorie (hors intérim) :

	au 31 août 2016	au 31 août 2015
Ouvriers	4 630	4 582
Employés / Techniciens / Agents de maîtrise	1 310	1 247
Cadres et Assimilés	538	499,2
Effectif hors intérim	6 478	6 328



L'effectif moyen (y compris l'intérim) est réparti de la façon suivante par activité :

	2015/2016	2014/2015
Bateaux	6 361	5 911
Habitat	1 157	1 017
Effectif moyen total (dont intérim)	7 518	6 928

L'activité saisonnière du groupe le conduit à avoir recours au personnel intérimaire.

En moyenne, 1 050 intérimaires ont travaillé au sein du groupe (812 pour l'activité Bateaux et 238 pour l'activité Habitat) contre 627 l'exercice passé.

Ventilation de l'effectif moyen par catégorie	2015/2016	2014/2015
Cadres	535	496
Agents de maîtrise	240	257
Employés	1 067	976
Ouvriers	5 675	5 199
Effectif total	7 518	6 928

## Note 20 - Charges externes

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Consommables, sous-traitance, maintenance	50 749	39 398
Marketing, publicité	16 410	16 087
Honoraires, commissions, études et recherches, assurance	21 897	19 768
Location	8 236	7 171
Autres	22 424	24 898
Charges externes	119 717	107 322

Les engagements du groupe de paiement minimum futur au titre de la location s'élèvent à 570 milliers d'euros, dont 229 milliers d'euros à moins d'1 an et 341 milliers d'euros avec une échéance comprise entre 1 et 5 ans.



## Note 21 - Autres produits et charges opérationnels courants

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Provisions devenues sans objet	1 074	1 148
Plus-values nettes sur cession des actifs immobilisés	566	
Divers produits	489	1 181
Autres produits opérationnels courants	2 129	2 329

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Brevet, droits d'auteur, jetons de présence	(1 204)	(1 107)
Moins-values nettes sur cession des actifs immobilisés	0	(25)
Charges nettes sur les créances devenues irrécouvrables	(1 646)	(2 949)
Indemnités commerciales	(2 695)	(1 069)
Divers	(1 725)	(580)
Autres charges opérationnelles courantes	(7 270)	(5 730)

Des provisions constituées dans le cadre de litiges techniques ont été mises à jour en fonction des nouveaux éléments à disposition. Cette mise à jour conduit à la diminution du risque résiduel. Les divers produits intègrent notamment des indemnités perçues dans le cadre de la résolution de litiges.

Note 22 - Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Provision – projet de reconversion de l'activité Habitat Résidentiel	(5 912)	
Provision – projet de mise en sommeil des filiales brésiliennes	(4 766)	
Provision pour faillite d'un partenaire – designer de bateaux	(175)	(3 165)
Résolution favorable d'un litige	1 134	
Transaction ancien Président du Directoire		(1 048)
Variation de périmètre – filiale brésilienne		(214)
Sortie de périmètre – JJ Trans		(148)
Valorisation Actifs destinés à la vente - Fonderie Vrignaud		(423)
Autres charges et produits opérationnels	(9 719)	(4 998)



## Note 23 - Résultat financier

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0	42
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	0	42
Intérêts et charges assimilées	(2 703)	(3 008)
Variation de juste valeur sur investissements détenus à des fins de transaction	0	0
Coût de l'endettement financier brut	(2 702)	(3 008)
		_
Coût de l'endettement financier net	(2 702)	(2 966)
Différence négative de change (nette)	(3 349)	
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39) (*)	0	(16 719)
Autres charges financières	(3 349)	(16 719)
Différence positive de change (nette)		1 095
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39) (*)	421	
Autres intérêts et produits assimilés	217	886
Autres produits financiers	638	1 981
Résultat financier	(5 413)	(17 704)

<sup>(\*)</sup> Il s'agit de la part inefficace des variations de valeurs d'instruments qualifiés de couverture.

# Note 24 - Impôt sur les résultats et impôts différés

# 24.1- Charge d'impôt

La ventilation de la charge d'impôt est la suivante :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Impôts exigibles	1 635	537
Impôts différés	4 947	2 347
impots differes	4 947	2 347
Charge d'impôt sur les résultats	6 582	2 884



Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Impôt théorique sur le résultat consolidé ( hors société mise en équivalence)	9 817	4 469
Calculé au taux de	34,43%	38%
Incidence des crédits d'impôt	(3 417)	(3 565)
Incidence des pertes fiscales	1 597	913
Impact des autres différences permanentes	220	1 802
Impact des redressements fiscaux	0	0
Incidence des variations de taux d'imposition	(1 635)	(735)
Impact au compte de résultat	6 582	2 884

Le montant cumulé des pertes non activées s'élève à 18 917 milliers d'euros.

## 24.2- Impôts différés

Le détail des actifs et passifs d'impôts différés à la fin de l'exercice est le suivant :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Immobilisations incorporelles	377	375
Stocks	1 983	1 612
Avantages du personnel	8 517	6 360
Instruments financiers	130	(828)
Autres	6	261
Différences temporelles	7 085	10 537
Compensation	(10 817)	(12 604)
Total des impôts différés actif	7 282	5 711
Immobilisations corporelles	0	0
Amortissements dérogatoires	5 950	6 053
Autres	5 103	6 551
Compensation	(10 817)	(12 604)
Total des impôts différés passif	236	0
Actif net d'impôts différés	7 046	5 711



La variation des actifs nets d'impôts différés se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Au 1er septembre	5 711	8 802
Variation de périmètre	0	0
Normes IAS 32&39	1 269	(962)
Ecart de conversion	(5)	198
Produit (charge) d'impôts différés	(4 947)	(2 347)
Autres impôts enregistrés en capitaux propres	5 018	20
Au 31 août	7 046	5 711

#### Note 25 - Résultat par action

	2015/2016	2014/2015
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	24 769	12 803
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	82 789 870	82 789 870
Résultat net par action (en euros)	0,30	0,15
Nombre moyen pondéré d'actions après effet dilutif	83 899 890	84 170 599
Résultat net par action (en euros)	0,30	0,15

## Note 26 - Informations concernant les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les opérations avec les sociétés ou les administrateurs des sociétés qui exercent des fonctions de direction et de contrôle de l'activité au sein du groupe Bénéteau, incluant notamment les opérations effectuées avec la société BERI 21, actionnaire majoritaire du groupe.

Cette société réalise des études pour la conception des bâtiments industriels du groupe et à ce titre facture les sociétés du groupe. Elle facture également des prestations d'assistance juridique, d'assistance et de conseil en matière d'organisation et d'investissement, et de conseil en matière stratégique. Par ailleurs, le groupe loue une partie de ses bureaux à BERI 21.

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe Bénéteau.
- les opérations avec les co-entreprises SGB Finance et Habitat d'avenir.



## 26.1 - Transactions avec les parties liées

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015	
· ·	4.40		
Ventes de biens et services	143	59	
Achats de biens et services	966	925	
Créances	71	9	
Dettes	396	342	

## 26.2 - Avantages octroyés aux dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe comptabilisés en charge s'établissent comme suit :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Avantages à court terme	2 173	2 388
Autres avantages à long terme	41	24
Jetons de présence	334	324
Paiement en actions (1)	442	1 510
Total	2 990	4 246

<sup>(1)</sup> montant déterminé conformément à la norme IFRS2 « paiement en actions » et selon les modalités décrites en note 3.12 et 19

## 26.3 - Transactions avec les co-entreprises

Les transactions avec les co-entreprises SGB Finance (détenue à 49%) et Habitat d'avenir (détenue à 50%) ont été les suivantes :

en milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Ventes de biens et services	32 714	31 774
Achats de biens et services	622	545
Frais financiers	160	220
Créances	1 496	1 668
Dettes	197	387



# Note 27 - Gestion du risque financier

# 27.1. Classement des instruments financiers par catégorie de comptabilisation

# Au 31/08/2016

en milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2016	Juste valeur au 31/08/2016	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Actifs / Passifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation Prêts et cautions Créances clients Autres créances Trésorerie et équivalents de trésorerie Dettes financières	22 150 88 537 33 572 75 925 (62 456)	22 150 88 537 33 572 75 925 (62 456)	0 75 925	150 88 537 33 572	0	(62 456)
Autres dettes	(292)	(292)	(292)		0	
Sous total	135 458	135 458	75 633	122 259	22	(62 456)

## Au 31/08/2015

en milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2015	Juste valeur au 31/08/2015	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Actifs / Passifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation Prêts et cautions Créances clients	22 143 132 752	22 143 132 752		143 132 752	22	
Autres créances	43 908	43 908	2 670	41 238	0	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 564	47 564	47 564			
Dettes financières	(98 569)	(98 569)				(98 569)
Autres dettes	0	0	0		0	
Sous total	125 820	125 820	50 234	174 133	22	(98 569)



# 27.2. Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en fonction des niveaux de juste valeur

## Au 31/08/2016

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres disponibles à la vente	0		22	22
Instruments de couverture	0	0	0	0
Autres actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	0	0	75 925	75 925
Actifs financiers	0	0	75 947	75 947
Instruments de couverture	0	(292)		-292
Autres passifs financiers évalués à la juste valeur par				
le résultat	0	0	(62 456)	(62 456)
Passifs financiers	0	(292)	(62 456)	(62 748)

## Au 31/08/2015

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres disponibles à la vente	0		22	22
Instruments de couverture Autres actifs financiers évalués à la juste valeur par le	0	2 670	0	2 670
résultat	0	0	47 564	47 564
Actifs financiers	0	2 670	47 586	50 256
Instruments de couverture Autres passifs financiers évalués à la juste valeur par	0	0		0
le résultat	0	0	(98 569)	(98 569)
Passifs financiers	0	0	(98 569)	(98 569)

## 27.3. Classement des instruments financiers par catégorie de risque

## Au 31/08/2016

Total	135 728	198 184	(62 456)	0	0
Concours bancaires	(3 869)		(3 869)		
Autres emprunts	(58 587)		(58 587)		
Crédit-bail	0				
SICAV et autres placements	976	976			
Disponibilités	74 949	74 949			
Autres créances	33 572	33 572			0
Créances clients	88 537	88 537			
Prêts et cautions	150	150			
En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2016	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)



Au 31/08/2015

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2015	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	143	143			
Créances clients	132 752	132 752			
Autres créances	43 908	41 238			2 670
Disponibilités	44 914	44 914			
SICAV et autres placements	2 650	2 650			
Crédit-bail	0				
Autres emprunts	(66 675)		(66 675)		
Concours bancaires	(31 894)		(31 894)		
Total	125 798	221 697	(98 569)	0	2 670

Le groupe a effectué une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

## 27.4- Risque de crédit

Classement des créances commerciales en échues et non échues

#### <u>Au 31/08/2016</u>

	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	33 086	23 803	0	33 086
Echues	59 881	40 069	(4 431)	55 451
Créances commerciales	92 967	63 872	(4 431)	88 537

# Au 31/08/2015

	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	15 859	14 198	0	15 859
Echues	123 134	79 541	(6 241)	116 893
Créances commerciales	138 994	93 738	(6 241)	132 752

Au 31 août 2016, les 55 451 milliers d'euros de créances nettes échues concernent principalement :

- au sein de l'activité Bateaux (40 848 milliers d'euros), les bateaux mis à disposition des clients et non encore enlevés, selon la règle adoptée par le groupe de reconnaissance du chiffre d'affaires à la mise à disposition;
- au sein de l'activité Habitat (14 603 milliers d'euros), les retards de règlement des clients par rapport au délai théorique de paiement, dont le risque de crédit est appréhendé par le groupe.



L'âge des créances échues hors clients douteux est réparti de la façon suivante :

en milliers d'euros	Echues depuis plus de 90 Jrs	Echues entre 30 et 90 jours	Echues depuis moins de 30 jours	Total
Bateaux	6 573	6 211	28 065	40 848
Habitat	4 863	6 328	3 412	14 603
TOTAL	11 436	12 539	31 477	55 451

En date du 5 novembre 2016, la situation des créances restant impayées est la suivante :

en milliers d'euros	Echues depuis plus de 90 Jrs	Echues entre 30 et 90 jours	Echues depuis moins de 30 jours	Total
Bateaux	4 484	2 259	8 226	14 969
Habitat	3 575	1 251	5 733	10 559
TOTAL	8 059	3 510	13 959	25 528

## Variation des dépréciations sur créances commerciales

en milliers d'euros	31/08/2015	31/08/2016
Solde au 1er septembre	4 977	6 241
Perte de valeur comptabilisée	1 264	(1 810)
variation de périmètre		
Solde au 31 août	6 241	4 431

# Pourcentage de créances échues sur créances mobilisables

en milliers d'euros	31/08/2016	31/08/2015
Créances commerciales en valeur brute	92 967	138 994
Provisions pour créances douteuses	(4 431)	(6 241)
Créances commerciales en valeur nette	88 537	132 752
Créances échues au 31 août	55 451	116 893
dont créances export	37 030	77 260
% créances échues sur créances mobilisables	62,6%	88,1%



#### 27.5- Risque de change

L'exposition du groupe au risque de change est la suivante :

	31/08/2016		31/08/2	2015
	KUSD	KPLN	KUSD	KPLN
Créances commerciales	97 650	0	122 167	0
Dettes fournisseurs	(17 899)	(2 231)	(19 187)	(1 644)
Exposition bilancielle brute	79 751	(2 231)	102 980	(1 644)
				_
Ventes prévisionnelles estimées	147 380	0	159 979	0
Achats prévisionnels estimés	(44 336)	(210 003)	(44 449)	(134 775)
Exposition prévisionnelle brute	103 044	(210 003)	115 530	(134 775)
Contrats de change à terme	(130 427)	182 836	(104 614)	131 096
Exposition nette	52 368	(29 399)	113 896	(5 323)

#### Note 28 - Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par les commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la

mission de contrôle légal des comptes ont été les suivants :

_	А	ATLANTIQUE REVISION				KDMO	A114		
		CONSEIL				KPMG Audit			
en milliers d'euros et en pourcentage	31/0	08/2016	31/08/2015		31/08/2016		31/08/2015		
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	
Commissariat aux comptes, certification des comptes, examen des comptes sociaux et	007	4000/	000	4000/	007	040/	000	070/	
consolidés	207	100%	202	100%	207	91%	203	67%	
- société mère	53	26%	44	22%	60	26%	53	18%	
- filiales	154	74%	158	78%	147	65%	150	50%	
Services autres que la certification des compte	0	0%	0	0%	20	9%	98	33%	
Sous-total	207	100%	202	100%	227	100%	301	100%	
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement									
Sous-total	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
Total des honoraires	207		202		227		301		



# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

#### Exercice clos le 31 août 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bénéteau S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### • Goodwill

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill selon les modalités décrites dans la note 3.5.1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.5.1 de l'annexe donne une information appropriée.



#### Provisions

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 3.15 et 12. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 20 décembre 2016 La Roche-sur-Yon, le 20 décembre 2016

KPMG Audit Atlantique Révision Conseil *Département de KPMG S.A.* 

Franck Noël Jérôme Boutolleau *Associé* Associé



# Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 août 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes désigné organisme tiers indépendant de la société Bénéteau S.A., accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049<sup>1</sup>, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 août 2016, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

#### Responsabilité de la société

Il appartient au Directoire d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

#### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

#### Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE);
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de huit personnes et se sont déroulés entre septembre et décembre 2016 sur une durée totale d'intervention d'environ trois semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et à la norme ISAE  $3000^2$ .

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information



#### 1. Attestation de présence des Informations RSE

#### Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe « 4. Note méthodologique du reporting social, environnemental, et sociétal » du rapport de gestion.

#### Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

#### 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

#### Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes, listées dans les tableaux ci-après :

 au niveau de l'entité consolidante et des entités, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion;



- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées<sup>3</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 66% des effectifs, entre 24% et 100% des informations quantitatives environnementales présentées et entre 59% et 68% des informations quantitatives sociétales présentées.

Indicateurs sociaux	Périmètre de reporting
Effectifs au 31/08/2016	
Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt de nos	
collaborateurs	Erongo Pologno Etata Unia
Taux de gravité des accidents du travail de nos collaborateurs	France, Pologne, Etats-Unis
Nombre d'embauches au cours de l'exercice – CDI & CDD	
Nombre de licenciements au cours de l'exercice	
Nombre total d'heures de formation, par an, par salarié	France

Indicateurs environnementaux	Périmètre de reporting
Nombre de sites certifiés ISO 14001	_
Rejets de composés organiques volatils (COV) des sites de	
production	
Consommation d'électricité des sites au cours de l'exercice	France, Pologne, Etats-Unis
Consommation de gaz des sites au cours de l'exercice	
Consommation d'eau des sites au cours de l'exercice	
Emissions de CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie des sites	
Quantité de bois rebuté / quantité de bois acheté	
Quantité de déchets industriels générés par type	France
Taux de valorisation / recyclage des déchets non dangereux	

Indicateur sociétal	Périmètre de reporting
Part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux	France

# Informations qualitatives

Thèmes sociaux	<ul> <li>L'organisation du temps de travail</li> <li>L'organisation du dialogue social notamment les procédures d'information, de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci</li> </ul>
	- Les conditions de santé et de sécurité au travail
	- Les politiques mises en œuvre en matière de formation
Thèmes environnementaux	<ul> <li>Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions</li> </ul>
Thèmes sociétaux	<ul> <li>L'impact territorial, économique et social de l'activité de la société sur les populations riveraines ou locales</li> <li>La prise en compte dans la politique d'achat de la société des enjeux sociaux et environnementaux</li> <li>L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale</li> <li>Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs</li> </ul>

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Interventions menées : SPBI (France), OSTRODA YACHT (Pologne).



Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

#### Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris-La Défense, le 19 décembre 2016

KPMG S.A.

Anne Garans Associée Département Changement Climatique & Développement Durable Franck Noël Associé



# **COMPTES SOCIAUX BENETEAU SA**

#### Bilan au 31 Août 2016

#### **ACTIF**

		Montants	Amortissements	Montants	Montants
En milliers d'euros					
Lit illiners d'édios	Notes	bruts		nets	nets
		31/08/2016	et provisions	31/08/2016	31/08/2015
Immobilisations incorporelles	1.2				
Frais de recherche et développement	1.3	4 621	1 267	3 354	2 362
Concessions, brevets, licences, marques	1.4	1 180	79	1 101	1 025
Fonds commercial (1)				0	0
Autres immobilisations incorporelles		6 664	5 699	965	1 295
Immobilisations incorporelles en cours		8 699		8 699	8 486
Immobilisations corporelles	1.5			0	0
Terrains		392	109	283	292
Constructions		6 549	4 413	2 136	2 409
Inst. techniques, matériels et outils indus		781	659	122	127
Autres immobilisations corporelles		2 879	2 229	650	688
Immobilisations en cours		195		195	169
Avances et acomptes				0	0
Immobilisations financières (2)	1.6			0	0
Participations		97 558	5 000	92 558	95 058
Créances rattachées à des participations		0		0	0
Autres titres immobilisés		5 786	221	5 565	1 173
Prêts		10		10	10
Autres immobilisations financières		26		26	23
Actif immobilisé	1.1	135 340	19 676	115 664	113 117
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvis.				0	0
En cours de production				0	0
Produits intermédiaires et finis				0	0
Avances et acomptes sur commandes		4 219	3341	878	1 061
Créances	1.7	1210	3311	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1.,	7 311	107	7 204	3 599
Autres créances d'exploitation		121 904	0	121 904	162 119
Valeurs mobilières de placement	1.8	5 907	0	5 907	14 007
Disponibilités	1.0	15 004		15 004	1 683
Charges constatées d'avance	1.9	891		891	795
Onlarges constatees a avance	1.3	031		031	793
Actif circulant		155 236	3 448	151 788	183 264
Ecart de conversion actif		0			
TOTAL ACTIF		290 576	23 124	267 452	296 381

(1) dont droit au bail(2) dont à moins d'un an



# **PASSIF**

En milliers d'euros	Notes	31/08/2016	31/08/2015
Capital social dont capital versé	2.1	8 279	8 279
Primes d'émission, fusion, apports	2.1	27 850	27 850
Réserves		27 000	27 000
Réserve légale		871	871
Réserves réglementées		071	071
Autres réserves		157 773	169 591
Report à nouveau		93	60
Résultat de l'exercice		(1 706)	(6 911)
Subventions d'investissement		(1700)	(0 311)
Provisions réglementées		356	369
Frovisions regiennentees		336	309
Capitaux propres	2.11	193 516	200 109
Provisions			
Provisions pour risques		_	_
Provisions pour charges		933	6 716
1 Tovisions pour charges		933	0710
Provisions pour risques et charges	2.2	933	6 716
Dettes financières (1)			
Emprunts et dettes auprès éts de crédit (2)		35 353	68 884
Emprunts et dettes financières divers		13 509	1 904
Avances et acomptes reçus sur commandes		13 309	1 304
Dettes d'exploitation (1)		_	_
Dettes d'exploitation (1)  Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 248	2 814
Dettes fournisseurs et comptes rattaches  Dettes fiscales et sociales		3 007	1 862
Autres		17 632	12 805
		17 632	12 005
Dettes diverses (1)		254	4 207
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		254	1 287
Produits constatés d'avance (1)		-	-
Passif circulant	2.3	73 003	89 556
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		267 452	296 381

(1) dont à moins d'un an(2) dont concours bancaires courants

45 383 54 844 641 27 122



# BENETEAU S.A.

# Compte de Résultat 31 Août 2016

En K€	Notes	2015/2016	2014/2015
Produits d'exploitation		-	-
Production vendue : biens et services		14 360	13 562
Chiffre d'affaires net	3.1	14 360	13 562
Production stockée		-	-
Production immobilisée		506	1 203
Subventions d'exploitation		4	0
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	3.2	6 190	56
Autres produits		0	2
Produits d'exploitation		21 060	14 823
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises		-	-
Autres achats externes		11 331	11 601
Impôts, taxes et assimilés		224	384
Charges de personnel	3.3		
Salaires et traitements		3 458	2 671
Charges sociales		7 326	1 226
Dotations aux amortissements et provisions			
Sur immobilisations : dotations aux amort.		2 229	1 620
Sur immobilisations : dotations aux prov.		-	-
Sur actif circulant : dotations aux provisions		176	3 165
Pour risques et charges : dotations aux prov.		384	2 193
Autres charges		1 001	894
Charges d'exploitation		26 129	23 754
Résultat d'exploitation		(5 069)	(8 931)
Produits financiers			
De participation		10 019	3 909
Autres intérêts et produits assimilés		2 381	2 464
Reprises sur provisions et transfert de charges		8 858	2 500
Gains de change nets		1 352	17 953
Produits financiers		22 610	26 826
Charges financières			
Dotation aux amortissements et provisions		2 720	0
Intérêts et charges assimilées		18 137	8 367
Pertes de change nettes		3 759	23 238
Charges financières		24 616	31 604
Résultat financier	3.4	(2 006)	(4 778)
	0.4		
Résultat courant avant impôt		(7 074)	(13 709)



# Compte de Résultat 31/08/2016 (Suite)

En milliers d'euros	Notes	2015/2016	2014/2015
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		74	61
Sur opérations en capital		49	18
Reprises sur provisions et transferts de charges		34	1 433
Produits exceptionnels		157	1 512
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		97	190
Sur opérations en capital		74	38
Dotations aux amortissements et provisions		23	40
Charges exceptionnelles		194	268
Résultat exceptionnel	3.5	(37)	1 244
Participation et Intéressement des salariés		(42)	(8)
Impôts sur les bénéfices	3.6	(5 447)	(5 561)
RESULTAT NET		(1 706)	(6 911)



#### ANNEXE AUX COMPTES DE BENETEAU S.A.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouvert le 1er septembre 2015 et clos le 31 août 2016.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

## Faits caractéristiques de l'exercice

Malgré la capacité démontrée par la filiale BH (habitat résidentiel à ossature bois) à réaliser des projets innovants et compétitifs, les solutions proposées ne trouvant pas leur place sur les marchés de la maison individuelle, du logement collectif et des résidences dédiées, le Groupe a annoncé fin octobre le projet de reconversion de la filiale BH pour fabriquer des mobile-homes.

En date du 31 août 2016, Bénéteau SA a procédé à un abandon de créance en faveur de sa filiale BH pour 7 150 milliers d'euros.

En application des règles de provisionnement des titres de participation rappelées en § 1.4, un complément de provision sur les titres de participation BH a été comptabilisé pour 2 500 milliers d'euros au 31/08/2016 de telle sorte que ces derniers soient provisionnés à 100%.

#### Principes, règles, méthodes comptables et présentation des états

Les chiffres fournis dans la présente annexe sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2016 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenus par le Code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983, ainsi que par le Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03).

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.



# 1 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

# 1.1 Mouvements des immobilisations, amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé

#### • VALEURS BRUTES

en milliers d'euros	Valeur brute des immos 31/08/2015	Variations par transfert de poste à poste	Acquisitions Créations Augmen. des actifs	Cessions Mises hors service Dimin. actifs	Valeur brute des immos 31/08/2016
Frais de recherche et développement	3 055	1 383	183	0	4 621
Concessions, brevets, licences et marques	983	0	98	0	1 081
Fonds commercial	99	0	0	0	99
Logiciels	6 066	65	548	(14)	6 664
Immobilisations incorporelles en cours	8 486	(1 383)	1 596	0	8 699
TOTAL Immobilisations incorporelles	18 689	65	2 425	(14)	21 164
Terrains et aménagements	392	0	0	0	392
Constructions et aménagements	6 516	0	35	(2)	6 549
Matériels, installations techniques	716	30	37	(2)	781
Autres immobilisations corporelles	2 861	38	301	(320)	2 879
Immobilisations en cours	170	(133)	158	0	195
Avances et acomptes sur immobilisations	0	0	0	0	0
TOTAL Immobilisations corporelles	10 655	(65)	530	(324)	10 796
Participations Créances rattachées à des participations	97 558 0	0	0	0	97 558 0
Autres titres immobilisés	1 173	(2 038)	13 909	(7 259)	5 786
Prêts	10	0	0	0	10
Autres immobilisations financières	22	0	26	(22)	26
TOTAL Immobilisations financières	98 763	(2 038)	13 935	(7 280)	103 380
TOTAL GENERAL	128 107	(2 038)	16 890	(7 618)	135 340

# • AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

en milliers d'euros	Amort. au 01/09/2015	Augment. Dotations de l'exercice	Diminutions afférentes aux éléments sortis et reprises	Amort. au 31/08/2016
TOTAL Immobilisations incorporelles	5 519	1541	(15)	7 045
Terrains et aménagements	100	9	0	109
Constructions	4 107	308	(1)	4 413
Matériels, installations techniques	590	69	(1)	659
Autres immobilisations corporelles	2 174	303	(247)	2 229
TOTAL Immobilisations corporelles	6 971	688	(249)	7 410
TOTAL AMORTISSEMENTS	12 490	2 229	(265)	14 455
Provision pour dépréciation actif				
Sur participations	2 500	2 500	0	5 000
Sur autres titres immobilisés		221		221
TOTAL PROVISIONS	2 500	2 721	0	5 221
TOTAL GENERAL	14 990	4 950	(265)	19 676



#### 1.2 Immobilisations incorporelles

Elles s'élèvent au 31 août 2016 à 21 164 K€ contre 18 689 K€ au 31 août 2015.

Les différents éléments composant ce poste sont les suivants :

#### 1.2.1 Frais de recherche et développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Par ailleurs, les coûts de développement liés à la mise en place d'un nouvel ERP pour l'ensemble du Groupe Bénéteau sont amortis sur 7 ans. Le 1<sup>er</sup> lot concernant l'Habitat de Loisirs a été mis en service au début de l'exercice 2015-2016.

#### 1.2.2 Concessions, brevets, licences et marques

La durée de consommation des avantages économiques attendus de la marque n'est pas déterminable. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un amortissement.

Elle fera éventuellement l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La concession est un droit d'usage exclusif à long terme permettant de bénéficier de la pleine jouissance des Fibres Optiques Noires ; elle est amortie sur sa durée d'utilité, soit 15 ans.

#### 1.2.3 Logiciels

Les logiciels sont amortis sur 1 an à 5 ans selon leur durée de vie prévue.

#### 1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour la partie produite par l'entreprise. Elles n'ont jamais fait l'objet de réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés de façon linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- aménagements sur terrains	20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans

La société pratique, dans la mesure du possible, des amortissements dégressifs considérés comme dérogatoires pour la fraction excédant l'amortissement économique. La provision ainsi constituée s'élève à 356 K€.



#### 1.4 Immobilisations financières

Elles s'élèvent au 31 août 2016 à 103 380 K€ contre 98 763 K€ au 31 août 2015.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence lorsque la valeur d'utilité de la société filiale est inférieure à la valeur historique :

- pour les filiales industrielles, la valeur d'utilité est définie comme étant l'actualisation des perspectives de résultats futurs de la société filiale.
- pour les filiales purement commerciales, ou pour lesquelles l'appréciation des perspectives d'activité n'est pas pertinente, la valeur d'utilité est appréciée au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres, après application pour les filiales étrangères du taux de la devise au 31 août.

Le tableau des filiales et participations figure à la rubrique 4.3 de la présente annexe.

Le poste « Autres titres immobilisés » est composé essentiellement d'actions propres (mouvements détaillés sur note 4.6). Sur la base de la moyenne des cours de Bourse du mois d'août 2016, leur valeur s'élève à 5 568 K€ pour une valeur nette au bilan de 5 545 K€.

#### 1.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours de clôture ou converties au taux de couverture si elles font l'objet d'un contrat de couverture de change à terme.

La perte de change latente donne lieu à la constitution d'une provision pour charges à due concurrence.

A la clôture, le poste clients ne comprend aucune créance à plus d'un an et se décompose ainsi :

en K€	31/08/2016	31/08/2015
Comptes clients ordinaires	40	40
Comptes clients entreprises liées	7 142	3 538
Effets à recevoir	-	-
Clients douteux	129	129
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(108)	(108)
TOTAL	7 204	3 599

Les autres créances d'exploitation ne comportent pas de créances à plus d'un an et se décomposent comme suit :

TOTAL	121 904	162 119
Provision pour dépréciation des créances	-	-
Autres créances entreprises liées *	97 193	134 137
Autres créances	2 035	10 326
Impôts et taxes	22 675	17 656
en K€	31/08/2016	31/08/2015

<sup>\*</sup> dont compte courant d'intégration fiscale



#### 1.6 Valeurs Mobilières de Placement

La valeur d'inventaire des actions propres réservées s'élève à 4 931 milliers d'euros. Evaluées au cours du 31 août 2016, les actions propres réservées s'élèvent à 5 025 milliers d'euros.

Il s'agit d'actions propres réservées (cf. notes 4.4 et 4.5) pour un montant de 4 931 K€. Par ailleurs, le portefeuille d'attribution d'actions gratuites fait l'objet d'une provision pour risque (cf note 2.2).

Les autres titres se composent de SICAV pour 976 K€, dont la valeur d'inventaire s'élève également à 976 K€.

#### 1.7 Comptes de régularisation et assimilés - Actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 891 K€ et sont composées en totalité de charges d'exploitation.

Au 31 août 2015, leur montant était de 795 K€.

Les produits à recevoir s'élèvent à 19 K€ et se décomposent en :

en K€	31/08/2016	31/08/2015
Produits d'exploitation	19	21
Produits d'exploitation - entreprises liées	-	-
Produits financiers	-	167
TOTAL	19	188

#### 2 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### 2.1 Capital social

Il se compose de 82 789 840 actions de 0,10 €, entièrement libérées.

Les informations relatives aux actions propres et aux programmes d'attribution d'actions sont détaillées aux points 4.4, 4.5 et 4.6.

#### 2.11 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur l'exercice est la suivante :

en K€	
Capitaux propres au 01/09/2015	200 109
Amortissements dérogatoires (cf. note 1.5)	(12)
Distribution de dividendes	(4 875)
Résultat de l'exercice	(1 706)
Montant des capitaux propres au 31/08/2016	193 516

Le résultat net hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires s'élève à (-) 1 718 K€ au 31 août 2016.

Les dispositions fiscales entraînent pour notre société une dette future d'impôt d'un montant net de 122 K€, calculée au taux de 34,43%.



#### 2.2 Provisions pour risques et charges

En K€	Montant en fin d'exercice 31/08/2015	Augment. dotations de l'exercice	Diminution reprise de provisions utilisées	Diminution reprise de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice 31/08/2016
Provisions pour perte de change Provisions pour risques Autres provisions pour risques et charges	- - 6 716	- - 384	- (5 817)	- (350)	933
TOTAL	6 716	384	(5 817)	(350)	933

Au 31 août 2016, Bénéteau SA a comptabilisé :

- une dotation aux provisions pour charge relative aux actions propres réservées pour le plan d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 383 K€;
- une reprise de provisions pour charge relative aux actions propres réservées pour le plan d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 6 167 K€, dont 350 K€ non utilisées, l'attribution définitive des actions concernées ayant eu lieu au cours de l'exercice.
- une dotation aux provisions pour médaille du travail à hauteur de 0,5 K€ dont l'évaluation prend en compte les salariés présents dans l'entreprise à la date du calcul, leur ancienneté, le barème des gratifications en fonction de cette ancienneté, le taux de survie, la rotation et une actualisation financière.

#### 2.3 Dettes

La répartition des dettes, selon leur échéance au 31 août 2016, est détaillée dans le tableau cidessous :

En milliers d'euros	Montant	Moins	De 1 an	A plus de
	total	d'un an	à 5 ans	de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine	7 693	7 693	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	27 660		27 660	
Emprunts et dettes financières divers	1 790	1 790	-	-
Dettes financières entreprises liées	28 690	28 690	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 413	2 413	-	-
Fournisseurs entreprises liées	835	835	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 396	1 396	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	822	822	-	-
Etats et autres collectivités publiques	-	-	-	-
- impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
- taxes sur la valeur ajoutée	732	732	-	-
- autres impôts, taxes et assimilés	57	57	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations entreprises liées	254	254	-	-
Autres dettes	662	662	-	-
Autres dettes entreprises liées	-	-	-	-
TOTAL	73 003	45 343	27 660	0



#### 2.4 Charges à payer

Au 31 août 2016 les charges à payer s'élèvent à 4 505 K€ suivant détail ci-après :

en milliers d'euros	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 508	-	-
Fournisseurs entreprises liées	483	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 920	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	681	-
Autres dettes	-	-	-
Autres dettes entreprises liées	-	-	-
TOTAL	3 912	681	-

#### 3 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1 Chiffre d'affaires

en milliers d'€	2015/2016	2014/2015
Ventes en France	12 632	11 734
Ventes à l'étranger	1 727	1 828
TOTAL	14 360	13 562

#### 3.2 Mouvements sur provisions et transferts de charges d'exploitation

en milliers d'€	2015/2016	2014/2015
Reprise sur provisions pour risques et charges (*)	6 167	=
Transferts de charges	23	56
TOTAL	6 190	56

<sup>(\*)</sup> Reprise relative à la provision pour actions gratuites acquises au cours de l'exercice dont la charge est enregistrée en résultat d'exploitation (autres charges de personnel) pour 5 817 K€.

# 3.3 Charges de personnel

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de direction s'élèvent à 1 117 K€, contre 1 067 K€ l'exercice précédent.

L'effectif moyen est de 27 personnes, composé de 7 employés et 20 cadres.

Les charges de personnel au 31 août 2016 incluent le coût des actions gratuites acquises par les mandataires sociaux et salariés de BENETEAU SA acquises dans le cadre du plan d'actions gratuites du 9 mai 2012 et arrivé à son terme en mai 2016 pour 5 817 K€.



# 3.4 Produits et charges financiers

Le résultat financier fait apparaître une charge nette de 2 006 milliers d'€.

En milliers d'euros	2015/2016	2014/2015
Dividendes reçus des filiales	10 019	3 909
Abandons de créances consentis aux filiales		
- GBI Holding	0	(2 500)
- BH	(7 150)	(3 900)
Dotation aux provisions sur titres de participation	(2 500)	
Reprise de provision sur compte courant filiales	0	2 500
Facturation du cout des Plans d'actions gratuites aux filiales	3 155	
Intérêts et charges assimilées nets	2 355	2 411
Résultat financier avec entreprises liées	5 879	2 420
Autres Intérets et charges assimilées nets	(1 908)	(1 881)
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement (*)	(9 053)	(32)
Transfert de charge du cout des plans d'actions gratuites (*)	5 702	
Dotation nette des reprises de provision	(220)	
Résultat de change	(2 406)	(5 285)
TOTAL résultat financier	(2 006)	(4 778)
(*) dont coût net du plan d'actions gratuites acquises au cours de l'exercice	(3 156)	

# 3.5 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

en milliers d'€	2015/2016	2014/2015
Dotation / reprise amortissements dérogatoires	10	1 394
Plus ou moins-value sur cession d'actif	(25)	(20)
Reprise de provision pour risque	-	-
Boni / Mali sur rachat d'actions propres	(10)	28
Dotation aux provisions pour risques et charges	· · ·	-
Dons	(5)	(156)
Autres	(7)	(2)
TOTAL	(37)	1 244



#### 3.6 Impôt et fiscalisation du résultat

Au 31 août 2016, la ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

En milliers d'€	Avant impôt	Produit net d'impôt	Après impôt	
Résultat courant	(7 075)	5 416	(1 658)	
Résultat exceptionnel	(36)	31	(5)	
TOTAL	(7 153)	5 447	(1 706)	

Bénéteau S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention conclue à ce titre est conforme à la seconde conception autorisée : elle prévoit que l'économie d'impôt réalisée et liée aux déficits, soit prise en compte immédiatement dans le résultat de la société mère dans la limite du résultat fiscal d'ensemble utilisable.

L'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale pour l'exercice 2015/2016 s'élève à 3 038 K€.

#### 4 - AUTRES INFORMATIONS

#### 4.1 Note concernant les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont indiqués à chaque poste correspondant du bilan. Les comptes de Bénéteau S.A. sont inclus, selon la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de BERI 21 S.A.

#### 4.2 Engagements donnés

Ils comprennent:

<u>En K€</u>	31/08/2016
Caution: - consortium pour construction d'une usine pour une filiale -pour la douane	500 70
Garanties entreprises liées: - engagement bancaire pour les lignes de crédit des filiales - engagement bancaire pour remboursement de TVA des filiales italiennes - Garantie client en cas de défaillance d'une filiale - Contre-garantie filiales liée aux contrats de financement des produits	26 856 8 826 4 941 54 285
Indemnités de départ à la retraite*	450
Ventes à terme en devise valorisées en K€ au cours de couverture	116 093
TOTAL	212 021

<sup>\*</sup> Les engagements de la société à ce titre sont calculés selon la méthode adoptée dans le groupe tenant compte de l'ensemble des salariés, des dispositions conventionnelles, du taux de survie, de l'évolution des salaires, de la rotation, du rendement financier et des charges sociales. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées.

Les cautions et garanties données ne concernent pas les dirigeants.



#### 4.3 Tableau des filiales et participations

#### En milliers d'euros

Société	Capital	Capitaux propres hors résultat du dernier exercice	Quote part de capital détenu e en %	Valeurs C		Prêts et avance s consent is par la sté et non encore rembou rsés	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividende encaissés par la société au cours de l'exercice
	•			Brut	Net					
FILIALES (50% au	ı moins)									
C.N.B	3 488	30 847	100	4 776	4 776	0	0	187 335	12 213	2 848
S.P.B.I	51 542	233 472	100	40 774	40 774	1 848	0	630 465	22 781	5 154
B.H.	5 000	2 616	100	5 000	0	0	0	13 383	-2 541	0
Bio Habitat	12 868	62 029	100	42 933	42 933	483	0	165 536	1 397	1 287
GBI Holding	108	1 071	100	1 108	1 108	53 994	0	3	-680	0
PARTICIPATIONS	6 (10 à 50%	)								
SGB Finance (1)	6 054	28 724	49%	2 967	2 967	0	0		4 110	729

<sup>(1)</sup> Clôture des comptes : 31/12

#### 4.4 Options d'achat d'actions

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 3 octobre 2001, 450 000 actions à 91 bénéficiaires, au prix d'exercice de 5,96 € l'action.
- le 13 février 2003, 450 000 actions à 99 bénéficiaires, au prix d'exercice de 6,46 € l'action.
- le 30 août 2006, 72 500 actions à 35 bénéficiaires, au prix d'exercice de 12,56 € l'action.

Les premières levées d'options ont eu lieu au cours de l'exercice 2005/2006 pour 220 250 achats d'actions.

Au cours de l'exercice 2006/2007, 171 425 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 108 513 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2008/2009, 6 000 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2009/2010, 32 664 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2010/2011, 88 342 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2011/2012, 61 966 options d'achats d'actions ont été exercées et 27 050 options d'achat d'actions sont arrivées à échéance sans être exercées.

Àu cours de l'exercice 2012/2013, 116 700 options d'achats d'actions ont été exercées et 68 390 options d'achat d'actions sont arrivées à échéance sans être exercées.

Àu cours de l'exercice 2015/2016, 71 200 options d'achats d'actions sont arrivées à échéance sans être exercées.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.



#### 4.5. Actions gratuites

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 30 août 2005, 42 500 actions gratuites.
- le 30 août 2006, 57 500 actions gratuites.
- le 29 août 2007, 148 440 actions gratuites composées notamment de 110 000 dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2008/2009, 4 690 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2011/2012
- le 3 septembre 2008, 56 000 actions gratuites composées notamment de 6 000 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2009/2010 et de 30 000 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2011/2012.
- le 9 mai 2012, 1 264 700 actions gratuites, composées notamment de 50 000 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2014/2015 et 158 500 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2015/2016
- le 29 avril 2014, 212 000 actions gratuites.
- le 28 avril 2016, 326 000 actions gratuites.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

Les premières attributions définitives ont été effectuées au cours de l'exercice 2006/2007 pour 42 500 actions.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 57 500 actions ont été attribuées.

Au cours de l'exercice 2010/2011, 21 250 actions ont été attribuées.

Au cours de l'exercice 2012/2013, 32 500 actions ont été attribuées.

Au cours de l'exercice 2015/2016, 1 056 200 actions ont été attribuées.

#### 4.6 Actions propres

La valeur des actions propres au 31 août 2016 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2016 s'élève à 5 568 K€ pour une valeur nette au bilan de 5 545 K€.

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2015	142 008	1 153
Acquisitions	1 305 217	13 909
Transfert (*)	(228 300)	(2 038)
Cessions	(600 183)	(7 259)
Actions au 31/08/2016	618 742	5 766

<sup>(\*)</sup> Transfert aux plans d'actions gratuites

Cours moyen d'achat de l'exercice : 10,6567 € Cours moyen de vente de l'exercice : 12,0938 € Cours de bourse au 31 août 2016 : 9,34 €

Moyenne des cours de bourse d'août 2016 : 8,999 €



# 5- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'€	2015/2016	2014/2015	
Opérations d'exploitation			
Résultat net de l'exercice	(1 705)	(6 911)	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	(823)	2 439	
Amortissements et provisions	(848)	2 419	
Plus ou moins values de cession	25	20	
Marge brute d'autofinancement	(2 528)	(4 473)	
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	54 819	2 387	
Créances	34 685	(5 595)	
Dettes	20 134	7 982	
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	52 291	(2 086)	
Opérations d'investissement  Acquisitions d'immobilisations Cessions d'immobilisation Dettes sur immobilisations  Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement  Opérations de financement Dividendes versés aux actionnaires Encaissements provenant de dettes financières Remboursements de dettes financières Cession / Transfert (acquisition) d'actions propres Variation de périmètre	(2 953) 50 (1 035) (3 938) (4 875) 0 (7 163) (4 613)	(4 109) 487 361 (3 262) (3 251) 0 (3 021) (101)	
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	(16 651)	(6 373)	
Total of That de treservine unione day operations de illiancement	(10 031)	(0 070)	
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	31 702	(11 720)	
TANATION DE TRESORENIE (TIETO)	31702	(11720)	
Trésorerie à l'ouverture	(11 432)	288	
Trésorerie à la clôture	20 270	(11 432)	
Dont : Actions propres	4 931	11 865	
Autres valeurs mobilières	976	2 141	
Disponibilités	15 004	1 683	
Comptes bancaires créditeurs	(641)	(27 121)	
·	' /	,	



# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

#### Exercice clos le 31 août 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à *l'exercice clos le 31 août 2016*, sur :

- ♦ le contrôle des comptes annuels de la société *Bénéteau S.A.*, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ♦ la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

# II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 août 2016 s'établit à 92 558 K€, sont évalués à leur coût d'acquisition € dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.4 de l'annexe;
- les autres créances vis-à-vis d'entreprises liées, dont le montant net figurant au bilan au 31 août 2016 s'élève à 97 193 K€ sont valorisées à leur valeur nominale selon la note 1.5 de l'annexe.

Associé



Associ

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité des titres de participation et des créances vis-à-vis des entreprises liées, notamment à revoir lorsque cela est applicable l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles. Si l'appréciation des perspectives d'activité ne s'avérait pas pertinente, ces valeurs d'utilité ont été appréciées au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à NANTES, le 20 décembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Jérôme BOUTOLLEAU

Franck NOEL



# **Attestation du Rapport Financier Annuel 2015-2016**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Yves LYON-CAEN
Président du Conseil de Surveillance

Hervé Gastinel Président du Directoire